

Hors.Série l@ Semaine

N°4 - SEPTEMBRE 2021

**INDUSTRIE
LORRAINE**

« *L'avenir
lui appartient* »

**PAROLE
DE MINISTRE**
Entreprises et relance :
« C'est gigantesque »

DOSSIER
Les femmes,
avenir
de l'industrie

**TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**
Les capitaines
d'industrie racontent

07.12.21

STRASBOURG

**PALAIS DE LA MUSIQUE
ET DES CONGRÈS**

& EN LIGNE



3^{ÈME} ÉDITION

#360GrandEst

LA RELANCE EN ACTION

Des solutions business, une convention d'affaires, des espaces
d'exposition, des conférences, des tables rondes
autour de 3 thématiques :

**LE DÉFI
DE L'INDUSTRIE 5.0**

**LE DÉFI
ÉCOLOGIQUE**

**LE DÉFI
NUMÉRIQUE**

SOUTENU PAR



www.360grandest.fr

Sommaire

ÉVÈNEMENT

- 6 Le French Fab Tour décolle en Lorraine
- 9 Ce qu'ils en pensent

ANALYSE

L'industrie se réinvente en Lorraine

- 14 L'industrie tient sa revanche
- 17 Le poids de l'industrie
- 18 Agnès Pannier-Runacher
- 22 Hervé Bauduin
- 26 Philippe Siebert

GRAND ANGLE

Et si les femmes étaient l'avenir de l'industrie

- 30 Les femmes, ce levier inexploité
- 32 Recrutement des femmes : qu'est-ce qui coince ?
- 36 Portraits de femmes d'industrie

DOSSIER

Attention, transformations en cours !

- 48 Transition numérique : la formule gagnante
- 52 La transition énergétique est leur nouveau terrain de jeu
- 56 Alexandre Saubot : « Numérisation et décarbonisation vont de pair »
- 58 Les défis fous de Stellantis et Ineos
- 61 Éric Trappier : « La fin trop brutale du thermique met les PME en péril »
- 62 Parcours de capitaines d'industrie
- 64 Ces PME lorraines qui vont de l'avant

PARTENAIRES

Industrie, l'avenir leur appartient

- 68 Enim
- 70 Georgia Tech
- 72 IUT Metz
- 74 LGIPM Metz
- 76 IDMC Nancy
- 78 ITII Lorraine
- 80 Aforest
- 82 CFAI Lorraine
- 84 Pôle emploi
- L'industrie, ils y croient
- 88 France Chimie
- 90 Preci 3D
- 92 SSETI
- 94 Enedis
- 96 EDF Cattenom
- 98 APC
- 100 Groupe Kramer & CEGEE
- 102 Crédit Agricole
- 104 BPALC



L'industrie dans les yeux

Une centaine de pages : il fallait bien cela pour mesurer le poids de l'industrie aujourd'hui en Lorraine et passer en revue les défis qui se présentent à elle. Et encore, nous avons, dans ce *Hors-Série La Semaine* exceptionnel, passé sous silence la glorieuse épopée industrielle de plus de 150 ans, jalonnée par exemple par l'exploitation de la minette lorraine ou du charbon, par la production d'acier – celui de la tour Eiffel ou des rails TGV –, par la participation à la reconstruction de la France d'après-guerre ou encore par la contribution aux prospères Trente Glorieuses.

Tout comme nous avons fait l'impasse sur les douloureux souvenirs des crises du textile ou de la sidérurgie qui s'en sont suivies ou, plus récemment, sur la sévère désindustrialisation des années 2000. Non pas par nostalgie ou par aigreur mais parce que l'industrie de 2021, celle de « l'usine du futur » et de la transition écologique, n'a plus rien à voir avec celle du XX^e siècle, même si parfois les clichés ont la vie dure et si l'imaginaire collectif peine à s'acclimater aux réalités de l'époque.

C'est d'ailleurs ce point de vue qui nous a amenés à travailler de concert avec l'UIMM Lorraine (Union des industries et des métiers de la métallurgie) pour concevoir ce numéro. Nous avons souhaité profiter de la tenue à Metz, le 13 septembre, de la première étape du French Fab Tour 2021 pour faire un point sur les mutations entamées par la filière et par celles qui l'attendent dans les prochaines années. Qu'il s'agisse des transformations écologiques ou numériques à poursuivre, de l'épineux problème de la pénurie de main-d'œuvre, de l'enjeu de l'image de l'industrie ou encore de la place des femmes dans les entreprises. Pour arriver *in fine* à cette conclusion : oui, l'industrie lorraine est en capacité de regarder son avenir dans les yeux.

Stéphane Getto,

directeur de la publication

Ce hors-série est un supplément gratuit de *La Semaine* et ne peut être vendu séparément.

Hors.Série
Semaine

/// Édité par EDIM3 /// Directeur de la publication : Stéphane Getto /// Numéro réalisé en partenariat avec ARPEIGE et l'UIMM Lorraine /// Contact Rédaction : 5A, avenue de Blida, 57000 Metz - redaction@lasemaine.fr - lasemaine.fr /// Contact publicité et abonnements Metz, 03 87 17 29 00 - Nancy, 03 83 32 52 11 /// Photographie de couverture : © Arnaud Bantquin /// Conception maquette, design rédactionnel et graphique : L'Agence Orange Claire, orangeclaire.com /// Impression : Roto Champagne (Chaumont) /// ISSN : 1773-3391 /// CPPAP : 0325C86497 /// Le papier de votre supplément est fabriqué en Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Papier issu de forêts gérées durablement. Eutrophisation : Ptot = 0,026 kg/tonne.





ÉVÉNEMENT

Le French Fab Tour décolle en Lorraine

C'est un symbole et une reconnaissance : le 13 septembre, l'opération nationale du French Fab Tour tiendra sa première étape en Lorraine, plus exactement à Metz. L'événement a pour ambition de promouvoir l'industrie et ses métiers. Une occasion que la filière régionale entend bien saisir au bond.

© Vincent Zabler

ÉVÉNEMENT METZ

Le French Fab Tour décolle en Lorraine

Metz accueille le **13 septembre 2021** la première étape du French Fab Tour organisé par Bpifrance et l'UIMM. Pour l'occasion, un village de l'industrie de 400 m² s'installera place d'Armes. Objectif : valoriser les métiers de l'industrie et convaincre notamment les jeunes des opportunités qu'offre la filière.

Par Stéphane Getto

Si lundi 13 septembre, vous apercevez des coqs bleus déambuler dans Metz, pas d'inquiétude, vous n'êtes pas victime d'une hallucination collective. C'est simplement que la ville accueille ce jour, de 9 h à 17 h 30, la première étape du French Fab Tour, destiné à promouvoir l'industrie dans le pays. Et que l'emblème de cette opération n'est autre qu'un coq bleu stylisé (lire ci-contre). Un événement donc pour

d'échanges entre le monde de l'industrie et les jeunes, les décideurs locaux, le grand public.

C'est donc un événement exceptionnel avec un village de 400 m² au cœur de Metz et une scène centrale qui s'installera place d'Armes. Avec cinq conteneurs dédiés aux industriels régionaux, quatre conteneurs thématiques notamment pour les partenaires et un dernier pour les médias. Des animations sont prévues (simulateur de soudure, visites d'usines en 3D, exosquelettes, escape game, etc.) pour présenter les nouvelles technologies, ces étendards de l'industrie du futur et de la capacité d'innovation des entreprises françaises.

Un événement pour le monde économique mais pas uniquement. Car l'événement a surtout une portée grand public.

le monde économique, mais pas uniquement. Car l'événement a surtout une portée grand public. Les initiateurs, Bpifrance et l'UIMM Lorraine (Union des industries et des métiers de la métallurgie) ont pour ambition de promouvoir l'industrie et ses métiers auprès, entre autres, de publics scolaires et étudiants et créer ainsi des vocations scientifiques et techniques. Pour ce faire, ils comptent valoriser les savoir-faire des entreprises de Lorraine. Il s'agira, lors de cette journée, de créer des moments

Master class et job-datings

Différentes conférences et master-class à destination des publics scolaires seront également organisées, pour mettre en avant les savoir-faire des industriels, casser les idées reçues sur le monde de l'industrie et donner envie aux jeunes de rejoindre l'aventure French Fab. En lien étroit avec Pôle emploi, divers job-datings seront organisés. Car l'objectif de cette tournée consiste aussi à « *stimuler l'emploi* » afin de favoriser le recrutement d'une filière confrontée à une pénurie de main-d'œuvre. A l'initiative de l'UIMM Lorraine, les femmes dans l'industrie seront particulièrement mises à l'honneur, via notamment le portrait de onze d'entre

elles. Vous retrouvez d'ailleurs leurs parcours dans les pages suivantes de ce *Hors-Série La Semaine*.

Cette journée donnera le top-départ d'un tour de France qui sillonnera toutes les régions en 13 étapes. Pour l'occasion, Metz accueillera des personnalités d'envergure nationale. La ministre de l'Industrie Agnès Pannier-Runacher devrait faire le déplacement, de même que le directeur général de Bpifrance, Nicolas Dufourcq, et le président national de l'UIMM, Eric Trappier. De même qu'Emmanuelle Perdrix, présidente de Polyvia (filiale plasturgie) ou Luc Benoît Cattin, président de France Chimie. Bref, ce jour-là, l'industrie prendra son envol... de Lorraine !





FC METZ

Un coq bleu à Saint-Symphorien

Pour promouvoir la journée du 13 septembre, le coq bleu de la French Fab donnera le coup d'envoi du match de Ligue 1 entre le FC Metz et Troyes qui se joue la veille au stade Saint-Symphorien. Une initiative imaginée par l'UIMM Lorraine, dont le président Hervé Bauduin et la déléguée générale Agnès-Marie Lafargue se démènent sans compter depuis des mois pour organiser cette première étape messine du



French Fab Tour, seule étape dans le Grand Est soit dit en passant.

Au fait, quelle est la signification de ce coq bleu stylisé ? C'est en fait en quelque sorte le logo de la French Fab qui, depuis 2017, a pour ambition « *d'incarner les entreprises, acteurs économiques, institutions et sites industriels situés en France qui se reconnaissent dans la volonté de développer l'industrie française* ».



Association Régionale pour la Promotion
de l'Emploi Industriel dans le Grand Est

Arpeige, coorganisateur du French Fab Tour à Metz

Arpeige, membre du Service public régional de l'orientation, œuvre pour faire découvrir les métiers industriels auprès des jeunes et des demandeurs d'emploi dans le Grand-Est. Ses membres fondateurs sont les fédérations professionnelles de la métallurgie, la chimie, la plasturgie, le textile et le papier-carton. Il est un des acteurs locaux de l'organisation du FrenchFabTour du 13 septembre sur Metz. contact@arpeige.fr



sales@st-ji.com
+33 329 668 408

DES SOLUTIONS POUR L'INDUSTRIE

PROTOTYPAGE - USINAGE

Saint Jean Industries Lorraine est le partenaire industriel qui vous accompagne dans tous vos projets de prototypage et petite série, mais aussi d'usinage grande série grâce à son expertise métier.

PROTO & PETITE SÉRIE
JUSQU'À 5 000 PIÈCES/AN
Taille de pièce : de 100 x
100 mm à 1000 x 2500 mm

GRANDE SÉRIE JUSQU'À
300 000 PIÈCES/AN



SOUDAGE DES MÉTAUX

SJI Lorraine propose également l'assemblage de tous types de métaux soudables, acier et aluminium, grâce à une technologie laser de pointe.



Puissance 3kW
Pénétration 5mm
Tous métaux soudables
Taille de pièces
400x400x200 mm



www.st-ji.com

Site Grande série : 430 Route de Mirecourt, 88270 Harol, FRANCE

Site Prototypage et petite série : Allée 4, rue de l'industrie – ZI Inova 3000 88150 Thaon Les Vosges, FRANCE

FRENCH FAB TOUR

Ce qu'ils en pensent...

JOSIANE CHEVALIER,

préfète de la Région Grand Est

« Il nous faut une nouvelle ambition industrielle »

« Des vaccins aux semi-conducteurs en passant par le bois pour réaménager nos cuisines, la production industrielle est depuis plus d'un an sous les feux des projecteurs, dans une crise qui aura à la fois accéléré notre conversion digitale et rappelé l'importance de la production tangible. Le plan France Relance porte un engagement inédit en faveur de l'industrie, de sa relance, de sa décarbonation et de sa modernisation. Un an plus tard, nous avons au moins trois raisons de croire que c'est un succès. D'abord, en un an, ce sont plus de 1 300 entreprises qui ont candidaté à la relance, soit un site industriel de la région sur dix. C'est pour moi le signe que les entreprises ont pu se saisir des outils de la relance. Ensuite, nous avons déjà retenu 630 de ces projets, après un examen attentif de leur qualité industrielle, sociale et environnementale. Nous avons mobilisé 250 millions d'euros pour les aider et accélérer 1,7 milliard d'euros d'investissement. C'est plus d'une fois et demie l'investissement industriel qui n'a pu être réalisé en 2020, un vrai rattrapage grâce à France Relance. Enfin, le taux de chômage devrait retrouver fin 2021 son niveau historique-bas de fin 2019. Il faut mesurer la prouesse que cela représente face à la pire crise depuis 1929. Bien entendu, ce succès cache des disparités : l'automobile et l'aéronautique souffrent encore, les difficultés d'approvisionnements ou d'embauches freinent la reprise. Nous y sommes attentifs, et nous cherchons à repérer et amplifier toutes les bonnes idées. L'enjeu aujourd'hui est d'enclencher le deuxième temps de la relance. Le travail mené depuis plusieurs années, renforcé par la récente baisse des impôts de production, a permis de renforcer les atouts de la France. Les mesures de soutien et de relance ont absorbé le choc. Il nous faut maintenant une nouvelle ambition industrielle.

Le grand plan d'investissement qu'a annoncé le président de la République pour cet automne vise-ira justement à faire émerger des champions dans les biothérapies, la décarbonation de l'industrie, le numérique et d'autres filières. Je sais que cette ambition est à notre portée : à Molsheim dans le Bas-Rhin, j'ai vu un leader industriel renforcer son site pour en faire l'une de ses trois plateformes mondiales pour des équipements de pointe de l'industrie pharmaceutique. Aux industriels du Grand Est, je veux donc dire : mobilisez vos idées, votre énergie, car nous sommes à vos côtés pour renouer avec l'ADN industriel de notre pays et de notre région. »



Josiane Chevalier,
préfète de la Région
Grand Est



Jean Rottner,
président de la Région
Grand Est

JEAN ROTTNER,

président de la Région Grand Est

« Les industriels sont la vitrine des compétences de haut niveau »

« La Région Grand Est a pour ambition de construire l'économie de demain et d'être une terre de défis et de réussites. L'industrie participe indéniablement de cette dynamique et est le moteur de notre stratégie forte et ambitieuse en faveur de l'accélération de l'économie régionale.

Nous comptons de nombreux fleurons et filières d'excellence de l'industrie française. Ils créent de la valeur ajoutée sur nos territoires, exportent nos savoir-faire dans le monde entier, et développent depuis notre région des innovations technologiques majeures. Nos industriels sont aussi de plus en plus engagés dans des transformations qui placent l'humain et un modèle durable et responsable au centre de leur démarche : transition digitale (numérisation, robotisation, usage de la donnée et de l'intelligence artificielle), et défis environnementaux et énergétiques (décarbonation des procédés, sobriété énergétique, économie circulaire, utilisation de matériaux "verts"). Je souhaite que la Région soit en particulier à leurs côtés pour les conforter dans leurs ambitions, accélérer leurs projets, et faire encore davantage du Grand Est un territoire moteur de l'industrie.

Je me réjouis de la tenue à Metz de cette première étape du French Fab Tour 2021. Elle est l'occasion de valoriser l'engagement et l'expertise d'industriels d'exception. Ils sont la vitrine des compétences de haut niveau dont nous disposons. Leur réussite, c'est la réussite de nos territoires !

Enfin, si notre industrie compte de forts atouts, elle est en premier lieu riche de ses talents, et la Région s'attache au quotidien à l'aider à en attirer d'autres parmi les nouvelles générations.

A tous les jeunes visiteurs de cette manifestation, je suis en particulier convaincu que cette voie vous permettra de vous réaliser pleinement en contribuant à la prospérité et à la transformation de votre territoire. Je formule pour vous, comme pour l'ensemble des participants à ce rendez-vous, des vœux sincères de succès et de réussite ! »

Lire
la suite
>>>



MOSELLE ATTRACTIVITÉ ENGAGÉE AU PLUS PRÈS DES ENTREPRISES AVEC FRANCE RELANCE



30 ENTREPRISES

MOSELLANES LAURÉATES DE FRANCE RELANCE



**DONT 13 ACCOMPAGNÉES
PAR MOSELLE ATTRACTIVITÉ**

LE PLAN FRANCE RELANCE, DESTINÉ À FAIRE FACE AUX CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE DE COVID-19, COMPREND DES MESURES D'AIDE AUX ENTREPRISES.

MOSELLE ATTRACTIVITÉ FAIT PARTIE DU RÉSEAU DES DÉVELOPPEURS FRANCE RELANCE ET, À CE TITRE, ACCOMPAGNE, CONSEILLE ET ORIENTE LES ENTREPRISES POUR BÉNÉFICIER DES AIDES DE CE PROGRAMME.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR FRANCE RELANCE OU LES POSSIBILITÉS D'ACCOMPAGNEMENT DE L'AGENCE, CONTACTEZ eco@moselle-attractivite.fr

- **AVEC 30 PROJETS INDUSTRIELS**, la Moselle est le 1^{er} département du Grand Est en nombre de projets industriels labellisés France Relance. Les projets industriels mosellans représentent 41,6 millions d'euros d'aides cumulées. La Moselle est le 8^e département français pour le montant des aides allouées.
- **53 % DES PROJETS** mosellans sont portés par des TPE/PME.
- **LES PROJETS AUTOMOBILES SONT LES PLUS REPRÉSENTÉS** (11 projets), témoignant de l'importance de la filière sur le territoire. **8 projets sont liés au dispositif Territoires d'Industrie**, coanimé par l'Etat et la Région Grand Est, en lien avec Bpifrance (3 Territoires d'Industrie présents en Moselle, dispositif qui permet d'accélérer le développement des territoires et la réindustrialisation).
- **6 PROJETS PERMETTRONT DE RELOCALISER DES ACTIVITÉS** dans des secteurs prioritaires (santé, chimie, énergie, matériaux).



<<< début

PATRICK WEITEN,

président du Département de la Moselle,
président de Moselle Attractivité

« La Moselle, terre d'excellence pour l'industrie »

« Metz, et donc aussi la Moselle accueilleront la première étape du French Fab Tour organisée par la BPI et l'UIMM, deux acteurs majeurs du soutien au monde industriel avec lesquels Moselle Attractivité collabore depuis de nombreuses années. Je ne peux que me féliciter de cette première séquence mosellane. Elle va permettre de faire, ou re-faire, découvrir aux Mosellans, au jeune public, aux demandeurs d'emploi... la réalité de ce qu'est aujourd'hui le monde industriel : un secteur innovant, technologique, connecté, pourvoyeur de très nombreux emplois dans les filières de la santé, de l'automobile, de la transformation des matériaux, des cleantechs, du luxe... La Moselle a été, et reste encore, une terre d'industrie. Les chiffres l'attestent avec force puisque l'industrie mosellane pèse aujourd'hui 154 000 emplois, c'est-à-dire 15,5 % de nos emplois, soit 3,5 points de plus que la moyenne nationale. Des fleurons de renommée mondiale comme Stellantis, ArcelorMittal, thyssenkrupp Presta France, Continental, Total Energie, Arkema, Viessmann structurent un écosystème industriel puissant qui continue d'attirer de nouveaux investisseurs industriels à l'instar récemment de Knauf Insulation, Ineos ou encore Saarlouis... »

Et c'est ainsi que, juste avant le démarrage de la crise sanitaire, nous nous réjouissons de constater que la Moselle comptait en portefeuille plus d'un milliard d'euros d'investissements industriels ! Ces succès sont rendus possibles grâce, tout à la fois, à la disponibilité et à la qualité de notre offre foncière, à une main-d'œuvre qualifiée adossée à un large panel de formations allant du pôle formation de l'UIMM Lorraine à nos écoles d'ingénieurs, à une position frontalière stratégique ainsi qu'à un riche écosystème dédié à l'innovation et au transfert de technologies...

A la faveur ou en anticipation de France Relance, et toujours avec l'accompagnement de notre agence d'attractivité, nombre de nos entreprises ont pris le virage de l'industrie 4.0 comme levier de croissance, en investissant dans la transformation numérique, l'automatisation, l'Intelligence Artificielle, la fabrication additive... et ce tout en intégrant les enjeux de la transition écologique, notamment par l'efficacité énergétique.

Je salue l'effort consenti par l'État et la Région Grand Est pour consacrer des moyens significatifs à ces programmes stratégiques qui bénéficient désormais à près d'une centaine de projets industriels en Moselle dont certains contribueront à accélérer l'émergence de nouvelles filières comme la chimie du végétal ou l'hydrogène. Moselle Attractivité est pleinement mobilisée à travers l'ensemble des territoires pour accompagner les mutations de nos entreprises et contribuer à ce que la Moselle demeure encore, durablement, une terre d'excellence industrielle. »



Patrick Weiten,
président du Département
de la Moselle, président
de Moselle Attractivité



François Grosdidier,
maire de Metz, président
de Metz Métropole

FRANÇOIS GROSDIDIER,

maire de Metz, président de Metz Métropole

« Valorisons nos atouts industriels »

« Metz a été choisie pour accueillir la première étape du French Fab Tour 2021, elle est la ville hôte de cette opération, sorte d'étendard de l'industrie française en mouvement, au sein du Grand Est. Je remercie la Banque publique d'investissement et l'Union des industries et métiers de la métallurgie de Lorraine qui organisent cet événement le 13 septembre dans notre ville. Après un an et demi de conjoncture économique défavorable liée à la crise sanitaire, nous devons envisager un contexte plus positif placé sous le signe de la relance. Il est très important pour notre territoire d'afficher et de faire valoir ses nombreux atouts en matière de développement industriel, et plus largement de participer à la promotion de l'industrie et de ses métiers, notamment auprès des plus jeunes.

Notre territoire possède une authentique histoire industrielle, notamment avec le bassin métallurgique et sidérurgique lorrain. Il dispose à présent de nombreuses perspectives, dans des domaines d'activité industrielle majeurs, qu'il convient de soutenir et de renforcer : la logistique, liée depuis toujours à la situation géographique de notre métropole, avec par exemple dernièrement l'implantation d'Amazon sur le plateau de Frescaty ; la recherche sur les matériaux, avec la vallée européenne des matériaux et de l'énergie, véritable fabrique d'avenir en matière industrielle, au sein de laquelle l'eurométropole messine doit être aux avant-postes ; je pense également aux débouchés relatifs à la recherche physique et technologique, avec par exemple la photonique, mais aussi aux avancées dans le domaine de l'informatique et du numérique.

De manière générale, il s'agit de rapprocher l'enseignement supérieur, la formation et l'économie en renforçant les pôles d'excellence, centres de recherche et d'innovation, clusters de compétences, dans les domaines créateurs d'emplois, comme nous le faisons au Technopôle, avec la ré-universitarisation de l'Institut Européen d'Écologie, et plus globalement avec l'Université de Lorraine. À nous de transformer les transitions écologique, énergétique et numérique en vecteur de développement pour nos entreprises industrielles. »





ANALYSE

L'industrie **se réinvente** en Lorraine

Un monde sans usines : la Lorraine n'y a jamais cru. Aujourd'hui plus que jamais, le territoire compte sur ses industriels, PME ou grands groupes, pour assurer son développement. Grâce à de nouveaux atouts pour faire face à de nouveaux défis, tels que les conséquences de la pandémie, le virage numérique, la transition écologique ou encore la pénurie de main-d'œuvre. Analyse de la situation avec nos grands témoins.

CONJONCTURE

L'industrie tient sa revanche

Avant l'arrivée du Covid, l'industrie reprenait des couleurs en Lorraine comme en France. La pandémie a momentanément ralenti cette dynamique mais la filière a rapidement relevé la tête.

Par Stéphane Getto

« *Industry is back* », « *Le retour des usines* ». C'était dans les années 2018-2019. L'industrie made in France avait le vent en poupe et les médias s'en félicitaient. La Lorraine n'était pas la dernière à en profiter. Il faut dire qu'après des années, des décennies même, de désindustrialisation, des investissements majeurs dans la filière lui redonnaient ses lettres de noblesse. On se félicitait de nouveaux projets tels que Knauf à Illange, et de la péren-

région totalisait ainsi, en 2018, six des quinze plus grands investissements industriels en France.

Une dynamique portée notamment par la vigueur des investissements étrangers. En 2019, le Grand Est apparaissait en deuxième position au classement des régions accueillant le plus de projets internationaux, selon le baromètre EY. Avec 14 % des projets captés, à égalité avec Auvergne-Rhône-Alpes mais derrière les Hauts-de-France.

Les industriels ne restent pas les deux pieds dans le même sabot et ont répondu plus que favorablement aux appels à projets du plan France Relance.

nisation de sites existants, à coup de centaines de millions d'euros d'investissements, comme à Trémery pour PSA ou à Hambach pour Mercedes Smart. Rien que pour la Moselle, on comptabilisait plus d'un milliard d'investissements industriels. Les autres territoires du Grand Est n'étaient pas en reste, avec par exemple des projets emblématiques à Obernai (Carlsberg-Kronenbourg) dans le Bas-Rhin ou à Troyes (Garnica) dans l'Aube. La

L'arrivée du Covid début 2020 a marqué un coup d'arrêt à l'embellie industrielle

Une belle bouffée d'oxygène pour nos terres d'industrie. Surtout, que comme le rappelait l'observatoire du cabinet Trendeo, en 2009 en pleine crise économique, 380 usines avaient disparu en France, et le solde net, entre créations et fermetures, était négatif de 224. En 2018, retournement de situation, Trendeo soulignait que le solde net créations-fermetures était désormais positif de 22 unités. L'industrie remontait donc la pente, engagée déjà sur les terrains de la transformation numérique et de la transition écologique.

Mais c'était sans compter sur l'arrivée du Covid début 2020. Qui a marqué un coup d'arrêt à l'embellie industrielle. Pour autant, dans un paysage économique sens dessus dessous en pleine crise sanitaire, l'industrie a

au final tenu bon. « *L'industrie ne s'est jamais arrêtée de travailler. C'est l'un des premiers secteurs qui, passées les premières journées de sidération lors du confinement de mars 2020, est reparti parce que l'industrie est indispensable pour faire fonctionner notre société. Deuxième point, la majeure partie des secteurs industriels a redémarré, et pour certains d'entre eux à un rythme plus soutenu qu'en 2019* », se félicite ainsi **Agnès Pannier-Runacher**, dans l'interview qu'elle nous a accordée (lire par ailleurs). Pour **Hervé Bauduin**, président de l'UIMM Lorraine, la crise a même démontré que si « *on veut conserver une certaine indépendance, une autonomie et une prospérité, il faut une industrie forte. Désormais, enfin, tout le monde en a conscience* ».

© Vincent Zolber



« 2020 est la deuxième année la plus dure pour l'industrie depuis 2009, avec cependant un tiers seulement des pertes d'emplois de 2009. »

David Cousquer, le dirigeant de Trendeo. (extrait *Les Echos*)

Pour 2021, la météo industrielle est à l'éclaircie

Malgré ces satisfecit, l'industrie ne sort pas indemne de ces vingt derniers mois. En 2020, ce sont près de 15 000 emplois qui auraient été supprimés dans l'industrie selon Trendeo. « 2020 est la deuxième année la plus dure pour l'industrie depuis 2009, avec cependant un tiers seulement des pertes d'emplois de 2009 », affirmait cet été dans *Les Echos* **David Cousquer**, le dirigeant de Trendeo. Dans sa comptabilité des usines qui ouvrent et qui ferment dans le pays, le cabinet constate que la France en a perdu 22 l'an dernier, soit dix de plus qu'en 2019. Si les fermetures de sites industriels ne s'envolent pas, ce sont les créations de sites qui marquent le pas. Avec comme résultat un solde

ouverture-fermeture négatif. Pour autant, les industriels ne restent pas les deux pieds dans le même sabot. Et ont répondu plus que favorablement aux appels à projets du plan France Relance lancé par le gouvernement. Une mobilisation « sans équivalent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », commente même Agnès Pannier-Runacher. Ainsi, selon un bilan dressé au milieu de l'été, le Grand Est totalise 630 projets retenus. Par exemple, 43 projets accompagnés au titre du fonds de soutien de l'automobile (soit 130 millions d'investissements et 39 millions d'aides) et 18 projets pour le fonds de soutien à l'aéronautique (22 millions d'investissements et 11 millions d'aides). En tout cas, pour 2021, la météo industrielle est à l'éclaircie. L'emploi

dans la filière (production et distribution d'énergie compris) connaît un solde net en emplois positif au premier semestre 2021, avec plus de 10 000 emplois créés, après donc une année 2020 globalement négative. En juin, la production industrielle en France avait encore augmenté de 0,5 % sur un mois selon les chiffres de l'Insee. Elle restait néanmoins en deçà de 5,3 % du niveau de février de 2020. Et surtout, durant l'été, les difficultés d'approvisionnement ont pénalisé nombre de chaînes de production. La rentrée de l'automne s'annonce donc décisive pour une industrie hexagonale solide, confiante, en pleine transformation mais somme toute encore convalescente.

Le Mensuel éco Grand Est

10 numéros par an

Stratégie, portraits, grand entretien, dossiers,
le concentré de l'économie du Grand Est
chez vous tous les mois.



Confort de lecture :
en ligne ou sur papier,
c'est comme vous voulez !
Avec votre abonnement,
vous recevez le magazine
papier par courrier
et vous lisez la version web
sur l'appli quand vous
voulez.

5€
PAR MOIS*

*** Tarif unique
print + web :**
5 €/mois (60 €/an)
pour 10 numéros.

Pour vivre toute l'actu éco de votre région

Plus de 700 articles par an sur et par les acteurs qui font l'économie du Grand Est
Comme 40.000 lecteurs tous les mois, connectez-vous...

Abonnez-vous !

lasemaine.fr, rubrique "Abonnements et Magazine"

EN CHIFFRES

Sources : ACOSS et
Tableaux de bord : L'industrie en Grand Est, décembre 2020, Oref Grand Est

Le poids de l'industrie



POIDS ÉCONOMIQUE EN FRANCE

274 Mds€

de valeurs ajoutées
dont 219 Mds€ pour l'industrie
manufacturière

13,5 %

Poids dans le PIB marchand
dont 11,04 % pour l'industrie
manufacturière



NOMBRE D'ENTREPRISES EN FRANCE

260 000

dont 90 % PME et TPE



EXPORT DEPUIS LA LORRAINE

94 %

Part de l'industrie dans les exportations lorraines (74 % en France), avec **14,5 milliards d'euros exportés** (445 milliards en France)



R&D EN FRANCE

25 Mds€

Dépenses de R&D en France
80 milliards d'euros investis dans l'industrie française
80 % : poids de la contribution de l'industrie à la R&D privée en France



EMPLOIS EN LORRAINE

108 800 emplois directs

3 115 000 en France
229 856 dans le Grand Est (soit 11,5 % des effectifs de l'industrie française)

155 000 emplois indirects

4 500 000 en France



PART DES EFFECTIFS SALARIÉS PAR MÉTIER EN LORRAINE

Podium 2019 des activités	Nbre entreprises	Volume	Poids/France
① Métallurgie	1 652	49 713	3,6 %
② Agroalimentaire	1 425	14 782	2,8 %
③ Imprimerie	141	2 042	3,8 %
④ Textile	112	3 601	3,5 %
⑤ Plasturgie	111	4 911	3,2 %
⑥ Chimie	73	4 120	1,8 %
⑦ Papier-carton	41	3 860	6,5 %
Total des activités industrielles	4 648		

Entreprises

13 000

établissements
dont 6 400 avec salariés
et 7 100 sans salariés

Emploi

16,6 %

des effectifs salariés dans le Grand Est

Taille entreprise

36

Moyenne du nombre de salariés par établissement employeur

Métallurgie

61,6 %

des effectifs salariés de l'industrie dans le Grand Est

AGNÈS PANNIER-RUNACHER, ministre de l'Industrie

« Les Cassandre qui nous promettaient des vagues de faillites en sont pour leurs frais »

Pour ce *Hors-Série*, **Agnès Pannier-Runacher** dresse un premier bilan du plan de relance porté par le gouvernement. La ministre **encourage les industriels lorrains** à continuer d'investir fortement dans l'industrie du futur et la transformation écologique.

Propos recueillis par **Stéphane Getto**

Hors-Série La Semaine : Le Village de l'Industrie, organisé par BPIFrance et l'UIMM, fait sa première étape à Metz, dans une Moselle et une Lorraine terres d'industrie. C'est symboliquement important pour la ministre de l'Industrie ?

Agnès Pannier-Runacher : C'est un signal fort : les régions industrielles ont de l'avenir, l'industrie crée de l'emploi. Cet événement est important parce qu'il permet la rencontre de l'industrie et des Français. Cela crée aussi de la fierté à l'égard de nos pépites industrielles souvent igno-

des perspectives de carrière intéressantes à des personnes qui n'ont pas nécessairement un bagage académique important au moment où ils prennent leur premier poste.

Les derniers chiffres de conjoncture montrent que l'économie est résiliente, l'industrie aussi. Est-elle sortie d'affaire ?

Tout d'abord, l'industrie ne s'est jamais arrêtée de travailler. C'est l'un des premiers secteurs qui, passées les premières journées de sidération lors du confinement de mars 2020, est reparti parce que l'industrie est indispensable pour faire fonctionner notre société. Deuxième point, la majeure partie des secteurs industriels a redémarré, et pour certains d'entre eux à un rythme plus soutenu qu'en 2019. Deux phénomènes expliquent cependant que nous prévoyions un rythme de production au quatrième trimestre légèrement en retrait par rapport à 2019. Tout d'abord, l'industrie aéronautique, qui dépend de la reprise des vols longs courriers, est ralentie. De même, l'automobile n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire. Plus généralement, les industries qui sont exposées à des délais d'approvisionnement notamment en matière de semi-conducteurs ne peuvent fonc-

tionner à plein régime.

Craignez-vous de la « casse » avec la fin programmée du « quoi qu'il en coûte » ?

Les mesures d'urgences prises par le gouvernement – prêt garanti par l'État (PGE), report des échéances fiscales et sociales, activité partielle – ont permis de protéger nos entreprises et nos emplois. Les Cassandre qui nous promettaient des vagues de faillites et des suppressions massives d'emplois en sont pour leurs frais, alors que dans d'autres pays, aux États-Unis par exemple, ces vagues massives de suppressions d'emplois ont eu lieu. Les mesures du plan France Relance ont ensuite permis de relancer l'investissement industriel. Beaucoup d'entreprises industrielles ont ainsi traversé la crise avec relativement peu d'impacts. Ainsi, à peu près 60 à 70 % des prêts garantis par l'État ne sont

« Une entreprise sur trois participe au plan de relance. C'est gigantesque ! »

Agnès Pannier-Runacher,
ministre de l'Industrie

rées dans les territoires ; cela permet également la mise en valeur des métiers de cette filière. Ce sont des métiers de technologie, qui contribuent fortement à la transition écologique et offrent des rémunérations plus importantes que dans beaucoup de métiers de service, ainsi que

© P. Bagein



« Il faut faire connaître les métiers de l'industrie et les valoriser. Encore trop souvent les jeunes ont une vision de l'industrie qui est décalée par rapport à la réalité. »

Agnès Pannier-Runacher,
ministre de l'Industrie

pas tirés, ce qui veut dire que la majorité des entreprises ne sont pas dans une situation de tension de trésorerie. Pour celles qui le sont, par exemple des entreprises dans des secteurs qui ont été obligés de s'arrêter, les dispositions que nous avons prises pour les accompagner montrent aussi leur efficacité : le nombre de faillites est toujours en fort recul par rapport à 2019. Enfin, nous avons pris des mesures pour repérer les entreprises en tension de trésorerie le plus en amont possible. Plus tôt nous avons connaissance de ces situations, mieux nous pourrons les traiter et leur permettre de passer le cap.

Les industriels, notamment en Lorraine, ont plutôt bien répondu aux appels à projet de France Relance. Êtes-vous surprise par ces bonnes réactions ?

Le plan de relance est un très grand

succès dans l'industrie puisque une entreprise du secteur sur trois en a bénéficié. C'est gigantesque, il n'y a pas d'équivalent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est plus que ce que j'en attendais, notamment en termes de rapidité et de nombre de remontées de projets. C'est la preuve de la vivacité de notre tissu industriel et de sa volonté de sortir de la crise par le haut, d'investir et de prendre des risques pour se diversifier, se moderniser et décarboner leur production. Notre souhait, et le président de la République a été très clair là-dessus, c'est aussi d'accompagner le mouvement de relocalisation et de reconquête industrielle.

Le plan de relance semble fonctionner, mais existe-t-il des angles morts ? Dans les PME peut-être ?

Ce n'est pas ce que nous observons.

Aujourd'hui les PME se taillent largement la part du lion dans le plan de relance. Si je devais parler d'angles morts, ce serait plutôt au sujet de l'industrie du futur : le succès du financement de modernisation des lignes de production pour l'acquisition de robots, cobots ou machines à commandes numériques, avec plus de 8 500 entreprises lauréates, montre qu'il y a un réel besoin de rattraper notre retard sur ces sujets.

Donc selon vous, l'industrie française est encore en retard dans le domaine de la modernisation et de la numérisation de ses lignes de production par rapport par exemple à l'Allemagne ?

La France a un léger retard par rapport à l'Allemagne, et un plus important par rapport à la Corée du Sud par exemple. Nous ne sommes pas encore dans le

**Lire
la suite
>>>**

Agnès Pannier-Runacher, ministre de l'Industrie (suite)



Environnement : « L'industrie, c'est 20 % du problème mais c'est 100 % des solutions. »

Agnès Pannier-Runacher, ministre de l'Industrie

<<< début groupe des pays leaders de l'industrie du futur, mais la crise sanitaire a accéléré le mouvement de numérisation en France. Ce mouvement ne semble pas ralentir. Le plan France Relance a permis de lancer la première phase qui consiste à mettre à niveau beaucoup d'industriels dans ce qu'on appelle le 3.0 et d'en faire monter en gamme vers le 4.0. Il y a une prise de conscience très forte sur la nécessité d'investir dans l'usine du futur. J'ai d'ailleurs souhaité accompagner ce mouvement en créant une nouvelle filière française « *Solutions industrie du futur*⁽¹⁾ » qui doit mettre en relation les industriels français qui veulent moderniser leurs chaînes de production avec des fournisseurs français.

Le gouvernement a décidé une baisse des impôts de production pour soutenir l'investissement. En êtes-vous satisfaite ? Prévoyez-vous d'aller plus loin ?

Cette mesure est désormais effective pour une première tranche de 10 milliards d'euros, principalement concentrés sur les établissements qui investissent dans l'appareil productif. Ce que nous constatons c'est que des industriels viennent nous voir pour accélérer leurs projets d'investissement. Nous voyons aussi un effet sur la compétitivité et l'attractivité du site France. Pour la troisième

année consécutive, nous sommes sur la première marche du podium européen en termes d'investissements industriels étrangers, et en 2020 nous avons attiré plus de projets industriels que l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne réunis. Nous devons continuer à dérouler cet agenda de réformes. J'ai demandé au Conseil national de l'Industrie de travailler sur ce sujet, notamment sur les simplifications administratives.

Concernant la transformation écologique, l'industrie française se transforme-t-elle assez vite selon vous ?

Nous observons également une accélération, avec la crise, de la prise en compte de ces enjeux. J'ai l'habitude de dire que l'industrie c'est 20 % des problèmes, car la filière représente près de 20% des émissions de CO₂ en France, et 100% des solutions. C'est dans l'industrie que l'on va inventer et produire le moteur décarboné, les matériaux biosourcés, mettre au point une filière hydrogène bas carbone, etc. Nous avons des opportunités massives dont les industriels doivent se saisir. C'est l'enjeu de notre plan d'investissement d'avenir, pour accompagner les solutions en recherche et en développement mais aussi l'industrialisation de ces solutions.

La filière automobile est importante en Lorraine. L'Union européenne souhaite ramener à 2030 la fin des moteurs essence et diesel. Que peut faire le gouvernement pour accompagner les sous-traitants qui vont souffrir de ce virage serré ?

Notre responsabilité est d'accompagner cette filière et d'avoir davantage de solidarité entre grands donneurs d'ordres et sous-traitants. Nous avons déjà accompagné 350 entreprises dans le cadre du plan de soutien à la filière automobile, essentiellement des PME et des ETI, pour se moderniser et se diversifier. Notre action s'articule aujourd'hui autour de trois piliers. Accompagner les entreprises pour se positionner sur des marchés du futur, comme la batterie électrique. Aider les territoires à gérer de potentiels chocs industriels, en favorisant la création d'emplois face à la disparition d'emplois. Et enfin accompagner les salariés. Je privilégie sur ce point le reclassement à la reconversion. Nous sommes dans un pays où les industriels nous parlent de difficultés de recrutement. Nous

avons des compétences, elles sont rares et précieuses, il faut faciliter la rencontre entre ces salariés et les entreprises industrielles.

Justement sur ce sujet de la pénurie de main-d'œuvre, quelles pistes privilégiez-vous ?

Il faut faire connaître les métiers de l'industrie et les valoriser. Encore trop souvent, les jeunes, mais pas seulement, ont une vision de l'industrie qui est décalée par rapport à la réalité. Avec des images d'Épinal d'un contexte de travail polluant, peu technologique, peu valorisant. Alors que ce sont des métiers où l'on peut être rapidement payé plus de deux fois le Smic – en intégrant les heures supplémentaires et les 3x8 –, où les conditions de travail se sont drastiquement améliorées, notamment grâce à la numérisation. Les jeunes Français doivent visiter les usines dès le collège pour avoir une réelle représentation de l'industrie, ce que permet la Semaine de l'Industrie qui aura lieu en novembre. Il faut par ailleurs faciliter les passages d'une filière à l'autre, déployer des crédits de formation et d'accompagnement plus rapides entre secteurs. Et faciliter l'entrée dans l'entreprise à travers l'alternance et l'apprentissage. Cette politique porte ses fruits puisque nous n'avons jamais eu autant d'apprentis qu'en 2020.

Quels messages souhaiteriez-vous faire passer aux industriels lorrains ?

Le premier est que nous sommes à leurs côtés et qu'ils n'hésitent pas à nous solliciter s'ils ont des projets d'extensions de chaînes de production, de créations de sites ou d'investissement en matière de transition écologique. Le deuxième, c'est qu'ils se demandent ce qu'ils peuvent faire à leur tour pour la relance de la France. Car les industriels ont la capacité à faire bouger les lignes de notre économie, en recrutant des jeunes, en accueillant des stages de troisième, des alternants, des apprentis, des personnes éloignées de l'emploi, en étant solidaires de leurs sous-traitants et en privilégiant des fournisseurs français. Rien que de se poser ces questions-là, c'est contribuer à la relance de la France.

Propos recueillis par SG

(1) Plateforme solutionsdufutur.org



Le groupe Sofidel, deuxième producteur européen sur un marché pérenne, fabrique et commercialise du papier tissé à usage hygiénique et domestique. Sur son site automatisé de **Frouard** bénéficiant d'un haut niveau de technicité, **Sofidel France** produit du papier toilette, de l'essuie-tout et des mouchoirs pour des marques de distributeurs et pour ses marques propres : Sopalin® et Le Trèfle®.



« Less is more »

Trois mots pour exprimer l'engagement de Sofidel à offrir plus de valeurs, de produits et de services tout en réduisant sa consommation, ses déchets et ses impacts sur l'environnement et la vie des personnes.

- Adhésion à différents programmes environnementaux : **WWF Climate Savers** : entre 2009 et 2020, réduction de 24 % de l'intensité des émissions de carbone rapportées à la quantité de papier produite ; **Science Based Targets Initiative** : les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 sont conformes aux objectifs de l'Accord de Paris avec un réchauffement climatique à un niveau bien inférieur de 2°C.
- Utilisation de 100 % de celluloses bénéficiant d'une certification forestière : FSC®, FSC Controlled Wood, PEFC™.
- Réduction de l'incidence des emballages plastiques de 19,6 % dans le processus de production entre 2013 et 2020.

Sofidel France SAS

Chaussée du Ban-la-Dame
Parc Eiffel Energie – 54390 Frouard

www.sofidel.com

Suivez-nous sur :     

HERVÉ BAUDUIN, président de l'UIMM Lorraine

« Demain, un Elon Musk doit pouvoir dire : ma prochaine usine, c'est en Lorraine que je l'implante » »

Pour le président de l'UIMM Lorraine (Union des industries et métiers de la métallurgie), toutes les cartes sont réunies pour que l'industrie rayonne de nouveau dans notre territoire. A condition notamment de régler le problème des compétences et de jouer collectif entre autres avec nos voisins frontaliers.

Propos recueillis par Stéphane Getto

Hors-Série La Semaine : L'industrie, en Lorraine notamment, a montré sa capacité à rebondir dès le premier confinement. Comment l'expliquez-vous ?

Hervé Bauduin : L'industrie a en fait démontré deux choses. Un, sa capacité à faire face et à s'organiser pour ne pas s'arrêter, quelquefois même bien mieux que les services de l'État. Deux, elle a clairement établi en quoi elle était indispensable : on ne peut être un grand pays sans avoir une grande industrie. Si on veut conserver une certaine indépendance, une autonomie et une prospérité, il faut une industrie forte. Désormais, enfin, tout le monde en a conscience. Nous devons faire en sorte que cela se traduise par des actes, en commençant par maintenir et consolider notre compétitivité. Un autre sujet fondamental est celui des compétences.

Justement comment faire pour résoudre le problème de la pénurie de main-d'œuvre qui empêche trop souvent les industriels d'honorer correctement leurs carnets de commandes ?

Dans le court terme, les entreprises ont en effet besoin de personnels.

Comment fait-on ici, en Lorraine, pour que la main-d'œuvre encore sans emploi et sans formation puisse être formée pour nous rejoindre, surtout dans les métiers en tension ? Il est nécessaire de se mobiliser sur toutes les actions possibles et imaginables pour y parvenir. C'est par exemple l'objet d'une convention que nous avons signée avec Pôle emploi Grand Est. Pour réussir, nous devons avoir tous les acteurs autour de la table et sortir une fois pour toutes des corporatismes. Il faut montrer la réalité des métiers d'aujourd'hui, c'est indispensable, d'autant qu'elle est séduisante. Dans le Grand Est, on doit avoir encore presque 500 000 demandeurs d'emploi. L'industrie c'est 300 000 emplois directs. Elle peine pourtant encore à recruter malgré les presque 500 000 demandeurs d'emploi dans le Grand Est.

Le frein est-il toujours celui de l'image ou plutôt celui de l'orientation ?

C'est encore l'image, même si les lignes bougent. Pour les salaires par exemple, l'opinion commence à prendre conscience que les rémunérations dans l'industrie sont envi-

ron 15 % au-dessus de la moyenne. Il y a très peu de Smic dans l'industrie compte tenu de la qualification exigée dans nos métiers. Depuis mai-juin, avec le redémarrage des cafés et restaurants, ce secteur connaît un manque de main-d'œuvre parce que des gens qui travaillaient dans cette filière se sont reconvertis dans l'industrie qui, elle, a continué de tourner, certains ayant enfin compris qu'elle était la clef de voûte de notre vie économique et sociale. Finalement ils s'y trouvent bien car nous avons les 35 heures, les conventions collectives, une précarité moins forte, etc. Bien sur l'image de la désindustrialisation a fait mal ces dernières années. Mais aujourd'hui nos usines n'ont plus rien à voir avec le



factory de batteries électriques en travers de la gorge (le Grand Est a laissé échapper le dossier au profit des Hauts-de-France, ndlr). Il faut être capable, quand un projet pointe le bout de son nez, de rapidement se rassembler entre les branches, les universités, les consulaires, les collectivités pour se dire : « *allez, que faisons-nous ensemble pour donner des réponses rapides et simples à l'investisseur, et être ainsi hyper attractif pour remporter la mise* ». D'ailleurs, un des tout premiers dossier sur lequel nous devons travailler avec cette volonté, c'est l'automobile. Si en 2030, la filière doit être décarbonée et qu'on fait un compte à rebours, les sous-traitants de l'automobile, c'est aujourd'hui qu'ils doivent penser à leur transformation, pas après-demain ! Envisager leur diversification, leur redimensionnement éventuellement, et penser surtout formation, reconversion vers les métiers qui seront nécessaires est vital

« J'ai toujours en travers de la gorge le dossier de la mégafactory de batteries... »

Hervé Bauduin, président de l'UIMM Lorraine

tissu industriel d'il y a 30 ou 40 ans. L'idée qu'il n'y pas d'évolution possible dans nos métiers est tout simplement fausse. On peut commencer comme opérateur et terminer sa carrière comme cadre voire comme patron. Il faut travailler à destination des plus jeunes, les collégiens, et vers les jeunes femmes. Sur ce dernier point, nous allons convaincre par l'Exemple. Certes les femmes s'engagent dans l'industrie, mais elles ne sont pas assez nombreuses et ce n'est pas assez su.

Vous prônez aussi une vision globale à l'échelle du bassin Sarre-Lor-Lux ainsi qu'à une alliance privé-public...

Oui, en Lorraine, la question des

compétences ne peut pas être abordée sans tenir compte de nos voisins. Un exemple : en Rhénanie-Palatinat, la moitié des chefs d'entreprise indiquent ne pas atteindre leur objectif de chiffre d'affaires parce qu'ils manquent de compétences... L'enjeu est bien transfrontalier. La Grande Région (Lorraine, Luxembourg, Sarre, Rhénanie, Wallonie), c'est 12 % du PIB européen, 700 000 emplois industriels. Nous devons travailler ensemble en matière de collaboration industrielle mais aussi en termes de cartographie des formations. Une approche systémique des enjeux est essentielle avec une vision globale et territoriale. C'est pour cela que j'en appelle à une task force public-privé. J'ai toujours la méga-

Quel est votre regard sur la transformation de l'industrie vers le 4.0 ?

Je ne sais pas ce qu'est l'industrie 4.0. Je ne connais que l'industrie. L'ambition d'une entreprise, ce n'est pas d'être 4.0. C'est d'être le numéro 1 sur son marché ou de dégager telle marge ou d'atteindre telle taille, etc. La transformation numérique est nécessaire mais ne doit être qu'un outil au service de ces ambitions. D'ailleurs nous ne sommes pas en retard sur ce point. Le Grand Est totalise aujourd'hui 30 % des lauréats du plan France Relance, avec une très bonne représentation des PME-PMI. Cela démontre que les projets étaient là et que les chefs d'entreprise ont osé. Mais n'oublions que 70 % de nos adhérents, par exemple, ont moins de 50 salariés. Le dirigeant d'une petite entreprise entend dire beaucoup de choses sur

Lire
la suite
>>>



© Arnaud Bantquin

Hervé Bauduin, président de l'UIMM Lorraine (suite)

<<< début le sujet mais ne sait où s'adresser. On souhaiterait mieux le diriger vers le bon interlocuteur pour qu'il ait rapidement les bons contacts.

Et le défi environnemental ?

Moi, je crois en l'écologie rentable. On ne peut pas bien sûr opposer industrie et environnement. Il faut que le combat écologique soit rentable pour tout le monde. Aidons les entreprises à mener les investissements qui vont leur permettre d'être plus respectueux de l'environnement et plus rentables,

plus performants, par exemple, développer des produits moins gourmands en énergie et plus compétitifs. Nous sommes pour la transition, qui doit être acceptable et acceptée socialement et économiquement. Sur la question de l'énergie par exemple. Il faut une transition qui permette de s'assurer une énergie disponible tout le temps. Et là, il n'y a pas de mystère, c'est le nucléaire. En plus c'est une technologie française, avec des emplois français. D'ailleurs, je plaide pour un EPR dans le Grand Est. C'est un bon moyen d'assurer la transition et de trouver des solutions d'énergies renouvelables en abondance, tout le temps disponibles, à un

tarif acceptable par les Français et par les industriels.

Quels messages souhaiteriez-vous adresser aux Lorrains et à la ministre de l'Industrie ?

A la ministre : finissez le travail pour mettre l'industrie française, et celle de cette région, dans les meilleures conditions de compétitivité. Aux Lorrains : levez la tête, soyez fiers de ce que vous avez fait, de ce que vous faites et de ce que vous ferez demain. Nous avons d'excellents centres de formation, des laboratoires, des entreprises, une réserve de main-d'œuvre... Avec cet écosystème performant, il y aura demain un Elon Musk qui dira « *ma prochaine usine Tesla, c'est en Lorraine que je l'implante* ». de toutes mes forces je veux y croire car c'est possible.

Propos recueillis par SG

EURO-ACCÉLÉRATEUR

Vers le leadership industriel

En avril, plusieurs partenaires du monde industriel se sont réunis avec Valérie Debord, vice-présidente du conseil régional, d'autres élus lorrains de la Région Grand Est et des territoires transfrontaliers pour créer l'Euro-accélérateur industriel.

Hervé Bauduin, président de l'UIMM Lorraine, à l'initiative du projet, revient sur le mode opératoire de cet outil de coopération transfrontalière dédié au développement industriel dont le premier comité s'est réuni le 22 juillet à Luxembourg autour de cinq projets industriels.

« *L'industrie est la colonne vertébrale économique d'un territoire. Sans elle, il ne se passe plus grand chose. Plus elle est dynamique sur un territoire, plus ce dernier intéresse des investisseurs qui se disent que c'est là que ça se passe, que c'est là qu'il y a du travail* ». Ce discours, Hervé Bauduin se plaît à le rappeler à chaque occasion. Aujourd'hui, le président de l'UIMM Lorraine peut matérialiser son propos en s'appuyant sur l'Euro-accélérateur. Proche du Commissariat d'Investissement à l'Innovation et à la Mobilisation Economique (C2IME) dans l'esprit, le dispositif ambitionne de favoriser, développer et multiplier les projets industriels d'entreprises des territoires de la Grande Région, individuels ou collaboratifs entre entreprises. Et les acteurs pour y parvenir sont déjà identifiés.

« *L'objectif de l'Euro-accélérateur est de s'appuyer sur l'existant, sur les laboratoires, les pôles de compétitivité, les Universités,*

les centres de formation, les CCI, les entreprises de toutes tailles, les accélérateurs comme le C2IME afin d'élaborer des processus et des composants qui permettent de produire plus simplement », détaille Hervé Bauduin. L'outil doit être simple et pragmatique dans son fonctionnement. C'est un comité de pilotage qui est à sa tête et c'est Joël Berger, directeur du C2IME qui anime le versant lorrain.

Cinq premiers projets déjà dans les tuyaux. Le 22 juillet dernier, le premier Comité de l'Euro-accélérateur s'est réuni autour de cinq dirigeants d'entreprises. « *Un programme expérimental est lancé. Nous sommes désormais opérationnels* », se réjouit Hervé Bauduin.

Réduire les émissions de CO₂ ? Le problème cristallise tous les esprits. Alors c'est par là que compte commencer l'Euro-accélérateur. Parmi ces cinq premiers projets, l'un porte notamment sur l'assemblage et l'allègement multimatériaux dans l'automobile. Il allie des acteurs comme Stellantis mais aussi des start-up Industrielles lorraines comme Gaming Engineering (Meuse), des centres de transfert de technologies régionaux et des laboratoires de l'Université de Lorraine.

« *Nous espérons alléger les composants des véhicules afin de les rendre moins lourds*

pour réduire les émissions de CO₂. Pour y parvenir les filières matériaux automobile et numérique travaillent ensemble pour pérenniser l'emploi et animer les échanges entre les secteurs industriels. Fixer des matériaux qui ne sont pas de même nature est toujours un vrai challenge. Il faut donc miser sur la collaboration », explique le Président de l'UIMM.

Le fonctionnement de l'Euro-accélérateur industriel

Dans chaque projet, une ligne directrice : ne pas faire « *à la place de* » mais « *avec* ». « *Nous créons des synergies entre le public et le privé, la Région Grand Est via des fonds qu'elle pilote et l'ensemble des secteurs financiers et d'investissement* ». Là est toute la subtilité de l'Euro-accélérateur : mettre en relation le chef d'entreprise avec les structures qui vont l'aider à accéder aux bons acteurs, compétences et ressources au meilleur moment. L'Euro-accélérateur, c'est aussi faire le pari du local et de la proximité puisque ce dispositif invite les industriels à privilégier les fournisseurs locaux autant que possible autour de ce constat : pourquoi aller acheter loin, si ça existe à côté.

Jonathan Nenich



Trane®, leader mondial de la fabrication, la gestion et l'entretien des systèmes et modules de régulation CVC-R pour la mise en place durable d'environnements sûrs, confortables et performants pour les bâtiments et processus industriels.

Systèmes
d'équipements

Pièces
de rechange

Formation

Régulation

Services

Fabrication

Visitez notre site Trane Europe pour plus d'informations sur les solutions CVC Trane : www.trane.com

*« Chez TRANE Technologies,
nous repoussons les limites du possible. »*

TRANE
TECHNOLOGIES™



© DR

PHILIPPE SIEBERT,

directeur régional Pôle emploi Grand Est

Plus d'un recrutement sur deux est jugé difficile

Le directeur régional de Pôle emploi dans le Grand Est, Philippe Siebert, confirme que les industriels peinent à recruter. 53 % des projets de recrutements sont jugés difficiles. Le taux peut même monter à 85 % dans certains métiers.

Propos recueillis par Stéphane Getto

Hors-Série La Semaine : Pouvez-vous nous expliquer quels sont les métiers qui restent en tension en région Grand Est ?

Philippe Siebert : Avec la levée des restrictions, des tensions sont réapparues sur les recrutements dans plusieurs secteurs. Elles présentent toutefois des causes très différentes : goulet d'étranglement dû à un choc de recrutements par exemple dans le secteur de l'hôtellerie-café-restaurant ou pénurie structurelle dans le BTP et l'industrie. Notre enquête annuelle 2021 sur les besoins en main-d'œuvre faisait ressortir une baisse des difficultés de recrutement anticipées de 9,4 points par rapport à 2019. La moyenne régionale à 44,7 % reste néanmoins élevée. Ces difficultés de recrutement se concentrent notamment dans notre région sur six secteurs : le bâtiment, la santé, l'hôtellerie-restauration, le commerce, le transport-logistique et l'industrie. Ils représentent 102 598 projets d'embauche soit 55 % de l'ensemble des projets. Les principales causes de difficultés de recrutement évoquées par les employeurs sont une pénurie de candidats et l'inadéquation des profils des candidats. Les raisons citées le plus souvent : la technicité du

poste, l'image de l'entreprise ou du métier, les horaires, la nature ou la durée du contrat, la pénibilité, le lieu d'exercice...

Avec la crise sanitaire, un autre facteur a fait son apparition : les demandeurs d'emploi et les salariés se posent la question de se réorienter professionnellement vers d'autres métiers ou vers d'autres secteurs. Cela a pu provoquer une évaporation de compétences dans certains secteurs sans que nous soyons aujourd'hui en capacité de le quantifier. Enfin, ces difficultés sont renforcées dans les bassins frontaliers par le positionnement de la Région Grand Est, première région frontalière de France et d'Europe.

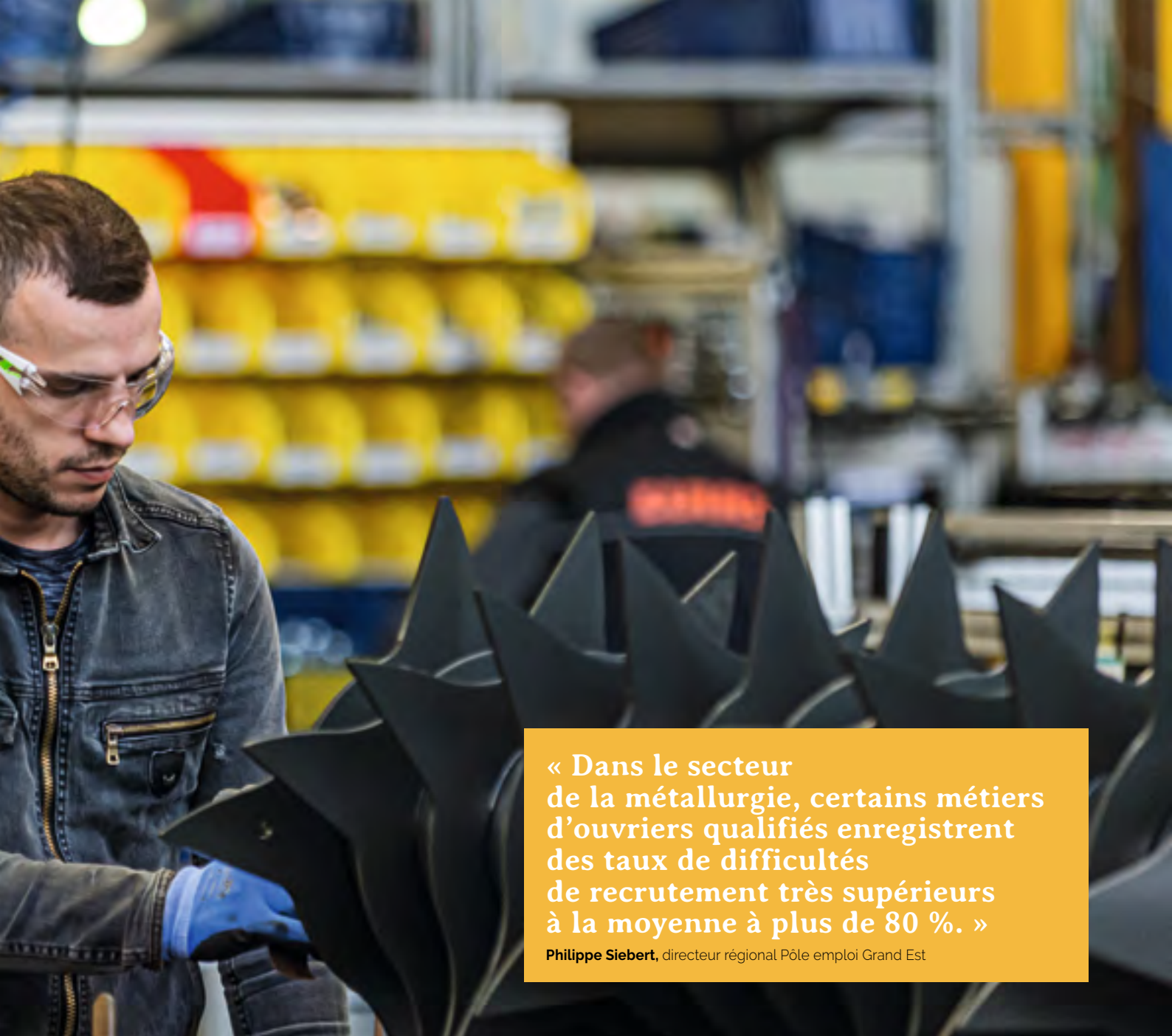
Qu'en est-il du secteur de l'industrie et plus particulièrement de la métallurgie ?

L'activité industrielle est une caractéristique importante de la région. Elle représente près de 10 % de l'emploi salarié industriel national. Avec 256 000 salariés et plus de 8 500 apprentis et alternants dans l'industrie, le Grand Est se place à la troisième position sur le plan national. 20 398 projets de recrutement ont été exprimés par les employeurs dans les mé-

tiers de l'industrie. 53,6 % des projets de recrutement dans ce secteur sont jugés difficiles par les employeurs. En ce qui concerne plus spécifiquement les métiers de la métallurgie, les métiers d'ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal (moulistes, usieurs...), les régleurs qualifiés et techniciens en mécanique et le travail des métaux enregistrent des taux de difficultés de recrutement très supérieurs à la moyenne avec des taux à plus de 80 %. On constate des difficultés de recrutement pour plus de 85 % des projets sur les métiers d'ouvriers non qualifiés en métallurgie, verre, céramique et matériaux de construction. Les ouvriers non qualifiés en métallerie, serrurerie et montage qui enregistrent 1 706 projets de recrutement ont un taux de difficultés à 54,5 %.

© Vincent Zabler





« Dans le secteur de la métallurgie, certains métiers d'ouvriers qualifiés enregistrent des taux de difficultés de recrutement très supérieurs à la moyenne à plus de 80 %. »

Philippe Siebert, directeur régional Pôle emploi Grand Est

Qu'est-ce que Pôle emploi fait concrètement pour aider les employeurs ?

Dans la période actuelle, nous renforçons notre mobilisation dans tous les secteurs rencontrant des difficultés de recrutement. Nous intensifions particulièrement nos relations avec les branches professionnelles aux niveaux régional et territorial. Des référents sectoriels sont nommés dans les 76 agences de Pôle emploi Grand Est. Ils sont les interlocuteurs locaux de ces branches professionnelles et des entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement. Leur rôle est de proposer des solutions adaptées aux entreprises dans chaque territoire. Des référents régionaux « métiers en tension » ont également été identifiés comme les interlocuteurs directs des institutionnels et des acteurs économiques. Ils

sont en charge de faire le lien avec les agences locales Pôle emploi pour trouver des solutions.

Concernant l'industrie, nous développons avec l'UIMM Lorraine des relations très fortes. Notre convention de partenariat va permettre de faciliter et l'accès à l'emploi industriel pour les demandeurs et faciliter les recrutements pour les employeurs. Trois axes de travail principaux ont été définis avec l'UIMM : faire découvrir les métiers de l'industrie à nos publics, les valoriser, miser sur la formation.

Sur ce dernier point, le Conseil régional et Pôle emploi collaborent depuis de nombreuses années à l'élaboration d'un plan de formation régional unique afin de répondre aux besoins de compétences dans les secteurs en tension identifiés. Entre septembre 2020 et juin 2021, 24 578 per-

sonnes ont été formées dans les métiers des secteurs en tension, dont 4 921 dans les métiers de l'industrie. Enfin, nous favorisons fortement la rencontre directe entre des demandeurs d'emploi ciblés et des entreprises concernées par des difficultés de recrutement. Quatre événements par mois sont organisés dans toutes les agences de la région : principalement des actions de recrutements, mais aussi la découverte des métiers ou des informations sur les formations. Un de ces événements mensuels est dédié aux jeunes. Sur près de 1 900 événements organisés dans la région de janvier à mai 2021, les secteurs en tension représentent plus de 60 %.

GRAND ANGLE

Et si
les **femmes**
étaient **l'avenir**
de **l'industrie** ?

Non, l'industrie n'est plus réservée qu'aux hommes. Oui, le monde industriel a bien changé. Oui, il est possible pour une femme d'y faire carrière. Pourtant, malgré cette nouvelle réalité, la filière reste encore trop peu féminisée. Un comble alors que des centaines de postes sont disponibles en Lorraine.

© Arnaud Bartquin

Grand angle : et si les femmes étaient l'avenir de l'industrie ?



ÉTAT DES LIEUX

Les femmes, ce levier inexploité

L'industrie recrute ! Elle dispose de nouveaux moyens pour communiquer sur les opportunités qu'elle offre, de la production à la logistique, en passant par l'ingénierie, la recherche et développement ou le commerce. Points de vue de **Nathalie Vaxelaire**, présidente-directrice générale de Compagnie Trane Technologies SAS (Vosges), vice-présidente de la CCI des Vosges et présidente déléguée de l'UIMM Lorraine, membre du Conseil pour la mixité et l'égalité professionnelle dans l'industrie.

Par Anne Fourney

La proportion de postes occupés par des femmes dans l'industrie stagne depuis une dizaine d'années. Face à ce constat, et parce que la crise fait sentir davantage le besoin de renforcer les effectifs pour se développer, l'industrie française bénéficie aujourd'hui de nouveaux moyens pour faire évoluer son image, restée figée dans un autre temps, et communiquer sur les diverses opportunités de carrière qu'elle a à offrir.

Etat des lieux

Les femmes occupent à peine 30 % des postes dans l'industrie française. Un constat qui stagne depuis une dizaine d'années. Elles sont surtout rares dans la conception et la production, ainsi que dans les fonctions de direction où elles ne sont que 15 % au niveau national. En Lorraine, l'industrie représente 300 000 emplois au total et près de 6 000 recrutements par an. L'industrie s'y porte plutôt bien aujourd'hui, bien que certains secteurs comme l'automobile, très présente en Lorraine, ou l'aéronautique, souffrent de la crise. D'une manière générale, l'industrie est confrontée aujourd'hui à une pénurie de matières premières, mais aussi, sur une échelle de temps plus grande que la crise actuelle, de

difficultés à recruter. « Ces difficultés sont peut-être dues à l'image de l'industrie, souvent associée à des métiers sales et pénibles », suppose Nathalie Vaxelaire, présidente déléguée de l'UIMM Lorraine et présidente de Trane (Golbey, Vosges). « Il subsiste une méconnaissance des métiers de l'industrie. » L'image des ateliers sombres, bruyants, à la chaleur parfois étouffante et aux tâches harassantes, telles que décrites dans les romans d'Émile Zola, a la peau dure. À l'ère de l'industrie 4.0, ces descriptions sont pourtant bien éloignées de la réalité, où l'évolution des nouvelles technologies offre toujours plus d'opportunités de carrière, tant pour les hommes que pour les femmes.

Profils et carrières

« Avec la crise que nous traversons tous, nous sommes à un moment charnière où nous avons besoin de ressources humaines. Or il existe un vivier important pour le recrutement : celui des femmes », poursuit Nathalie Vaxelaire. « La diversité est, d'autant plus aujourd'hui, un atout. Nous avons besoin de cette ouverture d'esprit et cette crise représente une opportunité pour le recrutement des femmes. » Les besoins en personnels sont vastes et

concernent aussi bien la production, que l'encadrement, les achats, la logistique, le commerce, l'IT... « On a besoin de gens qui conçoivent des machines, qui choisissent et achètent des matières premières, qui les acheminent... Les opportunités de carrière se trouvent à tous les niveaux. L'industrie offre une multitude de métiers ainsi que des passerelles intéressantes pour mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. »

Des leviers existent

Plusieurs leviers ont récemment été mis en œuvre afin de communiquer sur l'image de l'industrie d'aujourd'hui et montrer les vastes opportunités de métiers qu'elle a à offrir, afin de susciter des vocations auprès des jeunes et des femmes. Des outils et organi-

© Arnaud Bantquin



sations nationales ont été créés, ainsi que des initiatives régionales. Au niveau national, citons par exemple l'index Pénicaud, lancé en 2018, qui permet d'observer l'évolution de la mixité de genres dans les entreprises de plus de 50 salariés. Ou encore la création, en 2019, du Conseil de la mixité et de l'égalité professionnelle dans l'industrie, doté d'un programme concret pour augmenter le nombre de femmes dans l'industrie, qui s'articule justement autour de l'éducation, l'orientation et la gestion de carrière. Conseil dont l'UIMM est membre. Au niveau régional, l'UIMM Lorraine a lancé il y a deux ans un programme Jeunes et Industries qui vise les élèves de collège pour leur donner envie de s'engager dans des carrières scientifiques. « *Nous avons*

besoin de travailler sur l'orientation de nos jeunes, qui reste encore très genrée », estime Nathalie Vaxelaire. « *Les jeunes femmes ne représentent que 3 % des étudiants dans le domaine du numérique et 2 % en sciences de l'ingénieur, par exemple.* »

Le French Fab Tour offre aussi aux jeunes la possibilité d'approcher et de découvrir le monde industriel, de mieux l'appréhender et de rencontrer ceux, hommes et femmes, qui y travaillent. Arpeige, Association régionale pour la promotion de l'emploi Industriel dans le Grand Est, a aussi pour mission d'encourager des vocations auprès des jeunes, mais aussi des adultes en reconversion professionnelle. Il existe aussi Capital Filles, une association qui permet à des femmes en poste dans l'in-

« Nous sommes à un moment charnière où nous avons besoin de ressources humaines. »

Nathalie Vaxelaire,
PDG de Compagnies Trane Technologies
à Golbey (Vosges)

dustrie de devenir la marraine d'une élève en classe de Terminale pour lui faire découvrir le monde de l'industrie, la mettre en relation avec des professionnels du secteur afin qu'elle puisse s'informer et choisir son orientation professionnelle en connaissance de cause.

Agnès Pannier-Runacher,
ministre de l'Industrie

Élisabeth Moreno ministre de l'Égalité
entre les femmes et les hommes



INTERVIEW CROISÉE

Recrutement des femmes : qu'est-ce qui coince ?

Lutter contre les stéréotypes, en finir avec les disparités salariales entre femmes et hommes : politiques et industriels travaillent de concert afin d'attirer davantage de femmes à oser, à dépasser les préjugés et se lancer dans une carrière, technique ou non. L'industrie française peine à recruter malgré une offre diversifiée de métiers. Entretien avec **Agnès Pannier-Runacher**, ministre de l'Industrie et **Élisabeth Moreno**, ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances.

Propos recueillis par Anne Fourney

« Une entreprise sur dix compte une femme parmi les plus hautes rémunérations. Il faut maintenant passer à l'action. »

Élisabeth Moreno, ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Hors-Série La Semaine : Disposez-vous d'indicateurs sur l'état des lieux de l'égalité femmes hommes dans l'industrie, notamment à travers l'index égalité professionnelle ?

Élisabeth Moreno : J'ai une bonne et une mauvaise nouvelle : la bonne nouvelle, c'est que nous avons constaté avec Élisabeth Borne (ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, ndlr) une bonne communication de ces données sur l'égalité professionnelle, en dépit d'un contexte économique et sanitaire complexe. Ces préoccupations ont donc été intégrées par les entreprises qui travaillent dessus. La mauvaise nouvelle, c'est que les indicateurs progressent très lentement. Il n'y a que 0,5 % des entreprises qui ont réussi à faire progresser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Autrement dit, 99,5 % des entreprises de l'industrie n'ont pas réussi, depuis 2019, à faire progresser l'égalité salariale. Mais je veux rester optimiste et maintenant que ce constat est fait, je suis persuadée que les entreprises vont se saisir de ce problème à bras-le-corps. De même pour les congés maternité : seules 9 % des entreprises pensent à augmenter une femme à son retour de son congé maternité, ce qui n'est tout simplement pas acceptable, tout simplement parce que c'est la loi ! Et seule une entreprise sur dix compte une femme parmi les plus hautes rémunérations. La prise de conscience est là, il faut maintenant passer à l'action. Toutes les entreprises ont un rôle éminemment important à jouer. Évidemment que les politiques publiques doivent aussi faire leur part ; et c'est ce que nous faisons avec Élisabeth Borne, Agnès Pannier-Runacher et l'ensemble des ministres concernés. Mais c'est ensemble que nous y arriverons.

Pourquoi la situation a-t-elle si peu avancé ?

EM : Cela fait des années que l'on rappelle l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Vous savez qu'il y a 9 % d'écart salarial entre une femme et un homme pour un poste avec le même niveau de responsabilités, de diplômes et d'expérience ; on sait que les femmes s'arrêtent de travailler pour une maternité, le fait qu'elles né-

gocient moins bien leur salaire... Tous les préjugés qui existent dans la société se retrouvent aussi dans le secteur de l'industrie. Et comme c'est un milieu éminemment masculin, les écarts sont encore plus importants. C'est un travail culturel auquel nous nous sommes attelés en 2019 et il a fallu aussi composer avec la crise sanitaire. J'ai pu échanger avec de nombreux dirigeants d'entreprises industrielles qui ont bien conscience de cette situation ainsi que du potentiel de recrutement auprès des femmes. L'aspect positif, c'est que la machine est lancée.

Pouvez-vous rappeler les actions mises en place par le gouvernement pour favoriser l'égalité femmes-hommes dans l'industrie ?

AP-R : En mars 2019, j'ai créé le Conseil pour la mixité dans l'industrie, sous l'égide du Conseil national de l'industrie. Il est composé de professionnels et de représentants d'organisations syndicales et de fédérations. Ce groupe a élaboré un plan d'action concret pour augmenter le nombre de femmes dans le secteur, qui se concentre sur l'éducation et l'orientation des jeunes, ainsi que sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les entreprises. Il a par exemple établi une charte pour une représentation mixte dans les jouets, afin de lutter contre les stéréotypes dès l'enfance et de faire en sorte de ne pas enfermer les filles ou garçons dans des jeux qui leur seraient attribués en fonction de leur genre. Pour 2021-2022, le Conseil pour la mixité poursuit ses missions et entend étendre les engagements pris par les grandes entreprises sur la mixité, aux entreprises de sous-traitance. Au sujet de l'évolution professionnelle, nous avons publié un *Guide des bonnes pratiques innovantes en matière d'égalité femmes-hommes*, qui détaille comment on peut attirer les femmes dans l'industrie, comment mieux garder les talents, et comment permettre aux femmes une meilleure évolution de carrière. Enfin nous avons créé le collectif Industri'Elles qui regroupe plus de 2 000 adhérents, de tous âges et tous secteurs de l'industrie. L'idée est d'avoir des ambassadrices qui puissent aller dans les écoles et se mobiliser pour prendre la parole, tout en bénéficiant d'une visibilité qui serve aussi leur carrière.

Il n'est pas évident de combattre les stéréotypes dans le monde professionnel. Dans l'industrie, à quels niveaux se situent selon vous les principaux blocages ?

EM : Les discriminations naissent sur le terrain des stéréotypes. C'est au travers de l'éducation et de la formation que l'on peut déconstruire ces stéréotypes et ces préjugés tenaces, un travail nécessaire pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes. Il nous faut créer une véritable culture de l'égalité, qui ne soit pas que philosophique, mais aussi et surtout concrète. Bien souvent, ces stéréotypes sont involontaires, car fortement ancrés dans les mentalités. Les parents doivent apprendre à leurs enfants que les métiers n'ont pas de genre. Ils doivent apprendre à leurs filles à avoir davantage confiance en elles, parce que l'on sait aussi que les jeunes filles ont davantage de questionnements sur la confiance et l'estime de soi, et qu'elles ne vont pas aller spontanément vers certains métiers. Or on n'atteindra jamais cette égalité si les femmes continuent de subir des violences physiques et psychologiques : c'est un travail de fond qui imbrique de nombreux sujets et acteurs, et implique une transversalité des projets pour évoluer. Nous avons mis en place une convention interministérielle qui est déclinée dans les territoires afin de mieux répondre aux besoins sociétaux tant en matière de mixité des métiers que de respect mutuel, d'éducation à la sexualité et de violences sexistes et sexuelles ou de lutte contre les cyberviolences.

Au sein des entreprises, je crois qu'il y a un travail important à faire au niveau des ressources humaines et des managers pour placer la mixité au cœur des politiques de ressources humaines. Si les dirigeants placent la mixité en priorité, elle deviendra par ricochet une priorité aussi pour tous les décideurs de l'entreprise. Il faut également travailler sur l'aspect culturel et médiatique, notamment avec le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Si on utilise l'image de femmes en bikini pour vendre des voitures, cela ne facilite pas la lutte contre les stéréotypes ! La façon dont les médias s'emparent de ces questions va contribuer à détricoter ces stéréotypes afin d'avoir une société plus égalitaire.

Lire la suite >>>

« Il faut donner de la visibilité aux femmes qui travaillent dans l'industrie. »

Agnès Pannier-Runacher, ministre de l'Industrie

Recrutement des femmes : qu'est-ce qui coince ? (suite)

<<< début Favoriser l'intégration des femmes au sein de la filière industrielle nécessite aussi de favoriser leur évolution de carrière au sein des entreprises industrielles. Comment y parvenir ?

Agnès Pannier-Runacher : Il faut donner de la visibilité aux femmes qui travaillent dans l'industrie, et au-delà des rôles modèles, développer le mentorat qui peut être très efficace dans les carrières des femmes, et qui peut lever des freins à différentes étapes. Il faut favoriser leur intégration, leur évolution professionnelle ; mettre en avant celles qui prennent des responsabilités de direction d'usine ou portent des projets au contenu technique ou d'ingénierie importants ; des aspects qui sont, traditionnellement, plutôt réservés aux hommes. Il y a plusieurs leviers dans cette démarche : le domaine juridique, avec l'idée de fixer des objectifs de parité dans les entreprises, mais aussi dans les organisations connexes telles que les organisations syndicales et des fédérations ; on peut aussi travailler sur les dispositifs d'engagement des entreprises à publier des données sur la parité.

La marque employeur est devenue un actif de l'entreprise et je crois à la pression des investisseurs pour que la parité devienne une priorité dans les entreprises. D'ailleurs, ils s'engagent de plus en plus, parce qu'ils font aujourd'hui le lien entre performance et diversité.

Je crois également à la soft law, et le fait que chaque actionnaire considère que la parité en entreprise constitue un élément d'appréciation de la qualité de gestion, et deviendra une qualité commune, qui constituera un mouvement collectif et influera sur les plans d'actions de recrutement des jeunes femmes.

Quels messages souhaiteriez-vous passer aux femmes (jeunes mais pas uniquement) qui hésitent à embrasser une carrière dans l'industrie et même une carrière d'entrepreneuriat dans l'industrie ?

AP-R : Premier conseil : renseignez-vous ! Je lancerais ce message aux jeunes filles pour les inciter à ne pas se laisser influencer par les idées reçues que leur entourage pourrait leur transmettre. C'est à elles d'aller faire des stages, des visites, de se renseigner,

d'interroger des femmes qui exercent un métier qui les intéressent et sont à même d'en parler. Deuxième conseil : l'indépendance économique des femmes, cela fait partie des combats que je mène depuis le premier jour. L'industrie offre des métiers bien rémunérés, majoritairement en CDI, avec de belles perspectives d'évolution. Troisième message : s'engager dans l'industrie, c'est être au premier rang de celles et ceux qui vont transformer notre manière de produire et le fonctionnement de notre monde. Pour les militants, il est beaucoup plus efficace de transformer le monde depuis l'industrie, car c'est là que l'on va inventer la façon de décarboner l'économie, de déployer la responsabilité sociale et environnementale. C'est un acte militant d'aller travailler dans l'industrie. Et enfin : osez !

Élisabeth Moreno : J'ai commencé ma carrière en créant une entreprise dans le bâtiment. Quand j'ai démarré, tout le monde riait : une femme, jeune – j'avais 20 ans – en plus noire et avec un handicap, je coche toutes les cases des stéréotypes ! Personne ne pensait que j'aurais pu réussir. Nous étions une très petite entreprise, mais travaillions avec de très grands groupes comme Bouygues, Alstom, etc. Après le bâtiment, je suis passée aux nouvelles technologies, où il y a à peine 30 % de femmes, comme dans l'industrie. Or un métier sur trois qui sera créé dans les cinq prochaines années sera lié aux nouvelles technologies. Et si les jeunes filles ne se lancent pas dans ce secteur-là, elles vont passer à côté de secteurs porteurs, en plein boom, et qui peinent à recruter, de surcroît. Je leur dirais que les métiers n'ont pas de genre. J'ai vu des femmes réussir brillamment dans le secteur des technologies, du bâtiment, de l'aéronautique. Tout est question de volonté et d'engagement personnel. Il y a plus de 50 % de femmes dans notre pays, autrement dit, il y a la moitié des talents qui sont sous-exploités. Osez essayer si vous en avez envie ! J'aime beaucoup cette citation de Goethe qui dit : « *Quoi que vous rêviez d'entreprendre, faites-le, parce que l'audace a du talent, l'audace a du génie* » !

Quels messages souhaiteriez-vous passer aux industriels sur cette thématique ?

EM : Les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes se hissent à des niveaux élevés dans notre pays : on parle de

24 % d'écart sur une moyenne globale et de 9 % à poste équivalent. À partir du 4 novembre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020, en raison de ces écarts de rémunération, on dit que les femmes travaillent gratuitement. Cela donne une idée de la portée de ces inégalités. Comment expliquer à vos filles que, parce qu'elles sont des filles, elles gagneront 24 % de moins que leur petit frère ? C'est totalement absurde ! Derrière ces statistiques, il y a une triste réalité : les femmes sont beaucoup plus nombreuses à vivre sous le seuil de pauvreté, elles sont beaucoup plus dépendantes des hommes. Vous, les industriels, avez besoin de ces talents féminins pour continuer de vous développer et de performer. C'est une question de vitalité économique et une question sociétale qui a la vertu de nous rassembler, car elle concerne tout le monde.

AP-R : La mère des batailles, c'est celle des talents. Et il faut les faire émerger en attirant des jeunes et des jeunes femmes. C'est un enjeu de performance économique. McKinsey l'a montré : les entreprises dont le comité exécutif est mixte ont des revenus avant impôts supérieurs de 55 % par rapport aux autres ! La féminisation est un enjeu de marque employeur comme je l'ai dit, mais aussi un enjeu de responsabilité sociale et sociétale pour l'indépendance économique des femmes. Plus grande est l'autonomie économique des femmes, plus grande est la richesse du pays, puisque vous avez des retombées sur le fonctionnement familial, sur l'éducation, etc. Donc vous rendez service à votre pays. Veillez à réparer les inégalités de salaire, parce que c'est à votre portée, joignez-vous à des dispositifs d'accompagnement pour aider les femmes à lever les freins de l'autocensure, un comportement que l'on rencontre souvent chez elles. Permettre à chacun d'exprimer son talent est une grande opportunité pour l'entreprise.

Propos recueillis par AF

« Je dis aux femmes : osez essayer si vous en avez envie ! »

Élisabeth Moreno,
ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.



Question énergies, j'ai choisi le fournisseur de ma région

Producteur et fournisseur d'énergies implanté en Lorraine, le groupe UEM propose des offres d'électricité et de gaz, taillées sur mesure pour les professionnels et les entreprises. Votre chargé de clientèle vous connaît, vous conseille et partage le même objectif : optimiser vos énergies !



uem-metz.fr



energem.fr

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

PORTTRAITS

Femmes d'industrie

Elles sont salariées, opératrices, managers, cadres ou dirigeantes. Apprenties ou étudiantes. Toutes ont fait le choix délibéré de travailler dans le domaine de l'industrie en Lorraine. Par vocation ou parfois presque par hasard. Toutes sont convaincues que la filière industrielle regorge d'opportunités pour mener leur carrière et s'épanouir professionnellement dans un environnement bien éloigné des idées reçues. Pour ce *Hors-série La Semaine*, ces onze femmes d'industrie ont accepté de se raconter.

Textes d'Anne Fourney
Photographies d'Arnaud Bantquin

ALEXANDRINE CHARONNAT,

directrice générale
de **Hampiaux Le Lorrain**
à Nancy

« Ma fille de 7 ans pourrait assurer les visites guidées de l'usine »

Alexandrine Charonnat a établi un lien fort avec l'entreprise qu'elle dirige depuis quelques mois seulement. Une affaire familiale qu'elle a rachetée, avec son père, en mars 2020. Son frère les a rejoints quelques mois plus tard. La société **Hampiaux Le Lorrain** à Nancy fabrique du matériel de soudage. La reprise s'est faite « suite à une rencontre avec la famille Hampiaux, qui cherchait un repreneur », faute d'héritier.

Alexandrine Charonnat a fait une école de commerce, formation qu'elle a complétée par un MBA marketing et stratégie. Elle débute sa carrière dans les accessoires automobiles avant de rejoindre, au bout de quatre ans, une entreprise éditrice de logiciels créée par son père. Ils développent l'affaire, tant et si bien que celle-ci, **Pharmagest**, est aujourd'hui cotée en Bourse. Le binôme fonctionne. « J'ai évolué dans l'entreprise et je me

« J'aime l'ambiance qui règne, l'odeur quand je rentre dans les locaux, les gens qui y travaillent. »

Alexandrine Charonnat,
directrice générale
de Hampiaux Le Lorrain

suis rapprochée de mon père. Nous avons voulu élaborer un projet en commun. J'ai toujours eu envie de créer ma propre affaire. » Le père et la fille se mettent en quête d'une entreprise à reprendre « sur notre territoire, en Lorraine ». Alexandrine Charonnat reste attirée par l'industrie. « Je pensais à l'entreprise de moulage plastique d'un ami. J'aime l'ambiance qui y règne, l'odeur quand je rentre dans les locaux, les gens qui y travaillent. » Puis elle rencontre la famille Hampiaux, il y a trois ans. Séduite par « les valeurs et le savoir-faire chez Le Lorrain », elle voit aussi dans cet autre binôme père-fille quelque chose de « rassurant ». « Cela m'a permis d'oser et m'a aidée à me projeter. Je suis très heureuse aujourd'hui d'avoir fait ce choix. Cela s'est fait en famille. Car forcément, vous embarquez aussi votre mari et vos enfants dans l'aventure. Mais pour ma fille de sept ans, c'est naturel. Elle pourrait assurer une visite guidée de l'usine, elle connaît les machines, peut expliquer comment on fabrique un chalumeau ou comment on nettoie les pièces détachées ! »





© Arnaud Banquain

LAETITIA DAHLEM,

opératrice d'usinage
chez **Fonderie Lorraine**
à Grosblédierstroff

« Apprendre
pour évoluer
dans mon métier, ça
c'est motivant ! »

De vendeuse en boulangerie, Laetitia Dahlem s'est spécialisée en tournage-fraisage depuis bientôt cinq ans et est ravie de son choix. Avec son CAP de vente, Laetitia Dahlem commence sa vie professionnelle en boulangerie, mais ne s'y épanouit pas. « *Je faisais beaucoup d'heures pour un salaire qui ne suivait pas. Comme nous étions une toute petite équipe, il fallait souvent remplacer une collègue absente à la dernière minute, c'était vraiment contraignant. J'avais envie de travailler à l'usine et de rejoindre une grosse entreprise.* » Une première expérience en intérim l'amène à faire

du conditionnement à la chaîne, mais elle trouve le travail trop répétitif. « *Je suis allée à un forum de formation que Pôle emploi m'avait recommandé.*

J'en ai trouvé une qui me plaisait bien et j'ai choisi une formation de conductrice d'installations et de machines automatisées, sur une durée de cinq mois. » Dans ce cadre, elle effectue un stage à **Fonderie Lorraine** à Grosblédierstroff (Moselle) et est embauchée dans la foulée. « *Je gère ma production de manière autonome sur deux machines, je m'occupe de mes pièces de A à Z : j'effectue moi-même les réglages, et je fais le contrôle qualité des pièces avant de les envoyer à l'étape de fabrication suivante. C'est varié et intéressant.* » Laetitia Dahlem fabrique des pièces complexes pour des boîtes de vitesses automatiques. Environ 200 par jour. « *Je fabrique des pièces variées, c'est un travail qui comporte beaucoup de responsabilités car il faut être précis et méticuleux. C'est vraiment intéressant, j'ai encore beaucoup à apprendre pour évoluer et c'est motivant !* »

Elle ne s'était jamais intéressée à la mécanique automobile étant plus jeune. Quant au fait de travailler dans un milieu majoritairement masculin, ce n'est pas un frein pour la jeune femme qui a trouvé « *très facile de s'intégrer* ». Elle aime l'industrie qui s'avère être « *bien mieux que ce que j'imaginai. Les gens croient souvent que je travaille à la chaîne, or pas du tout. Mon travail n'est pas répétitif, sinon cela ne me plairait pas.* »

Lire
la suite
>>>

« Les gens croient
souvent que
je travaille à
la chaîne, or pas
du tout. C'est varié
et j'ai beaucoup de
responsabilités. »

Laetitia Dahlem, opératrice
d'usinage à Fonderie Lorraine



Portraits de femmes (suite)

<<< début

MARIE ROBERT,

apprentie ingénieure en alternance
chez **Viessmann**
à Faulquemont

« J'ai toujours aimé résoudre des problèmes »

Encore étudiante, Marie Robert a opté pour la formation continue dans son cursus d'ingénieure, via un ITII (Institut des techniques d'ingénieur de l'industrie). Un choix guidé par son « *envie d'être sur le terrain* » et « *d'allier la théorie à la pratique* ». Après un bac Sciences de l'ingénieur, elle poursuit avec un DUT Génie mécanique et productique, puis rejoint l'ITII via l'Enim (École nationale d'ingénieurs de Metz) en troisième année, pour préparer un master. Elle s'est tout de suite tournée vers l'industrie. Enfant déjà, raconte-t-elle, elle aimait « *résoudre des problèmes* » et comprendre le fonctionnement de tout. Quant à l'univers professionnel, elle suit simplement sa voie, celle qui lui plaît. « *Monde d'hommes, monde de femmes : il n'existe pas de différence pour moi. Je ne me suis jamais posé la question ! J'aime comprendre comment fonctionne une production, je me forme aussi au lean management. J'ai voulu faire une formation en alternance parce que j'avais envie d'être sur le terrain, je voulais du concret pour évoluer dans mon apprentissage d'ingénieure. Cela permet de mettre en application ce que l'on apprend et facilite la compréhension et l'assimilation de la théorie.* » Elle est actuellement employée en alternance au pôle production chez Viessmann, à Faulquemont en Moselle, spécialisée dans la fabrication de ballons d'eau chaude et panneaux solaires thermiques. « *Avec trois jours en entreprise et deux à l'école, les semaines passent vite. Être dans l'entreprise chaque semaine me permet d'avoir un bon suivi des projets* ». La jeune femme n'oublie pas qu'afficher trois ans d'expérience sur un CV à la sortie de l'école représente un avantage de poids dans le monde du travail. L'an prochain, elle doit effectuer un stage de trois à six mois, au choix. Elle se verrait bien partir à l'étranger, pourquoi pas en Allemagne, ou plus loin. Une opportunité qui lui permettra de travailler les langues, l'anglais ou l'allemand. Et voit déjà une suite à ses études avec l'envie d'une spécialisation en résistance des matériaux à l'Institut de Soudure.

**« Monde
d'hommes, monde
de femmes :
il n'existe pas
de différence pour
moi. Je ne me suis
jamais posé
la question ! »**

Marie Robert, apprentie
ingénieure en alternance



© Arnaud Bantquin



© Arnaud Bantquin

PERRINE QUIRIN,

responsable opérationnelle chez **Nevo**
à Raon-l'Étape

« Homme
ou femme, on fait
ce que l'on veut ! »

Comptabilité, management des équipes sur le terrain, communication... Perrine Quirin dirige, depuis près de trois ans, **Nevo**, une PME à Raon-l'Étape dans les Vosges, spécialisée dans la conception et le négoce d'appareils de chauffage et de climatisation à air pulsé. Elle a parallèlement créé son activité de consultante

en lean management. Ingénieure, Perrine Quirin a « toujours été dans le monde de l'industrie ». D'abord attirée par l'automobile, elle fait ses premières armes auprès d'un constructeur puis d'un équipementier automobile. « Ces stages m'ont vraiment emballée. Par la variété des métiers et des produits. L'industrie, c'est un seul terme mais ce qu'il désigne est tellement vaste ! Ce qui me plaît, c'est le

plaisir de concevoir, de voir un projet se réaliser de A à Z. » Elle devient superviseuse de production, en « 3x8 », puis

« L'industrie, c'est
un seul terme mais
ce qu'il désigne est
tellement vaste ! »

Perrine Quirin, responsable
opérationnelle chez Nevo

SANDIE ARTHAUD,

automaticienne
chez **Tricot Electricité industrielle**
à Jarville-la-Malgrange

« Il pourrait y avoir
plus de femmes dans
cette filière »

Le métier de Sandie Arthaud consiste à automatiser des systèmes sur des machines : « Je travaille beaucoup sur ordinateur, sur divers logiciels de programmation ou de supervision de systèmes automatisés, afin que l'opérateur ait une vision globale de la production sur sa machine, qu'il suive grâce à des graphiques. » Automaticienne chez **Tricot Electricité industrielle** à Jarville (Meurthe-et-Moselle) depuis son stage de fin d'études, il y a une vingtaine d'années, Sandie Arthaud a la possibilité de travailler pour des secteurs d'activités très variés, comme celui de l'eau, où ses compétences sont requises aussi bien sur des systèmes de mise en bouteille, convoyage, mise en palettes, de pompage sur des forages, que de traitement des eaux usées ou de l'eau potable, ou encore dans le secteur de l'industrie automobile. Elle passe environ la moitié du temps sur le terrain avec le client et l'autre moitié au bureau, un équilibre qui lui plaît, tout comme la richesse de son métier, très diversifié.

« C'est un métier très gratifiant et en perpétuelle évolution avec les nouvelles technologies qui émergent sans cesse. On doit constamment se former, se documenter et s'adapter. »

Au fil de sa scolarité, elle est d'abord attirée par la langue allemande, puis envisage de s'orienter vers une filière mathématique. Faute de débouchés, elle opte finalement pour un cursus technologique industrielle, qu'elle poursuit jusqu'à un DESS ATTI (Automatismes, Traitement et Transmission de l'Information). En vingt ans d'expérience, elle a pu voir la situa-

« C'est un métier
très gratifiant
avec de nouvelles
technologies
qui émergent sans
cesse. »

Sandie Arthaud,
automaticienne chez Tricot
Electricité industrielle

Lire
la suite
>>>

Portraits de femmes (suite)

<<< début tion évoluer en tant que femme dans l'industrie, par rapport au regard de ses collègues masculins : « Au début, quand les hommes me voyaient débarquer en tant que très jeune femme dans ce milieu essentiellement masculin, tous les regards se tournaient vers moi. Ça jetait un froid, quelle pression ! Mais je n'ai jamais senti de malveillance. C'était simplement inhabituel de voir une jeune femme dans ce milieu. Aujourd'hui, c'est davantage passé dans les mœurs. D'ailleurs, mon métier n'a rien de spécifiquement masculin, il pourrait y avoir plus de femmes dans cette filière, sans problème. »

KARINE GORNET,

soudeuse
chez **Fives Cryo**
à Golbey

« Je suis passée de la déco à la soudure »

C'est une reconversion totale qui a amené Karine Gornet à devenir soudeuse spécialisée, une profession où elle s'épanouit depuis 17 ans. Elle vient de passer leader. Formée à l'école hôtelière de Gérardmer, Karine Gornet a d'abord travaillé comme serveuse au Luxembourg, puis en France. « C'était compliqué, je manquais d'expérience, je faisais beaucoup d'heures et j'étais mal payée. » Devenue vendeuse, elle est embauchée dans un magasin de luminaires, où elle évolue en tant que manager, jusqu'à ce qu'elle perde son emploi suite à la décision du propriétaire de céder son affaire. Pôle emploi lui présente les possibilités de reconversion via une formation à l'Afpa, dont celle de soudeuse. « Je ne savais même pas ce qu'était une meuleuse, ni la soudure ! Je venais d'un magasin de déco où j'allais travailler habillée BCBG en petits talons. A l'Afpa, c'était compliqué car j'étais la seule femme et il n'y avait même pas de vestiaire pour les femmes. Mais je me suis dit deux choses : d'une, si ça ne me plaît pas au bout d'une semaine, je me dirige vers une autre formation ; et de deux, si je continue, je sortirai première ! » Six mois plus tard, Karine Gornet sort première de sa formation. Elle trouve tout de suite un poste à **Fives Cryo** (anciennement Nordon Cryogenie), à Golbey dans les Vosges, une entreprise qui fabrique des échangeurs de chaleur en aluminium brasé pour l'industrie de l'énergie. C'était il y a 17 ans. « Ce qui m'a plu, c'est de réussir là où il n'y a pas de femmes. Nous ne sommes que deux dans une équipe d'une centaine de soudeurs. Au début, j'ai eu droit à quelques remarques ou blagues sur les femmes en cuisine de la part de l'ancienne génération. Mais ça va, j'ai de la répartie ! » Elle aime

« L'industrie est un monde où on apprend beaucoup, il y a des débouchés, des salaires attractifs et des possibilités de carrière. »

Carole Frigelli, formatrice
productique



© Arnaud Bantquin



© Arnaud Bantquin

« Ce qui m'a plu, c'est réussir là où il n'y a pas de femmes. »

Karine Gornet, soudeuse
à Fives Cryo

l'ambiance dans l'atelier où elle a parfaitement trouvé sa place. Sa spécialité, « apporter du métal sur une matrice », réclame « beaucoup de précision, de finesse et d'endurance », car il faut « meuler, taper, porter des charges et supporter un équipement de protection épais et lourd, ainsi que la chaleur de l'atelier ». Un métier assez physique, qui lui plaît toujours. Karine Gornet vient d'ailleurs de se voir confier davantage de responsabilités et supervise aujourd'hui cinq personnes.

CAROLE FRIGELLI,

formatrice productique
au pôle formation UIMM Lorraine
à Yutz

« Ça sortait de l'ordinaire »

Carole Frigelli est formatrice productique au pôle formation UIMM Lorraine à Yutz (Moselle). « L'industrie, c'est un monde avec des métiers diversifiés. On y apprend beaucoup et il y a des débouchés, des salaires attractifs et il est possible d'évoluer en suivant des formations et spécialisations. » C'est à l'issue de la classe de troisième que Carole Frigelli choisit son orientation. « Le lycée technique des Grands Bois à Hayange avait ouvert

une section technique spéciale pour les filles titulaires d'un CAP ou d'un BEP, pour les attirer vers l'industrie. Je n'avais ni l'un ni l'autre, mais après un entretien, j'ai été acceptée dans cette section. » S'ensuit un bac F1, construction mécanique, puis un BTS productique. Elle poursuit avec un DUT techniques de commercialisation et complètera par la suite sa formation avec une année de spécialisation en QSE (Qualité Sécurité Environnement) en 2000. « J'ai toujours aimé bricoler, depuis que je suis enfant. Par la suite, l'usinage m'a plu, parce que cela sortait de l'ordinaire. Cela m'a permis de découvrir autre chose, différent de ce que j'avais l'habitude de voir. »

Aujourd'hui, Carole Frigelli forme des apprentis en usinage du bac pro au BTS. Elle leur enseigne la théorie des méthodes et moyens de production industrielle et la pratique, sur machines-outils en tournage et fraisage. Les domaines d'applications sont vastes, de l'industrie automobile au ferroviaire, en passant par l'aéronautique et bien d'autres. « Tout ce qui comporte des pièces », en métal ou autres. Elle est fière de voir la motivation et les résultats obtenus par ses apprentis, qui participent aux Olympiades des Métiers (ou Worldskills), le plus grand concours des métiers au monde, qui permet de mesurer ses compétences au niveau régional, national, puis face à d'autres jeunes professionnels du monde entier. « Sur les trois dernières compétitions, nous avons obtenu plus de dix médailles Grand Est, en tournage, fraisage, production industriel, mécatronique et chaudronnerie, dont huit en or, une médaille d'argent aux championnats de France et une médaille d'excellence aux championnats du monde. Ce qui prouve que nous offrons une formation de qualité ».

MARION ÉTIENNE,

directrice du développement
chez Numalliance
à Saint-Michel-sur-Meurthe

« Il existe une vraie ouverture d'esprit dans le monde industriel »

Marion Étienne travaille sur le site vosgien de Numalliance, groupe international de 400 salariés. Elle voulait s'établir au Pérou, mais a finalement opté pour un poste à responsabilités en France, à l'âge de 24 ans.

Son parcours commence avec un bac S, suivi d'une école de management à Grenoble, option finances et marketing. Après un an d'études en Erasmus à Madrid où elle perfectionne bien sûr son espagnol, Marion Étienne y travaille un an comme analyste financière et enchaîne avec un master en entrepreneuriat, puis se rend au Pérou pour un stage de fin d'études. « Je travaillais au développement de l'entreprise, comme bras droit du

« Cela nécessite parfois de l'impertinence : il faut oser ! Et défendre un projet avec conviction pour être innovant. »

Marion Étienne,
directrice du développement
chez Numalliance

Lire la suite
>>>

Portraits de femmes (suite)

<<< début *dirigeant. Il voulait m'embaucher et j'avais un projet. Mais mon papa, qui est fondateur de Numalliance, m'a appelée à la rescousse. »* À l'âge de seulement 24 ans, Marion Étienne arrive sur le site de Numalliance à Saverne « *pour gérer le rattachement d'une nouvelle entité au groupe* ». C'était il y a sept ans. Aujourd'hui, à Saint-Michel-sur-Meurthe (Vosges), un site de 180 salariés, sa mission est de « *racheter des entreprises, concurrentes ou partenaires, aux savoir-faire complémentaires à ceux de Numalliance et les intégrer au groupe, afin d'en assurer le développement* ».

Numalliance fabrique des machines et îlots robotisés pour tous secteurs industriels. Un domaine très technique, mais dont l'approche est « *facilitée par une équipe de techniciens passionnée qui sait rendre son domaine accessible* », souligne Marion Étienne. Si elle a le sentiment qu'une femme doit « *un peu plus faire ses preuves* » dans le monde de l'industrie, en tant que femme ou « *filles de* », elle apprécie aussi « *l'ouverture d'esprit* » qui y règne ainsi que les opportunités de carrière, pour les femmes comme pour les hommes. Son métier exige d'être innovant pour assurer le développement de Numalliance à l'international. « *Cela nécessite parfois de l'impertinence : il faut oser ! Et défendre un projet, avec conviction, pour être innovant.* »

« J'ai toujours aimé ce qui est manuel et j'aime nourrir ma curiosité. »

Océane Lecer, contrôleuse qualité chez Cordm

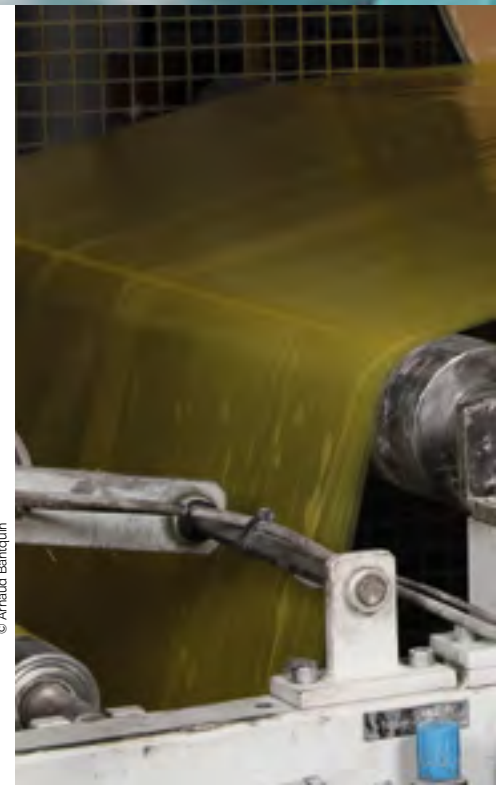
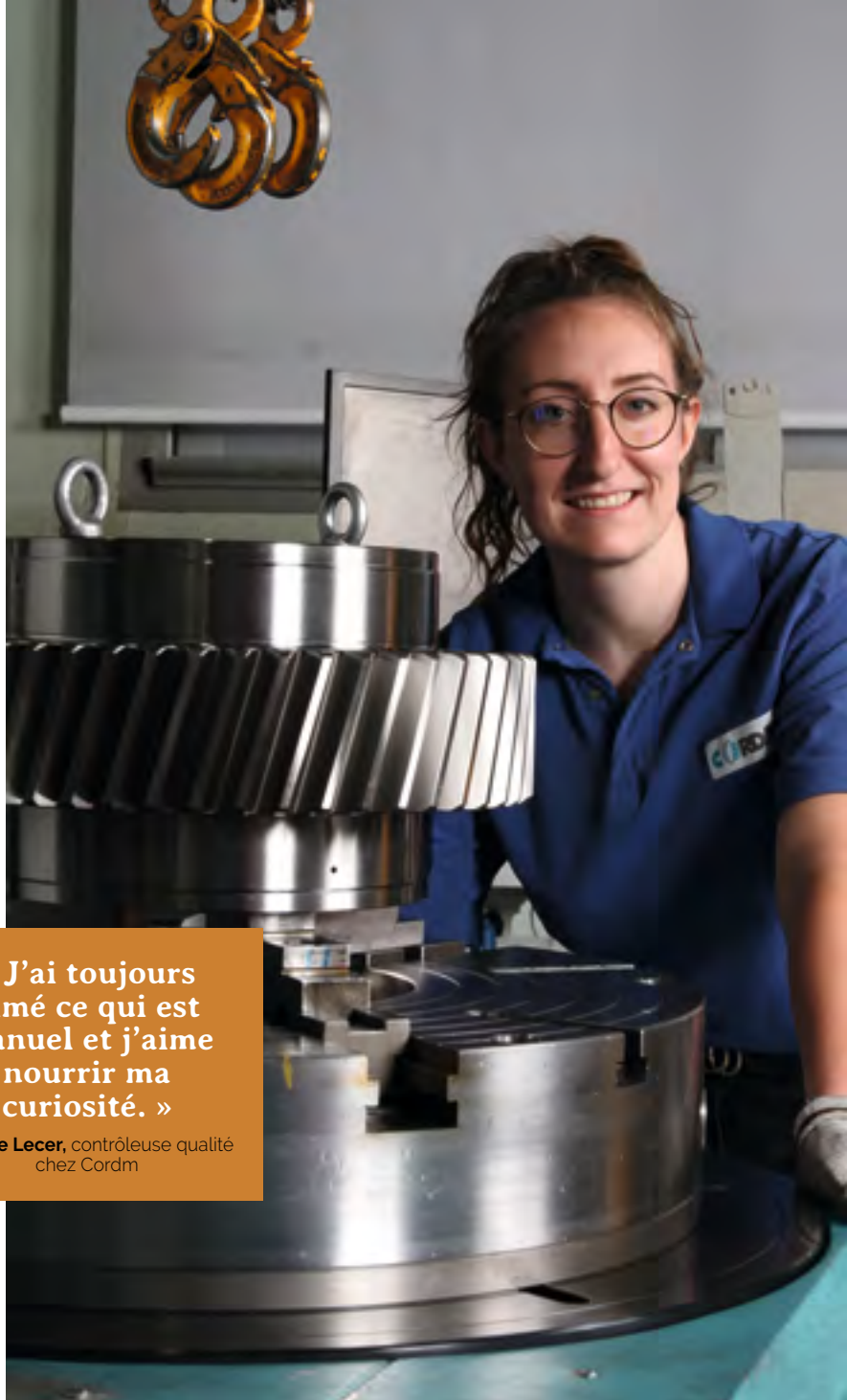
OCÉANE LECER,

contrôleuse qualité
chez Cordm à Verdun

« Je suis la première femme de mon entreprise à être embauchée dans l'atelier »

Océane Lecer travaille dans une entreprise qui fabrique des engrenages. Mais au départ, la jeune femme voulait travailler dans le secteur de la santé. Avec un bac sanitaire et social en poche, elle voulait devenir infirmière. Aujourd'hui, Océane Lecer contrôle des pièces d'engrenages destinées à des éoliennes, des trains ou du concassage. « *Je contrôle les pièces entre les étapes de production, pour m'assurer de leur conformité et ne pas poursuivre la production d'une pièce qui n'est pas conforme.* » Elle travaille à Cordm à Verdun depuis octobre 2020.

Immobilisée trois mois suite à un accident de voiture durant sa préparation au concours d'infirmière, elle manque



l'épreuve d'entrée à l'école. Pôle emploi lui propose de participer à une journée de découverte des métiers de l'industrie. La jeune femme de 22 ans se lance, avec une mise à niveau professionnelle qui lui permet de suivre trois mois d'apprentissage en usinage, puis enchaîne avec un bac professionnel de technicien en usinage avant d'arriver dans l'entreprise verdunoise. « *Ce qui m'a plu, c'est de voir toutes les possibilités de transformation à partir d'une pièce brute.* » Elle est aussi la première femme à être embauchée dans l'atelier de Cordm. « *Je suis une collègue comme une autre. Il n'y a pas de différence.* » Elle se plaît à son poste et voit déjà plus loin : « *J'aimerais bien par la suite découvrir le bureau des méthodes, où l'on conçoit et fournit les outils nécessaires à la production.* » Elle a découvert tout un monde bien différent de ce qu'elle imaginait : « *Quand j'étais à l'école, pour moi l'usine c'était du travail à la chaîne sans pause et sous les ordres. Aujourd'hui, je fais un travail tout à fait normal, qui peut aussi être une passion, où l'on a le droit à des pauses et où l'on peut travailler de manière autonome. J'ai toujours aimé ce qui est manuel et j'aime nourrir ma curiosité.* »

© Arnaud Bantquin



« La partie management me plaît beaucoup. Il est nécessaire de savoir écouter, décider, parfois rapidement, donner une direction à son équipe. »

Solenn Denic, responsable du développement et de la production SMC chez Mea Industries

SOLENN DENIC,

responsable du développement et de la production SMC
chez **Mea Industries**
à Saint-Dié-des-Vosges

« J'avais envie de travailler dans l'industrie »

Ingénieure en sciences des matériaux, Solenn Denic envisageait depuis ses études de travailler dans l'industrie. Elle est aujourd'hui en charge du développement et de la production SMC (Sheet Moulding Compound), un procédé qui permet d'obtenir des pièces via un moulage par compression. « **Lors de mes études, j'avais envie de travailler dans du concret, de pouvoir voir le fruit de mon travail.** » À l'issue de sa maîtrise de chimie, Solenn Denic avait le choix entre poursuivre vers un DEA et exercer dans la recherche ou dans l'enseignement, ou opter pour un DESS. Son envie de travailler dans l'industrie l'emporte « *pour être sur le terrain* ». Ce sera un DESS Sciences des matériaux. Voilà 16 ans qu'elle occupe ce poste à **Mea industries**, à Saint-Dié-des-Vosges (une entreprise spécialisée dans la fabrication et la distribution de systèmes de drainage des eaux pluviales et d'assainissement de l'air, ainsi que de cours anglaises). Ses missions sont très variées et comportent aussi bien des aspects liés à la sécurité, à l'approvisionnement en matières premières, qu'à la production et au management. « *La partie management me plaît beaucoup. Il est nécessaire de savoir écouter, décider, parfois rapidement, donner une direction à son équipe. Et sur la base de données techniques et d'un savoir-faire, présenter des arguments à la direction du site et à celle du groupe. Pour cette partie là, il faut être persuasif, maîtriser sa pensée et ses arguments, être fort en communication pour pouvoir obtenir des financements pour mener à bien la mission.* » Solenn Denic dirige une équipe de six personnes. « *Les enjeux sont importants car nous travaillons sur un process complexe avec un produit très sensible, une matière vivante dont la consistance évolue dans le temps.* » Les compétences requises sont étendues, puisqu'elle doit « *maîtriser la qualité des matières premières, les paramètres et la formulation chimique, les paramètres physiques et mécaniques* » de la ligne de production. Si Solenn Denic devait donner un conseil à une jeune recrue, ce serait celui-ci : « *Il faut à la fois être confiant dans ses compétences techniques et ses capacités intellectuelles, tout en faisant preuve d'humilité et en respectant le savoir-faire d'autrui et en motivant son équipe.* »

© Arnaud Bantquin

Lire
la suite
>>>



© Amaud Bantquin

<<< début

FIORINA PEUGNET,

apprentie électrotechnicienne
chez **Aserti Motion** à Maxéville

« J'avais besoin de pratique, de travailler,
pas de rester sur une chaise »

« **A**ujourd'hui, je fais de la réparation de servomoteurs industriels. » Fiorina Peugeot prépare un BTS Electrotechnique en alternance. « J'ai d'abord été dans un lycée général, mais cela ne me plaisait pas tellement. J'avais besoin de pratique, de travailler, pas de rester sur une chaise », sourit-elle. Elle tente l'informatique, mais la filière ne lui plaît pas. C'est un bac professionnel en électricité qu'elle choisit finalement. Fiorina Peugeot a découvert l'électricité à la faveur d'un stage de découverte en entreprise, alors qu'elle était élève de seconde. « Au bout des trois semaines, le patron m'a proposé de faire un apprentissage en alternance. Il disait que j'avais des mains de fée, que je travaillais beaucoup et très bien ! » Portée par ces encouragements, la jeune femme poursuit sa formation plus motivée encore. « J'ai travaillé deux ans en alternance, essentiellement sur des installations chez des particuliers. J'ai- mais beaucoup ça et mon patron m'a encouragée à me diversifier, à aller travailler dans d'autres entreprises pour enrichir mes connaissances. » Elle poursuit avec une prépa BTS sur une année, puis un BTS Electrotechnique, tout en travaillant en alternance deux semaines par mois

à **Aserti Motion** à Maxéville, où elle répare des servomoteurs industriels. Elles sont deux filles dans une équipe de neuf. L'ambiance est bonne et le travail l'intéresse. « Mais l'électricité me manque. » Il lui reste deux ans pour décrocher son BTS. « On verra bien. Si je l'ai, je compléterai avec une licence Electrotechnique, où j'aurai l'occasion d'approfondir aussi mes connaissances en électricité. Sinon j'irai travailler. Je n'ai pas envie de m'éterniser dans les études ! » Quant au métier de ses rêves, elle n'en sait rien pour le moment. Fiorina Peugeot n'a que 18 ans. L'élec-

tricité lui plaît, parce qu'elle réclame « une grande concentration » et de la précision pour pouvoir travailler en sécurité. Pour la suite, Fiorina verra en temps voulu.

« Mon patron
m'a encouragée
à enrichir
mes connaissances
dans d'autres
entreprises »

Fiorina Peugeot, apprentie
électrotechnicienne
chez **Aserti Motion**



Isabelle, *Assistante
administration des ventes*



Simon-Pierre, *Ingénieur
projets industriels*



Akim,
Technicien outillage



Benjamin, *Responsable
ordonnancement-logistique*



Sonia, *Conductrice de
ligne de rectification*



Élodie, *Conductrice de
ligne de presse transfert*



Hasan,
Responsable maintenance



Florian, *Usineur sur
commande numérique*



Jean-Marc, *Préparateur
sous-traitance*



Dominique,
Référent Qualité Produits



Angélique,
Acheteuse



Grace,
Développeuse ERP

L'industrie chez GRIS :

Des 🧑 et des 🧑 qui ont trouvé leur place aussi bien dans
des métiers techniques que des fonctions supports !

Et toi, c'est quoi ton projet ?





DOSSIER

Attention, transformations en cours !

L'industrie lorraine est en pleine mutation. Les entreprises ont bien compris qu'il fallait profiter des incontournables transformations numériques et environnementales pour affronter l'avenir et assurer leur développement. PME comme grands groupes sont dans la course. Des transitions engagées souvent à vitesse grand V.



INDUSTRIE 4.0

Transition numérique : la formule gagnante

Les entreprises **Renz**, **Aprex Solutions** et **Câbleries Lapp** sont engagées dans des projets faisant appel à l'innovation technologique et numérique. Cela se concrétise par le développement et la commercialisation de solutions et de produits innovants à forte valeur ajoutée. La technologie est aussi mise à profit pour optimiser les process et autres méthodes de travail en interne. Des stratégies de **transition numérique** au sein desquelles, les hommes ont toute leur place.

Par Fabrice Barbian

Renz

Innover et se réinventer

C'est ce que fait le groupe familial européen, **Renz**. Spécialisé dans la fabrication de boîtes aux lettres et de boîtes à colis, il a repensé son offre afin de s'adapter aux évolutions de son marché marqué par la baisse continue du volume du courrier et le boom du e-commerce. « En 2014, le chiffre d'affaires de la vente en ligne était de 57 milliards d'euros. En 2020, il a atteint 112 milliards. Et 86 % des acheteurs plébiscitent la livraison à domicile », précise **Alain Fischer**, le gérant du site mosellan de Renz, situé à Woustviller (100 collaborateurs, 20 millions de chiffre d'affaires). Si l'e-commerce se développe, les infrastructures adaptées à la livraison à domicile sont à parfaire. Une brèche dans la chaîne de distribution, dans laquelle s'est engouffré Renz pour développer ses *Intelligent boxes* : my-RENZbox.

Open innovation

Renz a injecté de l'innovation et digitalisé ses boîtes en s'appuyant sur l'expertise de la startup suédoise **Combi-Plate** rachetée par le groupe en 2010. « L'ambition : passer d'un mode de fonctionnement reposant sur des boîtes aux lettres mécaniques individuelles mono-usage à des boîtes connectées, mutualisées et multi-usages », résume **Thierry Supernat**, directeur R&D chez Renz France. Innovante sur le plan technologique.

La stratégie « de rupture » déployée l'est aussi en termes de méthode. L'accent est mis sur l'open innovation et l'agilité. Renz « co-construit » ses solutions avec ses clients, ses fournisseurs et même ses concurrents afin de répondre à de multiples besoins (boîtes à colis réfrigérées, par exemple) et de développer des solutions universelles et intelligentes. Exemple : afin de garantir des livraisons du premier coup, le système d'identification qui donne accès aux boîtes

à colis à tous les fabricants adhérant au GIE Open, au bénéfice des livreurs référencés, des commerçants de proximité et coursiers locaux aux expressistes nationaux.

À la conquête de nouveaux marchés

« Depuis 2017, nous avons équipé 10 000 logements dans du collectif et des résidences étudiantes et seniors », précise **Christelle Chevalier**, attachée communication. Au-delà de ce marché traditionnel, avec myRENZbox, le groupe est aussi parti à la conquête des collectivités, des commerces de proximité, des bureaux, avec des solutions de *click&collect* innovantes et adaptées. Pour favoriser cette croissance, le site mosellan qui dispose de 6 400 m² d'espace (bureaux, ateliers, stockage...) porte un projet d'extension de 1 200 m².

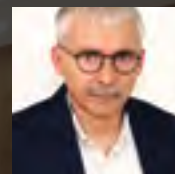
Renz a dû repenser toute son offre car « 86 % des acheteurs plébiscitent la livraison à domicile ».

Alain Fischer, gérant du site mosellan de Renz



« L'ambition : passer de la boîte aux lettres mécanique privative mono-usage à des boîtes connectées, mutualisées, multi-usages. »

Thierry Supernat, directeur R&D chez Renz France.



© DR



Aprex Solutions

Analyse d'images au bénéfice de l'industrie

« Aprex Solutions transforme des images et des vidéos en données techniques et scientifiques », résume Romain Baude, cofondateur, avec Mikaël Désécures, de cette entreprise fondée en 2017 et sise à Nancy. Plus concrètement, Aprex Solutions a développé une suite logicielle, **AX Vision**, intégrant des modules de contrôle-mesure 2D et 3D et d'intelligence artificielle, qui permet aux industriels d'optimiser le contrôle-qualité et la gestion des procédés de fabrication. Évolutives et personnalisables, ces solutions qui cumulent les avantages en termes de fiabilité et de robustesse, ont déjà séduit de nombreux clients actifs dans l'agroalimentaire,



© Clotilde Verdenal/L'Œil Créatif

l'automobile ou bien encore la plasturgie.

Ce que l'œil ne peut voir

« AX Vision permet par exemple, de détecter des micro-déchirures sur des bouchons en plastique défilant à grande vitesse sur une chaîne de production. Ce que l'œil humain est

« AX Vision permet de détecter des défauts de l'ordre du micron. Ce que l'œil humain ne peut pas faire. »

Mikaël Désécures (à gauche) et Romain Baude, cofondateurs d'Aprex Solutions

incapable de faire. Dans un registre différent, la solution est déployée chez un industriel spécialisé dans la fabrication de fibre optique afin de détecter des défauts de surface de fibre de verre », détaille Romain Baude non sans préciser qu'au-delà de l'industrie, Aprex Solutions accompagne aussi des centres de recherche dans

Lire la suite >>>

Transition numérique : la formule gagnante (suite)

<<< début l'analyse de leurs données d'imagerie pour des études dans les domaines comme la fusion nucléaire, la mécanique des fluides, la fabrication additive... Pour accélérer sa croissance, l'entreprise qui emploie une dizaine de collaborateurs, a opéré une levée de fonds de 1 million



Apres Solutions sert par exemple à détecter des micro déchirures.

d'euros, en 2020. S'adressant aux industriels locaux comme aux grands groupes, Apres Solutions rayonne déjà à l'international.

Câbleries Lapp

Un suivi de production en temps réel

« Notre ambition est de devenir le meilleur producteur de câbles en Europe », annonce d'emblée **Stéphane Kaczmarek**, le directeur général des Câbleries Lapp (CLF), entreprise sise à Forbach. Pour y parvenir, le groupe familial (4 500 employés, 20 sites de production dans le monde) qui fabrique des câbles, des fils, des connecteurs industriels et des accessoires de câble pour la plupart des

domaines industriels, est engagé dans une ambitieuse démarche d'Industrie 4.0. « Elle s'articule autour de cinq grands axes : le design produits, le contrôle et le suivi, les opérations liées à la fabrication, le service (intégration-maintenance) et l'organisation du travail. La stratégie se déploie par étapes successives et s'accompagne d'investissements en matière de nouvelles technologies et d'innovations », précise **Éric Lebert**, directeur technique de CLF.

L'humain au cœur de la stratégie

Dans ce cadre, depuis 2017, la société mosellane développe son système de suivi de production en temps réel (Manufacturing Execution System, MES) qui vise à optimiser la performance opérationnelle (et industrielle) en s'appuyant, entre autres, sur des systèmes optimisant la rela-

Le groupe Câbleries Lapp fabrique des câbles, des fils, des connecteurs et des accessoires de câble pour la plupart des domaines industriels.



tion et les interactions homme-machine. Ce support est à la fois adapté au terrain (et pas l'inverse), instantané avec des remontées en temps réel, collaboratif et interactif. La prochaine étape vise à enrichir cette « interactivité » avec des solutions digitales qui soient aussi « prédictives ». « Pour évoluer ensuite vers des machines et des systèmes capables de s'auto-corriger et de réaliser de l'auto-apprentissage », précise Stéphane Kaczmarek qui insiste sur le fait que cette richesse technologique ne vise en aucun cas à remplacer les femmes et les hommes. « À titre personnel, je ne souhaite pas d'un monde dominé par les machines. Ma vision de l'Industrie 4.0 reste totalement concentrée sur l'humain » conclut le dirigeant de CLF qui emploie 250 collaborateurs et réalise plus de 100 millions de chiffre d'affaires annuel.

FB



« Nous évoluerons ensuite vers des machines et des systèmes capables de s'auto-corriger et de réaliser de l'auto-apprentissage. »

Stéphane Kaczmarek, DG des Câbleries Lapp

Programme **CONVERGENCE**

Conçu par l'UIMM Lorraine

Formation active + collaborative sur projet industriel

L'UIMM Lorraine a créé le Programme Convergence. Ce dispositif, qu'elle a confié à la SSETI, allie conseil et formation opérationnelle sur un projet industriel réel.

Pour gagner en performance, les formations classiques, et les missions de conseil sont souvent jugées comme trop théoriques et trop chères. Le Programme Convergence certifie la qualité des intervenants et permet une mise en œuvre concrète des outils et méthodes d'amélioration continue au sein d'une industrie lorraine. En associant une entreprise qui souhaite réaliser un projet industriel à d'autres industriels qui souhaitent se former, ce dispositif permet également de réduire et partager les coûts.

Jouer collectif, c'est bon pour la performance !

- | | | |
|----------|--|--|
| 1 | UN PROGRAMME OPÉRATIONNEL
au sein d'un site industriel. | |
| 2 | FINANCIÈREMENT ACCESSIBLE
grâce à des coûts mutualisés. | |
| 3 | UN DISPOSITIF COLLABORATIF
avec un expert et d'autres industriels. | |

ACCUEILLIR UN PROJET

Cédric LEBOSSE

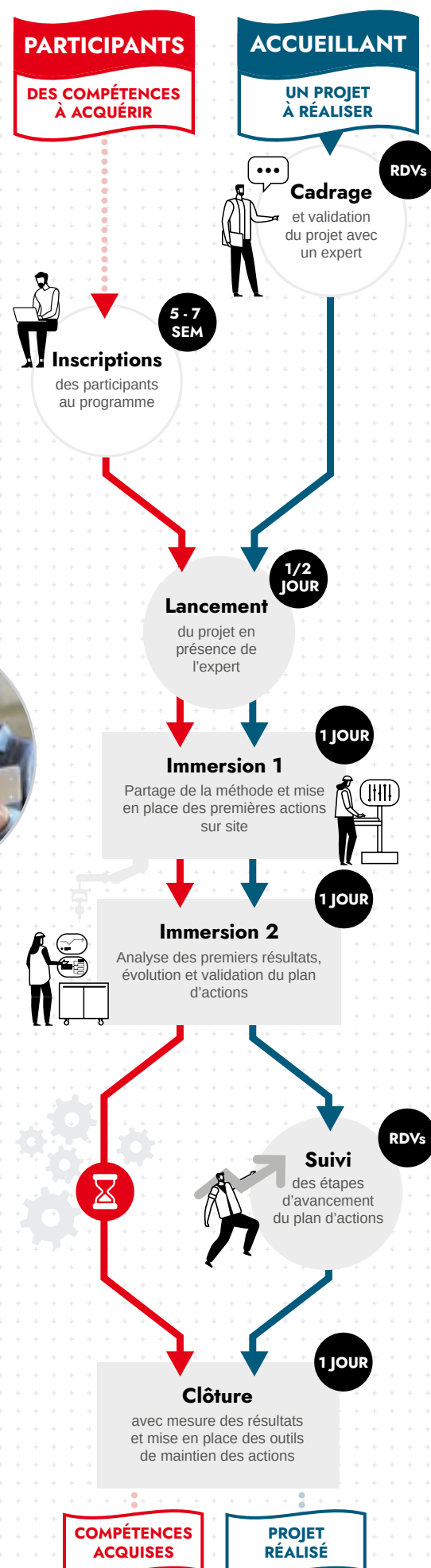
Responsable du pôle performance industrielle de l'UIMM Lorraine

✉ clebosse@uimm-lorraine.fr
☎ 03 87 78 78 49

PARTICIPER À UNE FORMATION

Connaître les dates et thématiques des sessions programmées :

✉ formation@sseti.fr
☎ 03 87 74 34 19



Conçu par



Porté par



ENVIRONNEMENT

La transition énergétique est leur nouveau terrain de jeux

Accélérer la transition énergétique est un enjeu majeur. Les entreprises **Gaming Engineering, Trane et Garrett France** développent des solutions innovantes qui participent à réduire les émissions de CO₂ et à limiter la facture énergétique. Si l'industrie régionale est impliquée dans le développement de technologies nouvelles plus respectueuses de l'environnement, ce dynamisme profite aussi au territoire avec des investissements et des emplois.

Par Fabrice Barbian



Gaming Engineering

Repenser les matériaux

Afin de produire des véhicules toujours plus « verts », les constructeurs travaillent sur des architectures multi-matériaux visant à alléger le poids des voitures. Cela implique de devoir, aussi, réinventer de nouvelles méthodes d'assemblage. De grands groupes se positionnent sur ce marché d'avenir mais également une jeune startup lorraine (créée en décembre 2017) installée en Meuse : **Gaming Engineering**. Spécialisée dans la conception et la fabrication de composants de fixation en grandes séries, elle a de sacrés atouts à faire valoir. « Les solutions proposées par les grands acteurs impliquent des investissements très importants car elles nécessitent de développer des process pour chacun des mix-matériaux utilisés. Notre solution permet l'assemblage de tous les matériaux sur les lignes d'assemblages actuelles. Donc nul besoin de révolutionner les usines pour engager la production de véhicules propres. De plus nos technologies facilitent à la fois la réparation et le recyclage optimisés des

matériaux lors du désassemblage du véhicule. Pour matérialiser nos innovations et être compétitif nous avons développé un process industriel spécifique. Pour résumer, notre offre est innovante, attractive en termes de coûts, agile et globale », explique **Maxime Grojean**, fondateur et président de Gaming Engineering.

Des constructeurs sont intéressés et impliqués dans des plans qualification qui visent à introduire les innovations de Gaming Engineering sur leurs prochaines générations de véhicules. Ces procédures restent longues, plusieurs années, mais le savoir-faire reconnu de la startup qui s'appuie sur une équipe d'une quinzaine de collaborateurs, permet d'envisager un avenir positif. « Nos innovations dans les process de la frappe à froid nous ont déjà permis de décrocher des contrats, notamment pour Volvo et d'autres clients de référence », précise le dirigeant qui préside également la **French Tech East**.

La PME s'apprête d'ailleurs à lancer la construction d'un nouveau bâtiment, à Commercy afin de se donner les moyens de sa croissance. Le marché de l'industrie automobile est colossal mais les technologies de Gaming Engineering sont adaptables



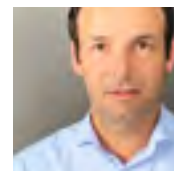
« Nul besoin de révolutionner les usines pour engager la production de véhicules propres »

Maxime Grojean, fondateur et président de Gaming Engineering



« Rendre les véhicules toujours plus propres et moins carbonés ne peut se réduire à une seule technologie compte tenu de la diversité des exigences. »

Ludovic Thiriet, président de Garrett Motion France



© DR

à d'autres industries comme l'aéronautique. « *Nous nous concentrons sur l'automobile afin de concrétiser notre modèle et nous élargirons notre champ d'actions à mesure de nos succès. Le challenge reste fort !* », conclut Maxime Grojean.

Garrett Motion France

Des technologies innovantes dédiées à l'automobile

Innovation et recherche sont aussi les moteurs de Garrett Advancing Motion (7 500 salariés). Ce groupe d'envergure mondiale est également spécialisé dans les technologies innovantes pour l'industrie automobile, notamment le turbocompresseur. Il a déployé une stratégie visant à déve-

lopper des solutions de pointe pour les véhicules électriques et connectés. « *L'ambition de Garrett est d'accompagner la transition écologique en apportant des solutions performantes et différenciées car rendre les véhicules toujours plus propres et moins carbonés ne peut se réduire à une seule technologie, compte tenu de la diversité des exigences et des utilisations finales* », précise **Ludovic Thiriet**, président de Garrett Motion France, implanté à Thaon-les-Vosges.

Le site lorrain qui emploie plus de 600 salariés est un maillon important de la stratégie de croissance du groupe. « *Nous rassemblons sur un même site une unité de production et un centre de R&D qui abrite un centre d'expertise électronique. Les ingénieurs y travaillent sur l'électrification des turbos et compresseurs pour*

véhicules hydrogènes ou hybrides », précise **Lorrain Sausse**, directeur engineering du site vosgien. Cette dynamique conduit à des investissements et des partenariats. Le meilleur exemple en est le projet EE-Lab bénéficiant du soutien de France Relance, qui vise à tester et développer ces nouvelles technologies et notamment les contrôleurs nécessitant des outils et instruments high-tech dans les domaines de l'électrotechnique et l'électronique de puissance. « *Ces innovations s'accompagnent d'une montée en puissance et en compétences des équipes, conduisant à de nombreux recrutements. L'engouement européen (de l'industrie automobile notamment) pour les technologies liées à l'hydrogène, est de bon augure pour l'avenir et le développement du site* », précise Ludovic Thiriet. Autre motif de satisfaction : le premier se-

Lire
la suite
>>>

La transition énergétique est leur nouveau terrain de jeux (suite)

<<< début mestre 2021 a été marqué par une forte reprise de l'activité des constructeurs automobiles. En ce qui concerne l'écosystème lorrain de l'hydrogène, il est important de rappeler que la Région Grand-Est soutient activement le développement d'une filière en la matière.

Trane

Solutions de chauffage-climatisation plus propres et moins énergivores

Trane qui est l'un des leaders mondiaux dans les systèmes de chauffage, ventilation et climatisation emploie un peu plus de 1 000 collaborateurs en France dont 680 à Golbey et Charmes. C'est dans les Vosges que sont installés les deux sites de production français du groupe, le premier se chargeant de confectionner les composants qui sont assemblés dans le second.

En collaboration avec ceux des États-Unis, de la Chine et de l'Inde, les sites lorrains sont impliqués dans les innovations portées par le groupe. « Depuis 2017, un plan doté de 500 millions de dollars est déployé afin de réduire notre impact environnemental mais aussi de développer toute une gamme de produits plus propres et moins énergivores », explique **Pierre Cazal**, le président de Trane SAS, l'entité en charge de la distribution et du commercial. Il s'agit de satisfaire à des exigences réglementaires, notamment européennes, mais également de faire de ces « contraintes » de réelles opportunités de développement.

Objectifs atteints avec l'élaboration de gammes de produits utilisant des fluides frigorigènes de nouvelle gé-

nération affichant des propriétés environnementales bien supérieures aux précédents. « Cela s'est aussi accompagné de solutions innovantes et performantes visant à valoriser les énergies. Par exemple, pour l'hôtellerie, l'une de nos solutions permet de récupérer l'énergie dégagée par la production de froid destinée à alimenter la climatisation des chambres pour chauffer la piscine de l'établissement », explique le dirigeant.

Toujours au registre des nouveautés mais sur un plan plus commercial cette fois, Trane a développé une offre dans le domaine de la location

de machines visant à couvrir des besoins spécifiques en refroidissement et en chauffage : patinoire temporaire, test grandeur de processus pour de nouveaux locaux industriels... Outre l'innovation et la meilleure prise en compte de l'environnement, les investissements dont profitent les sites vosgiens visent aussi à hisser le niveau de compétences de l'ensemble du personnel. « Une quête d'excellence qui participe à fidéliser nos clients », résume Pierre Cazal.

FB

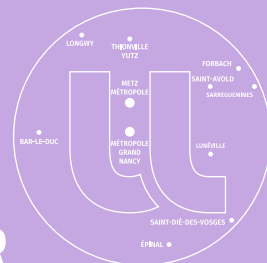


© Jérôme Baudin



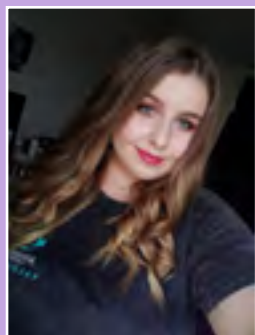
« L'une de nos solutions permet de récupérer l'énergie dégagée par la production de froid (climatisation) pour chauffer la piscine d'un hôtel. »

Pierre Cazal, le président de Trane SAS



« CES FORMATIONS M'ONT PERMIS NON SEULEMENT DE TROUVER MA VOIE MAIS ÉGALEMENT DE DÉCOUVRIR UN MONDE QUI M'ÉTAIT TOTALEMENT INCONNU. »

PARCOURS DE FORMATIONS EN ALTERNANCE DANS L'INDUSTRIE



Chloé Milot,

Étudiante en licence professionnelle
métallurgie et traitement
des alliages à l'IUT de Metz.

Apprentie technicienne
de recherche spécialisée
dans les matériaux réfractaires
utilisés en aciérie au centre
de R&D ArcelorMittal
à Maizières-Lès-Metz.

POURQUOI AVOIR CHOISI UNE FORMATION DANS L'INDUSTRIE ?

Pour être honnête jamais je n'avais imaginé un jour m'orienter dans le monde de l'industrie et mon entourage non plus. C'est arrivé totalement par hasard et j'en suis aujourd'hui très heureuse. Initialement je voulais travailler dans le domaine des cosmétiques, c'est pourquoi je me suis inscrite pour réaliser un Diplôme Universitaire et Technologique Chimie à l'IUT de Saint-Avold dès que j'ai obtenu mon baccalauréat. J'ai toujours été intéressée par la science et notamment la chimie, c'était pour moi un choix logique de poursuivre dans cette voie. C'est durant ce DUT que j'ai découvert la science des matériaux, notamment grâce à mes professeurs qui sont pour la plupart chercheurs dans un laboratoire spécialisé dans les matériaux à l'Université de Lorraine et ils m'ont fait aimer ce domaine. Je ne connaissais que très peu de choses au sujet des matériaux et encore moins au sujet de l'industrie, je n'avais en réalité jamais vraiment cherché à en apprendre plus à ces sujets.

Par la suite j'ai eu l'opportunité de réaliser ma seconde année de DUT en apprentissage et j'avais entendu parler du centre de recherche et développement ArcelorMittal à Maizières-Lès-Metz alors j'ai décidé d'envoyer spontanément ma candidature. C'est comme ça que je suis entrée dans le monde de l'industrie et je ne regrette absolument pas mes choix. J'ai intégré l'équipe spécialisée dans l'étude des matériaux réfractaires utilisés en aciérie et j'ai eu un véritable coup de cœur pour ce métier. Pour poursuivre dans cette voie, j'ai décidé de réaliser une formation de licence professionnelle Métallurgie, toujours en alternance dans cette même équipe afin acquérir des notions plus précises sur les métaux.

QU'EST-CE QUE CELA VOUS A APPORTÉ ?

Ces formations m'ont permis non seulement de trouver ma voie professionnelle mais également de découvrir un monde qui m'était totalement inconnu. Généralement le terme « industrie » reste assez flou aux yeux des gens, moi la première, on ne sait pas réellement à quoi s'attendre. Dans le cas de l'industrie métallurgique, je dois avouer que je n'imaginai pas qu'il existe une si grande variété de métiers et qui sont pourtant indispensables au bon fonctionnement des usines ! Comme je l'ai dit précédemment, j'ai eu un coup de cœur pour ce domaine et ce ne serait probablement jamais arrivé si je n'avais pas saisi l'opportunité de réaliser mes études en apprentissage. Je ne peux d'ailleurs que conseiller aux étudiants qui ont cette opportunité de le faire également. C'est un vrai plus pour un étudiant de se former tout en aillant un pied dans le monde pro et donc d'acquérir simultanément une expérience professionnelle.

QUELLE SUITE, PROJETS POUR VOUS ?

J'ai pour projet de poursuivre mon chemin au sein de l'équipe réfractaire du centre de recherche et développement ArcelorMittal. Dès septembre je débute un contrat d'intérim avec eux pour par la suite je l'espère rester pour une durée indéterminée. Ce sera pour moi une réelle fierté de débiter ma carrière professionnelle dans ce groupe. Et si les conditions sanitaires le permettent je serai amenée dans les prochains mois à partir en déplacement dans certaines usines ArcelorMittal pour être réellement au cœur de l'aciérie et avoir la possibilité d'observer les procédés de fabrications de l'acier de mes propres yeux.

« J'ai toujours été attirée par l'industriel, le côté très technique. Je pense même que c'est depuis mon enfance.

Ça m'a apporté beaucoup de technique, de prise d'assurance car on ne peut pas le nier que cela reste un monde avec peu de femme.

La suite après ma licence maintenant est de trouver un contrat de travail dans la maintenance. »

« La formation m'a permis de développer mes compétences opérationnelles, mon esprit d'équipe et mon autonomie. Elle m'a également permis de constater que contrairement aux croyances, les métiers de l'industrie ne nécessitent pas de porter un bleu de travail et d'avoir les mains sales. L'industrie est assimilée à tort à la pénibilité et à la saleté alors que ce domaine a connu une véritable évolution grâce, par exemple, à la modernisation des équipements.

Je trouve que l'industrie est un secteur en pleine transformation, dynamique et innovant. Il propose à chacune et chacun une très grande variété d'activités et de métiers ainsi que de nombreuses possibilités de parcours et de carrières.

Les opportunités sont variées. Compte tenu de mes intérêts, qualités et compétences, mon choix s'orientera de préférence vers le secteur de la métallurgie ou de l'industrie mécanique, dans un métier de conception ou de production. »

Manon Quintin

Étudiante en licence professionnelle
« Maintenance des Systèmes Industriels
de Production et d'Énergie »
à la Faculté des Sciences et Technologies (FST)
de Nancy, fait son apprentissage
chez Arcelor Mittal Centre R&O.

Marion Didailler

Étudiante en master 2 à l'Ecole Nationale
des Ingénieurs de Metz (ENIM),
fait son alternance
aux Usines CLAAS France.

En partenariat avec



Vous aussi vous souhaitez vous lancer ?

FORMATIONS.UNIV-LORRAINE.FR



L'AVIS DE... ALEXANDRE SAUBOT,

président de France Industrie

« Numérisation et décarbonation vont de pair »

Pour le président de France Industrie, la digitalisation industrielle est un levier de compétitivité mais aussi d'agilité et d'innovation sociale. Au même titre que la transition énergétique.

Propos recueillis par Stéphane Getto

Hors-Série La Semaine : L'industrie française est-elle bien armée pour affronter l'avenir sur ce terrain de la transformation numérique ?

Alexandre Saubot : La crise du Covid-19 a conduit en 2020 à une réelle accélération de la digitalisation du tissu industriel français. Depuis lors, la transformation numérique n'est plus une priorité mais une évidence qui s'impose comme la condition sine qua non du maintien de l'industrie en France et de sa compétitivité. Un des enjeux majeurs de la digitalisation est la maîtrise de la donnée. L'enjeu est d'accompagner les entreprises industrielles vers le numérique. L'effort doit notamment se concentrer sur les TPE et PME, qui constituent 90 % du tissu industriel du pays, et qui ont parfois des difficultés à saisir cet enjeu et ou à le financer. La digitalisation est un levier de ré-industrialisation et de compétitivité de nos entreprises, mais aussi d'agilité et d'innovation sociale.

Comment faire en sorte que le défi environnemental ne soit pas perçu comme un frein au développement de l'industrie ?

Loin d'être un frein au développement de l'industrie, comme on le prétend parfois, le défi environnemental constitue au contraire pour elle un tremplin, une opportunité. Parce que l'industrie est source des solutions pour les enjeux de demain : elle s'y engage de facto à fond avec un fort investissement en R&D avec comme objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050. L'industrie française a déjà notamment réduit ses émissions de 50 % entre 1990 et 2019. Par ailleurs la numérisation et la décarbonation vont de pair : c'est la question de l'efficacité énergétique. Et notons que

« Accompagnons les PME et les TPE à se transformer. »

Alexandre Saubot,
président de France Industrie

© DR

les industriels ont conscience de leur rôle et responsabilités au sein de la société et envers leurs clients, fournisseurs et investisseurs. Cela se traduit par une volonté de mettre en place des chaînes logistiques plus éthiques et durables, dans le cadre d'initiatives environnementales et sociales.

Comment faire en sorte que l'industrie trouve rapidement la main-d'œuvre nécessaire au redémarrage économique ?

Tout d'abord un constat. Nous sommes face à un problème de transmission des compétences et d'inadéquation entre l'offre de formation et la demande de besoins des em-

ployeurs. Il y a bien sûr toujours un manque d'attractivité de l'industrie avec une image de l'usine en décalage avec la réalité alors même que le numérique et la transition écologique transforment les métiers actuels. Pour y remédier, nous devons collectivement effectuer un travail d'amélioration de l'image et de l'attractivité de l'industrie. Il s'agit aussi d'adapter et de transformer l'offre de formation aux besoins réels du marché présents et futurs. Sans oublier de mener une réflexion sur les transformations profondes qu'apportent le numérique et la transition énergétique aux procédés industriels.



intelligent boxes

my
RENTZ
box

e-Conciergerie Rentz

Boîtes aux lettres & à colis connectées



+ de services à domicile...

- 📍 Réception jusqu'à 98% des colis issus du e-commerce, jusqu'aux courses alimentaires en boîtes réfrigérées
- 📍 Interopérabilité avec d'autres systèmes connectés du bâtiment : interphonie, écran de communication, etc...
- 📍 Livraison multi-opérateurs compatible  : expressistes, commerçants de proximité & coursiers locaux



Rentz appartient au mouvement de la French Fab
qui incarne

une industrie française innovante

l'ouverture au digital, aux nouvelles technologies
et à l'économie verte

www.rentzgroup.fr



INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les défis fous de Stellantis et Ineos

L'industrie automobile est en mutation. En Moselle, les sites de Stellantis et d'Ineos composent avec les attentes des consommateurs, les évolutions technologiques et réglementaires mais aussi les difficultés d'approvisionnement en matières premières, pour aller de l'avant et poursuivre leur route, sur un bon rythme.

Par Fabrice Barbian

« **U**ne première phase de transformation visant à installer deux nouveaux ateliers dédiés au ferrage (assemblage des pièces de carrosserie) et à la peinture est aujourd'hui terminée. Nous nous attachons désormais à opérer les modifications sur les futures lignes d'assemblage pour les adapter aux spécificités du Grenadier ; celles-ci devraient être opérationnelles dans le courant du quatrième trimestre 2021 », explique **Philippe Steyer**, président de l'entreprise Ineos Automotive SAS, à propos des évolutions en cours sur le site d'Hambach. L'usine assure toujours la production, pour Mercedes, de la Smart fortwo électrique mais se prépare, surtout, à lancer la production du 4x4 Grenadier d'Ineos. « Une fois les équipements opérationnels, débutera une phase de tests dite de "pré-série" qui s'accompagnera également de nombreux ajustements visant à optimiser les processus de fabrication. Si tout se déroule comme nous l'avons planifié, les premiers Grenadier seront produits d'ici un an », précise le dirigeant. Compte tenu de l'avancée du projet, le Grenadier n'est nullement impacté actuellement par la pénurie des matières premières mais la production de la Smart électrique a été ralentie à différentes reprises. La commercialisation du 4x4 d'Ineos pourrait donc débuter à la fin du second semestre 2022.

Le lancement sera mondial avec un focus tout particulier sur quelques grands territoires : Moyen-Orient, Europe, USA et Canada, Afrique du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande. « Le Grenadier affiche des aptitudes très performantes en termes de franchissement et de traction. Il s'adresse donc, prioritairement, à une clientèle qui a besoin d'un vrai 4x4 pour se déplacer ou travailler, car les conditions et les usages l'imposent », précise Philippe Steyer.

L'hydrogène comme alternative

Alors que Bruxelles a fait part de son intention d'interdire les moteurs thermiques et hybrides dès 2035, est-il envisagé de développer un Grenadier électrique ? « Les deux types de véhicules construits sur notre site industriel illustrent bien ma vision des choses. La Smart électrique qui a d'ailleurs été le premier véhicule électrique produit en série, avant même Tesla dont on parle beaucoup, a fait la preuve de sa pertinence car cette petite citadine urbaine évolue dans un environnement (la ville) et répond à des besoins (courts trajets) parfaitement compatibles avec la technologie électrique. Pour le Grenadier, l'électrique n'est pas une option. Un exemple tout simple, nous nous adressons entre autres à une clientèle d'ONG qui a besoin d'un 4x4 solide et fiable pour em-

prunter des pistes exigeantes partout dans le monde. Faire le plein de diesel ou d'essence dans ces contrées difficiles sera certainement plus simple que de trouver une borne de recharge », souligne le président d'Ineos Automotive qui plaide pour un peu moins de « dogmatisme » sur les questions liées à la mobilité du futur. Ne serait-ce que pour des considérations d'ordre « sociales » puisque les véhicules électriques en raison de leur coût ne sont pas encore accessibles à toutes les bourses.

« L'impasse électrique » n'empêche pas Ineos de travailler à l'élaboration de véhicules plus « verts » et un partenariat en ce sens a été signé avec le groupe coréen Hyundai particulièrement investi dans le développement des technologies liées à l'hydrogène. « La pile à combustible offre



© Julien Cresp

© DR



© DR

« La pile à combustible offre des alternatives. L'ambition d'Ineos étant d'être prêt lorsque le marché sera mature. »

Philippe Steyer, président de l'entreprise Ineos Automotive SAS à Hambach



« Au cours de l'été, nous avons porté notre capacité à 480 000 unités par an sur la ligne de production dédiée aux moteurs électriques. »

Marc Bauden, directeur du pôle industriel Stellantis Trémery-Metz



© Julien Cresp

des alternatives. Divers projets sont activés, l'ambition d'Ineos étant d'être prêt à lancer un Grenadier hydrogène lorsque le marché sera mature en termes d'infrastructures et d'attentes clients. D'ici sept ou huit ans, peut-être », conclut Philippe Steyer. Plus de 1 500 salariés travaillent actuellement sur le site mosellan d'Ineos à Hambach.

Le pôle Industriel Stellantis Trémery-Metz a engagé sa reconversion

« La reprise d'activité après le confinement de mars 2020 s'est bien passée, les équipes se sont mobilisées sur le plan sanitaire et sur le plan industriel pour permettre ce redémarrage après un temps d'arrêt exceptionnellement long. Très rapidement nous avons retrouvé nos marques et su répondre à la demande des clients. Nous restons prudents pour 2021, le Covid-19 est toujours d'actualité et les approvisionnements en plastique, en semi-conducteurs et en bois sont toujours très tendus. Nous n'avons pas de visibilité sur un retour à la normale dans un délai

proche », confie **Marc Bauden**, vice-président de Stellantis (groupe automobile né en janvier 2021, de la fusion du groupe PSA et de Fiat Chrysler Automobiles) et directeur général du Pôle industriel Stellantis Trémery-Metz, à propos de l'actualité du site.

En ce qui concerne les évolutions du secteur automobile, le fait marquant de ce premier semestre qui retient tout particulièrement son attention, c'est la forte progression des ventes de véhicules électriques. Une croissance qui profite d'ailleurs à Stellantis. Fin 2019, sa part de marché sur ce segment s'établissait autour de 1,5 %, en Europe. Fin 2020, elle est proche de 10 % et la tendance reste soutenue. Cette transformation sans précédent pour les constructeurs automobiles, le groupe l'a bien évidemment anticipée.

30 milliards d'investissement

« Le pôle Industriel Stellantis Trémery-Metz a engagé sa reconversion en réduisant sa capacité de production de moteurs diesel qui est passée de 1,8 million de moteur à 1,2

million en 2018. Et en lançant, il y a deux ans, la première (et toujours unique) ligne de production dédiée aux moteurs électriques du groupe. Au cours de l'été, nous avons porté notre capacité de production à 480 000 unités, en année pleine », explique le dirigeant. Stellantis affiche de grosses ambitions en matière d'électrification. En juillet dernier, le groupe a annoncé vouloir investir plus de 30 milliards d'euros d'ici 2025 dans l'électrification et les logiciels. Il entend aussi devenir le leader du marché des véhicules à faibles émissions (LEV), avec pour objectif qu'ils représentent plus de 70 % de ses ventes en Europe et plus de 40 % aux États-Unis, d'ici 2030. « L'ensemble des 14 marques du groupe sont mobilisées pour proposer les meilleures des offres 100 % électriques. Le pôle mosellan participera activement à cette montée en puissance. Nous continuerons à nous transformer au fur et à mesure des attentes du marché et de l'évolution des réglementations », précise Marc Bauden.

Avec Open, on a tout à gagner à être en famille.

Série Limitée
Pack Open 70 Go

29€99
/mois

pendant 12 mois
puis 63,99€/mois

Soit pour les nouveaux clients Orange : remises immédiates de 14€/mois⁽¹⁾ et remboursement différé de 5€/mois pour l'internet avec changement d'opérateur⁽²⁾ et de 15€/mois pour le mobile.

Fibre + TV UHD + Fixe + Forfait mobile 70 Go
et ajoutez jusqu'à 4 forfaits mobiles à prix avantageux.⁽³⁾

Offre soumise à conditions du 19/08/2021 au 02/02/2022 réservée aux particuliers en France métropolitaine, valable sous réserve d'éligibilité, sur réseaux et terminaux compatibles. Engagement 12 mois. Location Livebox nécessaire, 3€/mois inclus. Frais de résiliation : 50€. Frais d'activation du décodeur : 40€.

(1) Remises immédiates de 9€/mois le Bon Plan et de 5€/mois la remise La Fibre au prix de l'ADSL. (2) Remboursement différé sur facture de 5€/mois pour les nouveaux clients internet avec changement d'opérateur après le 19/06/2021 et de 20€/mois pour le mobile. Détails et formulaire sur odr.orange.fr. (3) Perte de l'avantage en cas de : changement d'offre, résiliation du Pack Open, demande de suppression du remboursement par le client Pack Open.

orange™

L'AVIS DE... ÉRIC TRAPPIER, président de l'UIMM

« La fin trop brutale du thermique met les PME en péril » »

Élu président national de l'UIMM en avril dernier, **Éric Trappier** est inquiet. En cause, la commission européenne qui, le 14 juillet, a dévoilé un plan qui propose de réduire à zéro les émissions de CO₂ d'ici 2035, signant la fin des moteurs thermiques et hybrides. Cent mille emplois pourraient être impactés.

Par Jonathan Nenich

« **L'**inquiétude est réelle », témoigne Éric Trappier, président national de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM). La commission européenne a réclamé l'avance de la date de fin des moteurs thermiques et hybrides de 2040 à 2035, ce qui provoque la gronde des adhérents de l'UIMM. Si l'institution ne se positionne pas contre le développement des moteurs électriques, « une transition qui va dans le bon sens », elle regrette l'accélération de la transition vers l'électrique annoncée par la commission européenne. « La France est organisée pour produire les moteurs thermiques. Quatorze ans pour une telle transition, c'est trop court. Les grands groupes auront toujours l'assemblage, les essais, la carrosserie... Mais pour les PME, ça va être difficile de se transformer si vite, surtout dans des régions comme le Grand Est où l'industrie automobile traditionnelle est aussi développée », affirme celui qui est aussi président directeur général de Dassault Aviation depuis 2013. L'Observatoire paritaire de la métallurgie est formel : 100 000 emplois seraient directement menacés par ce virage à 180 degrés, d'autant que le moteur électrique, plus simple dans son fonctionnement que celui thermique, nécessite a priori moins d'interventions et donc moins de main-d'œuvre.

Quelle carte à jouer pour la France ? Les enjeux liés au tout électrique sont majeurs. L'Asie, la Chine en premier, a plusieurs coups d'avance. Le pays dispose d'usines de batteries performantes et est en capacité de produire des véhicules électriques rapidement. « Est-ce que la future

industrie de la voiture électrique sera en France ? Rien n'est moins sûr », regrette Éric Trappier. D'autant que la matière première posera rapidement question. De quoi impacter la productivité française, les batteries

« Est-ce que la future industrie de la voiture électrique sera en France ? Rien n'est moins sûr. »

Éric Trappier, président de l'UIMM

des voitures électriques nécessitant beaucoup de cuivre. « Les mines ne pourront pas forcément augmenter leur production ce qui va créer des tensions sur les prix puisque la demande, elle, va exploser. On pourrait avoir des pénuries », continue-t-il. La transition vers l'électrique est inéluctable, le calendrier, lui, de l'avis de l'UIMM n'est pas tenable et c'est tout un tissu de PME qui pourrait en faire les frais.

L'UIMM sera mobilisée avec son réseau de centres de formation pour accompagner la reconversion des salariés. Il s'agit d'un défi majeur pour la décennie qui arrive que nous allons relever avec le secteur automobile.

A court terme, les tensions générées par le redémarrage de l'économie mondiale sur les matières premières et les composants sont un frein à la reprise de l'activité dans le secteur automobile.



DOSSIER INDUSTRIE & FRONTIÈRES

« L'enjeu de l'harmonisation européenne »

Entre autres sujets liés à la formation, à l'image des métiers industriels, Éric Trappier, a tenu à revenir sur un point spécifique au Grand Est. Être un territoire transfrontalier est un avantage mais soulève aussi son lot de problématiques : « Entre les pays, il y a des différences fiscales, sociales, du droit du travail... Cela crée des tensions. L'Europe doit travailler à une harmonisation réglementaire sans bien sûr empêcher les spécialités pour renforcer son tissu industriel. Il faut de la convergence pour éviter le dumping social entre les pays », explique le président national de l'UIMM qui assure également que la fédération patronale pèse sur les autorités pour favoriser les concertations en ce sens.

TRANSFORMATIONS EN COURS

Ces PME lorraines qui vont de l'avant

La transformation n'est pas l'apanage des grands groupes. Si ces derniers disposent de puissants moyens leur permettant d'investir dans des projets ambitieux, les PME lorraines ont des atouts à faire valoir. Le savoir-faire, l'agilité, l'audace ou bien encore la capacité à saisir les opportunités qui se présentent sont autant de richesses que les dirigeants des petites entreprises savent mettre à profit pour se développer. Rémy Mairel, le président des **Constructions Métalliques de Void**, et Charles Darnane, le fondateur et PDG des **Ateliers de Basse-Ham**, en sont deux belles illustrations.

Par Fabrice Barbian

« **J**ean-Philippe Mangeot, le protagoniste du projet Urbanloop est venu nous voir il y a un peu plus de deux ans pour travailler sur la fabrication et le montage des rails d'un premier circuit. Puis, à nouveau en 2020 pour l'élaboration du circuit construit pour le record du monde de la plus faible consommation électrique pour un véhicule autonome sur rail. L'aventure continue. Personnellement, je crois beaucoup à ce projet de capsules autonomes sur rails développé à Nancy comme l'un des modes de transport public d'avenir »,

souligne **Rémy Mairel**, président de la société Constructions Métalliques de Void (CMV).

Pour relever ce challenge technique et innovant, la PME de Void-Vacon, en Meuse, a mobilisé son savoir-faire reconnu dans le domaine de la chaudronnerie mais également confirmé toute son agilité. « Depuis que j'ai repris l'entreprise en 2009, j'ai régulièrement investi dans nos matériels et outils de production. Aujourd'hui, CMV dispose d'un atelier de 4 000 m², d'un espace peinture, de tables de découpe plasma, d'un four de traitement

thermique... L'entreprise a donc des capacités de production importantes et performantes qui lui permettent de mener un projet de A à Z, y compris la mise en peinture. Dans le même temps, nous restons une petite PME avec beaucoup de souplesse, de réactivité et de flexibilité. C'est notre force », explique le dirigeant.

CMV emploie une dizaine de collaborateurs auxquels s'ajoutent des intérimaires sur les grosses commandes. Il y en a régulièrement car le carnet de commandes se porte



© DR

© DR

« **CMV a des capacités de production performantes. Dans le même temps, nous restons une petite PME avec beaucoup de flexibilité. C'est notre force. »**

Rémy Mairel, président de CMV



bien. Spécialisée à l'origine dans la fabrication et le façonnage de cheminées industrielles (jusqu'à 4,5 m de diamètre et 73 m de hauteur pour la plus grande), l'entreprise meusienne fabrique également des châssis, des gaines de raccordement... Pour General Electric (GE), elle assure aussi l'assemblage et le soudage de rotor de moteurs électriques, de plusieurs tonnes, pour l'industrie. « Depuis six ans environ, nous nous sommes diversifiés tout en capitalisant sur notre savoir-faire en chaudronnerie qui reste notre cœur de métier », conclut Rémy Mairel non sans préciser qu'avec l'opération Urbanloop, son entreprise a marqué des points en termes de visibilité.

ABH : une aventure industrielle et humaine

À l'image du transport de voyageurs, le transport ferroviaire de marchandises s'est totalement modifié depuis une trentaine d'années. Avec la libéralisation du marché, des opérateurs privés ont investi dans des flottes de fret, tant et si bien que les acteurs traditionnels (comme la SNCF, par exemple) n'ont plus de parcs de wagons de fret ou se désengagent. Si le

« Nous avons fait le choix de recruter des personnes sans emploi pour les former à nos métiers. »



© DR

Charles Darnane, fondateur d'ABH, ancien DG des Chemins de Fer luxembourgeois (CFL)

marché a changé de « mains », les wagons doivent toujours passer par les ateliers pour des révisions régulières. « Tous les six ans et tous les douze pour la grande révision », précise **Charles Darnane** qui a créé les Ateliers de Basse-Ham (ABH), un centre d'excellence pour la maintenance ferroviaire, en 2018. Et le dirigeant qui bénéficie d'une solide expérience dans ce domaine – il a notamment été le directeur général aux Chemins de Fer luxembourgeois (CFL) pour la maintenance de wagons et de locomotives –, a eu le nez creux puisque le carnet de commandes d'ABH se porte bien, avec des clients dans toute l'Europe. Deux millions d'euros ont été investis au cours des 30 derniers mois et trois autres le seront encore d'ici 2023 pour parfaire les installations. « Nous allons investir dans des matériels de pointe afin de compléter

notre offre de services avec un atelier de maintenance dédié aux roues », précise Charles Darnane qui a aussi, largement investi dans la formation. « Cette entreprise est aussi une belle aventure humaine puisqu'avec la petite équipe dirigeante qui m'entoure, nous avons fait le choix de recruter des personnes sans emploi pour les former à nos métiers. Aujourd'hui l'entreprise emploie 30 personnes (en fait travailler 45 avec les sous-traitants) et les embauches vont se poursuivre. Créer des emplois et permettre à des familles de vivre sereinement a été une priorité. Et relancer un site industriel à l'abandon (l'ancien site Arcelor Mittal), une grande fierté. L'industrie est promise à un bel avenir », conclut Charles Darnane. D'autant plus confiant qu'après le fret, les longues distances voyageurs (grande vitesse et Intercités) et les TER s'ouvrent progressivement à la concurrence.

PORTTRAITS

Parcours de capitaines d'industrie

L'industrie, ce sont bien sûr de grands groupes, parfois des multinationales. Mais c'est aussi des PME. En Lorraine, les entreprises de la filière comptent en moyenne 36 salariés. Avec à leur tête des passionnés aux parcours parfois surprenants. Rencontre avec trois d'entre eux.

Par Fabrice Barbian

GUILHEM PINAULT,

président directeur général de De Buyer

« De Buyer, malgré ses 191 printemps, est très agile »

À l'issue de ses études dans la finance à l'École supérieure de commerce (ESC) de Saint-Étienne, **Guilhem Pinault** travaille comme consultant chez **Deloitte** avant de réorienter sa carrière dans des fonctions de direction générale au sein de grands groupes industriels comme **Stanley Black & Decker**. Ses activités le mèneront aux quatre coins du monde puisqu'il a vécu au Canada, en Australie, en Grande-Bretagne, en Pologne... « Au cours de ces 20 dernières années, j'ai passé plus de temps à l'étranger qu'en France avec pour mission d'y développer le business », résume Guilhem Pinault qui, en 2019, a pris les rênes d'une belle entreprise spécialisée dans les ustensiles de cuisine : **De Buyer**, installée au Val-d'Ajol, dans les Vosges. Changement de décor. Mais pas forcément d'univers puisqu'il se voit confier la mission, parmi d'autres, de développer les ventes de l'entreprise et de faire grandir la PME lorraine, à l'international : USA, Allemagne, Scandinavie... Dans l'Empire du Milieu aussi, où, pour la petite histoire, De Buyer vend désormais ses woks aux Chinois. « J'ai passé ma première année à la tête de l'entreprise à sillonner la planète », résume le PDG. Gros coup de frein le 17 mars 2020 avec l'entrée en vigueur du confinement et

la fermeture des restaurants, les principaux clients de De Buyer. « L'activité a chuté du jour au lendemain. Mais si la restauration était à l'arrêt, le marché des particuliers, lui s'est réveillé. Comme nous avons commencé à nous y intéresser depuis quelque temps, les équipes se sont mobilisées pour que l'entreprise pivote et se repositionne. De Buyer, malgré ses 191 printemps, est très agile. En quinze jours, nous étions opérationnels », raconte Guilhem Pinault. Et performants, le chiffre d'affaires a progressé en 2020 (36 millions d'euros) et il en sera de même pour 2021. De Buyer a aussi recruté 20 salariés ces derniers mois pour aujourd'hui compter 180 collaborateurs. Pour étoffer son offre, la PME vosgienne a fait l'acquisition de deux belles « maisons » : la manufacture de coutellerie **Rousselon-Dumas-Sabatier** dont la création remonte à 1852 et Scaritech qui est spécialisée dans les ustensiles destinés aux boulangers. « Aujourd'hui, seuls la hausse des coûts des matières premières et les ralentissements observés dans les transports, freinent notre croissance. Nos carnets de commandes sont pleins, tant celui des professionnels que celui des particuliers », conclut Guilhem Pinault, impatient, quant à lui, de repartir en voyage... d'affaires.



« Aujourd'hui, seuls la hausse des coûts des matières premières et les ralentissements des transports freinent notre croissance. Nos carnets de commandes sont pleins. »

Guilhem Pinault, PDG de De Buyer

HERVÉ FEY,

directeur général délégué d'Othon-Fey

« Je pratique un management familial et collégial »

« J'ai intégré l'entreprise familiale il y a 11 ans, à l'issue de mes études d'ingénieur à l'école des Arts et Métiers. Cela s'est fait tout naturellement », explique Hervé Fey, le directeur général délégué de l'entreprise **Othon-Fey**, sise à Sarreguemines (Moselle). Fondée en 1932, la société est spécialisée dans la transformation de tubes principalement en acier mais également en inox et en cuivre. « L'une de nos forces, c'est que nous disposons, en interne, d'un bureau d'études qui se charge d'accompagner et de conseiller nos clients pour leur confectionner des produits et solutions innovantes et sur-mesure, optimiser la production en série, au meilleur coût. Ils sont ainsi plus compétitifs », explique le dirigeant. Othon-Fey emploie actuellement 125 salariés, des jeunes (notamment des apprentis en collaboration avec le pôle formation UIMM Lorraine) comme des seniors, la transmission des savoir-faire étant

une priorité de la PME qui compte des clients dans différents pays d'Europe : Espagne, Royaume-Uni, Allemagne... En croissance, l'entreprise mosellane qui a bénéficié d'une aide financière dans le cadre du plan France Relance, investira prochainement dans de nouveaux locaux. « Nous disposons actuellement de 8 000 m² de surface de production. L'objectif est de passer à 12 ou 13 000 m² », précise **Hervé Fey** qui travaille en étroite collaboration avec son frère Grégory, sa cousine, Véronique et son oncle qui prendra sa retraite dans quelques mois. « Le management de l'entreprise est familial et collégial », résume le dirigeant.



« L'une de nos forces, c'est notre bureau d'études qui se charge

de confectionner des solutions innovantes et sur-mesure. »

Hervé Fey, DG délégué d'Othon-Fey

MANUEL RODRIGUEZ,

président du Groupe Kramer

« Monter des projets, les développer pour ensuite les transmettre »



Fils d'ouvrier et fier de l'être, ingénieur en informatique de formation, le Messin **Manuel Rodriguez** n'ambitionnait pas de devenir chef d'entreprise. Pourtant, il dirige aujourd'hui le **Groupe Kramer** spécialisé dans la robinetterie. L'entreprise dont le site de production est installé en Meuse réalise 30 millions de chiffre d'affaires, emploie 112 salariés et exporte sa production, sous les marques Kramer et Horus, dans une quarantaine de pays à travers le monde. Que s'est-il passé ? « J'ai sympathisé un jour avec un consultant d'entreprise qui m'a débauché pour que l'on travaille ensemble. J'ai alors goûté au juridique et à tout ce qui touche au monde de l'entreprise. Dans le cadre de mes activités professionnelles, j'ai ensuite rencontré un industriel avec qui je suis devenu ami. Puis de fil en aiguille, car tout cela m'amuse, j'ai fini par créer mon entreprise », résume Manuel Rodriguez.

L'occasion pour lui de pleinement exprimer son caractère de leader et sa passion pour l'industrie. « Depuis que je suis gosse, ce que j'aime, c'est créer des objets à partir de savoir-faire, monter des projets et les mener à bien », précise le dirigeant dont le groupe devrait racheter l'usine **Jacob Delafon** de Damparis (voir par ailleurs dans ce *Hors-Série*). Créer de belles entreprises durables, les développer pour ensuite les transmettre. À son fils Tristan Rodriguez puisqu'il travaille déjà ensemble, dans le groupe familial, Tristan étant directeur commercial & marketing. L'entrepreneur a aussi accompagné son autre fils, Valentin, qui est passionné de cuisine, dans la création du restaurant Le Parvis, à Metz. « J'ai créé une nouvelle division dans le groupe pour ce faire. Elle se nomme "restaurants", avec un "s" », confie Manuel Rodriguez, en souriant.





TOUS ACTEURS DE L'INDUSTRIE

La **formation** répond présente

Le système de formation aux métiers de l'industrie est confronté aux mêmes défis que le filière elle-même. Ses acteurs ont évidemment intégré les transformations en cours et se démènent pour former les femmes et les hommes dont l'industrie lorraine a besoin, à tout niveau de qualification. Rencontres avec certains d'entre eux qui ont souhaité présenter leur savoir-faire.

© DR

Pierre Chevrier, directeur de l'Enim à Metz

« L'Enim est une école en prise avec son territoire »

Depuis sa création en 1962, l'École nationale d'ingénieurs de Metz (Enim) entretient des liens forts avec l'éco-système industriel régional.

Dans les années suivant la Seconde Guerre mondiale, la France s'engage dans un programme de reconstruction de son industrie, or, le pays manque cruellement de techniciens et d'ingénieurs. C'est dans ce contexte que naissent les Eni (Ecoles nationales d'ingénieurs) dont la particularité réside dans leur partage de nombreux enjeux avec les entreprises dont elles sont partenaires.

L'Eni de Metz ouvre en 1961 et sa première promotion, de 29 diplômés, sort cinq ans plus tard. Depuis ce sont plus de 7 000 ingénieurs qui ont été formés à l'Enim et qui se sont intégrés dans les entreprises locales.

« Nous entretenons des liens étroits avec les industriels du Grand Est, et plus particulièrement lorrains, région dont sont issus la plupart de nos élèves ingénieurs », relève **Pierre Chevrier**, directeur de l'Enim, qui poursuit : « Nous avons un partenariat avec l'UIMM avec laquelle nous avons, entre autres, créé la plateforme ant-Technologie » (lire par ailleurs).

Cette proximité avec l'éco-système industriel local se concrétise par le fait que 70 % des diplômés

trouvent un emploi dans une entreprise – filiale de grands groupes ou PMI locales – du Grand Est, et par la facilité pour les élèves ingénieurs à trouver leurs stages d'application. « Elle nous permet d'adapter notre offre de formations aux attentes et besoins des entreprises », précise Pierre Chevrier.

L'Enim entretient également des rapports avec une centaine de partenaires universitaires inter-



nationaux offrant ainsi plusieurs opportunités de séjours à l'étranger à ses étudiants, qui peuvent acquérir un double diplôme dans plusieurs pays (européens, asiatiques ou sud-américains).

Si l'essentiel des élèves suivent leurs cursus dans le cadre de la formation initiale ou continue, la voie de l'apprentissage est de plus en plus demandée. « Nous sommes une des quatre écoles partenaires de l'ITI (Institut des techniques d'ingénieur de l'industrie) Lorraine, dont chaque année nous sélectionnons une cinquantaine de candidats. Déjà pour la rentrée de septembre nous avons enregistré 48 dossiers », souligne Pierre Chevrier.

Les chiffres de l'Enim

1962 : ouverture.

2015 : création d'une école d'ingénieurs sino-française, Njust, à Nanjing.

2016 : intégration à l'Université Lorraine.

29 diplômés lors de la première promotion.

200 aujourd'hui.

40 accords Erasmus.

100 partenaires académiques internationaux.



© DR

© DR

© DR

Révéler l'Homme dans l'Ingénieur

« A l'Enim, nous entretenons des liens étroits avec les industriels du Grand Est, et plus particulièrement lorrains. »

Pierre Chevrier, directeur de l'Enim

Robotique La plateforme ant-Technologie



© DR

L'évolution constante et l'essor de la robotique dans l'environnement industriel entraîne des besoins accrus en formation et en accompagnement de la part des

entreprises. Ce qui a conduit, en 2019, l'Enim, l'UIMM Lorraine et l'IUT de Metz à partager leurs expertises et à mutualiser leurs moyens pour créer une plateforme technologique dédiée à la robotique : ant-Technologie. Cette plateforme, qui dispose d'une quinzaine de formateurs, est dotée de 28 robots pédagogiques et de deux lignes de production 4.0, ce qui lui permet de proposer des formations (initiale, en alternance ou continue) du CAP au doctorat.

« L'autre volet de ce programme est d'offrir un accompagnement (expertise et conseil), allant de l'analyse des besoins à la simulation du processus robotisé, aux entreprises qui implantent ou renforcent des installations robotisées », conclut Pierre Chevrier, le directeur de l'Enim.

Compétences transversales « Révéler l'homme dans l'ingénieur.e »

L'Enim, dès l'origine, s'est attachée à suivre les évolutions des besoins des entreprises en adaptant régulièrement son offre de formation et ses programmes pédagogiques. C'est ainsi que, constatant que 95 % des offres d'emploi liées à des domaines d'avenir dans l'industrie, incluent des compétences qui ne relèvent pas de savoir-faire technique ou connaissances métiers, elle axe sa stratégie pour 2022 sur le développement de ces compétences qui peuvent relever du savoir-être (créativité, autonomie, capacités relationnelles, intelligence émotionnelle, confiance en soi, empathie, audace, sens du collectif) mais également de savoir-faire transversaux (gestion de projet, maîtrise de langues étrangères). Concrètement, le cycle à venir vise à favoriser l'épanouissement des élèves ingénieur(e)s dans des environnements internationaux, multiculturels et multidisciplinaires, qualité indispensable à un état d'esprit d'entrepreneur. Ainsi, la formation d'ingénieurs Enim évolue avec pour objectif « de coacher chaque élève ingénieur pour révéler ses potentiels, et proposer une formation humaine au cœur d'un enseignement technique et scientifique de haut niveau ».

Abdallah Ougazzaden, président de Georgia Tech-Lorraine

« Pour **innover**, chercheurs, ingénieurs et chefs d'entreprise doivent **collaborer** »

Président de **Georgia Tech-Lorraine** (GT-L), le campus européen de la prestigieuse université américaine Georgia Institute of Technology d'Atlanta, le professeur **Abdallah Ougazzaden** s'attache à développer des passerelles entre le monde de la recherche et celui des entreprises avec pour ambition d'attiser l'innovation.

« **L**es échanges entre le monde académique, la recherche et les entreprises doivent être encouragés car cette proximité stimule la créativité, attise l'innovation et génère des opportunités », souligne d'emblée le professeur **Abdallah Ougazzaden**, le président de Georgia Tech-Lorraine (GT-L) et co-président de la plateforme d'innovation technologique **Institut Lafayette**. Pour favoriser ces relations, le GT-L s'attache à multiplier les passerelles en organisant des événements, des séminaires, des conférences... « Nous allons volontiers à la rencontre des industriels et notre ambition est de monter encore en puissance en la matière. Mais à mes yeux, il est fondamental de bien faire passer le message que GT-L comme l'Institut Lafayette sont désireux de conforter ces liens car pour nous chercheurs, professeurs ou bien encore étudiants, ces collaborations sont également bénéfiques et enrichissantes, notamment en termes de projection, de vision. Nous nous inscrivons véritablement dans une collaboration gagnant-gagnant au bénéfice de tout un écosystème innovant qu'il importe de développer encore », explique Abdallah Ougazzaden.

Simple comme un coup de fil

Le patron d'une PME locale ou d'une startup peut solliciter le GT-L. Il est le « bienvenu » comme le sont les dirigeants des grands groupes internationaux avec lesquels Georgia Tech-Lorraine collabore déjà. « Il lui suf-

fit pour cela de nous envoyer un mail ou de nous passer un coup de fil. Et pas d'inquiétude, ce premier contact ne lui coûtera pas un centime et la plupart des professeurs et chercheurs parlent aussi le français », précise le président. Solliciter pour quoi faire ? Pour un conseil, une expertise, un accès à des équipements très pointus, un projet d'innovation, des compétences pour un accompagnement personnalisé, ne serait-ce qu'en accueillant un étudiant au sein de l'entreprise... Le GT-L a développé en la matière de nombreux « **packages pour les industriels** » afin de coller au plus près des besoins des entreprises.

Se connecter à l'excellence mondiale

Et cela dans les quatre grands secteurs d'activité dans lesquels GT-L excelle (voir ci-contre). Et quel que soit le niveau de maturité du projet ou de la technologie (TRL) puisque GT-L et l'Institut Lafayette travaillent de concert de manière à accompagner les entreprises de « l'idée au produit ». « Il faut bien comprendre que Georgia Tech-Lorraine est le campus européen du Georgia Institute of Technology (GIT) d'Atlanta, aux États-Unis, qui figure dans le Top 10 des universités mondiales dans ses spécialités. Nos étudiants suivent le même enseignement que leurs homologues américains et sont détenteurs du même diplôme. En nouant des partenariats avec GT-L, les entreprises locales bénéficient d'un accompagnement d'excellence et d'une



connexion à un réseau de recherche et d'ingénierie de classe mondiale. Ce sont de formidables atouts dont les entreprises doivent se saisir pour innover, accélérer la maturation des technologies et se développer, pour leur propre profit mais aussi au bénéfice de tout un territoire », conclut le président de Georgia Tech-Lorraine.

Georgia Tech-Lorraine

lorraine.gatech.edu



« Une innovation connaît généralement une courbe de vie en S qui peut s'avérer fatale. Si vous ne détectez pas les tout premiers signaux, il est trop tard. La disparition du géant Kodak en est une illustration. »

Abdallah Ougazzaden, président de Georgia Tech-Lorraine

Georgia Tech - Atlanta

1 milliard de dollars de budget de recherche

Dans les 10 premiers campus mondiaux (classement de Shanghai) dans les domaines de l'Ingénierie (Science et Génie des Matériaux, Nanosciences et Nanotechnologies, Génie Électrique et Électronique, Aéronautique et Ingénierie de la Chimie)

Georgia Tech-Lorraine

+ de 700 étudiants par an

+ de 10 000 étudiants depuis l'ouverture

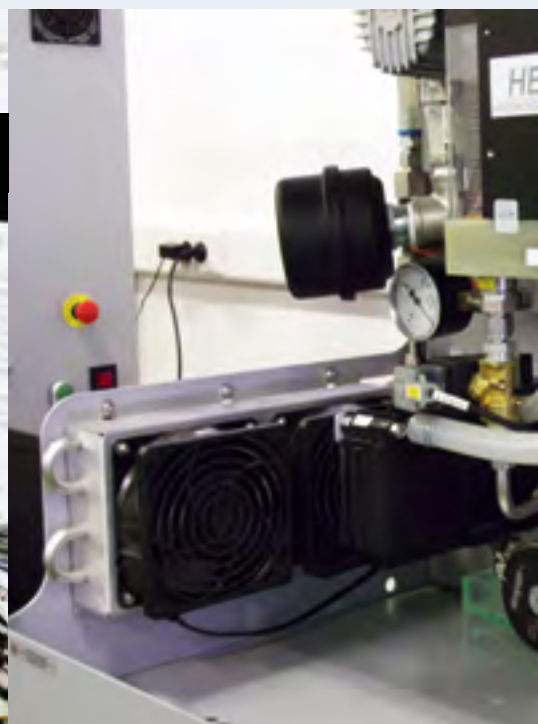
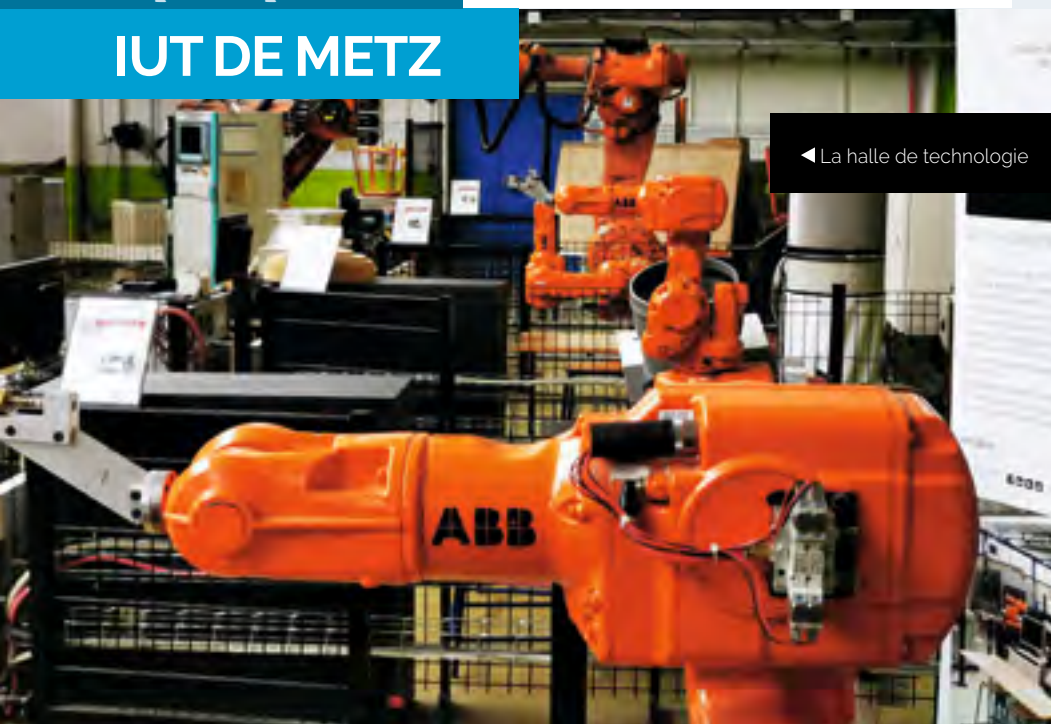
IRL 2958 : Laboratoire international commun entre Georgia Tech, Georgia Tech-Lorraine et le CNRS



Quelques partenariats

Georgia Tech-Lorraine est spécialisé dans quatre domaines : les matériaux intelligents, le contrôle non destructif (CND), la robotique et l'Intelligence artificielle, la simulation de systèmes en avionique. Ses chercheurs, ingénieurs et étudiants sont impliqués dans de multiples projets, à l'échelon local comme à international.

- Dans le cadre du projet européen Clean Sky, visant à développer un ensemble de technologies nécessaires pour « *un système aérien propre, innovant et concurrentiel* », GT-L travaille sur des modélisations de systèmes complexes.
- Dans le domaine de l'agriculture, GT-L est impliqué dans des projets de développement de machine learning (faisant appel à de l'Intelligence artificielle) visant à réduire son impact environnemental.
- En collaboration avec une dizaine d'industriels européens, les chercheurs et ingénieurs de GT-L participent au développement de robots intelligents (notamment aquatiques) destinés à de multiples applications comme le contrôle de la qualité de l'eau, le contrôle de coques de navires ou le nettoyage de fermes solaires.
- Dans le domaine des nouveaux matériaux fonctionnels GT-L a le leadership dans l'électronique flexible en utilisant des semiconducteurs de nouvelle génération, toute la fabrication technologique des composants se fait sous le même toit à l'Institut Lafayette. Dans le domaine des nouveaux matériaux de structure, avec l'Ensam à Metz (École nationale supérieure d'arts et métiers) et l'Université de Lorraine, GT-L planche sur la modélisation de microstructures pour la fabrication additive métallique.
- À titre d'exemple, Georgia Tech Lorraine et l'Institut Lafayette, accompagnent la startup messine 45-8 Energy dans son innovation liée à l'extraction de l'hélium (dans le respect de l'environnement). De même, des collaborations avec le CHR de Metz-Thionville concernent la mise au point de cornées artificielles et des biocapteurs sont en cours.



Christian Krebs,
directeur de l'IUT de Metz

« L'IUT de Metz multiplie les **partenariats innovants** »

L'établissement messin entretient des liens de proximité avec les entreprises et les laboratoires de l'Université de Lorraine pour proposer des formations adaptées aux évolutions du monde économique et du marché de l'emploi. Visite d'un lieu innovant.



Christian Krebs,
directeur de l'IUT
de Metz

Depuis sa création en 1967, l'IUT de Metz a toujours fait évoluer son offre de formation pour coller au plus près des besoins des entreprises et permettre à ses étudiants aussi bien une insertion professionnelle rapide, majoritairement dans les six mois suivant l'obtention de leurs diplômes notamment de Licence Professionnelle, qu'une poursuite d'études profitable. C'est ainsi que l'IUT a développé les

filières de formation par alternance (contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation), et « *qu'une part importante des cours est assurée par des professionnels* », précise le directeur, **Christian Krebs**.

Halle technologique et Lab-Cité

Dans le même temps, l'IUT messin est à l'origine de la création, il y a trois ans, en complémentarité de sa Halle de technologie, d'un tiers-lieu, baptisé **Lab-Cité**. Situé sur le campus de l'Île du Saulcy, en cœur de ville, il s'agit d'un espace, d'un laboratoire, une cité numérique ou-

verte et pluridisciplinaire pour former, échanger et construire autour de la mécanique et de la pédagogie numérique. Plateforme technologique innovante de plus de 4 000 m², Lab-Cité répond, sur des thématiques ciblées, aux besoins immédiats en technologie orientée mécanique, robotique ou de formation liées aux outils numériques. Découpe laser, impression 3D, centre d'usinage, soudage..., les technologies innovantes proposées au sein du département Génie-Mécanique-Productique (GMP) de l'IUT de Metz seront largement utilisées dans ce contexte. Le dispositif offre



▲ Pile à combustible, installée dans la **plateforme Green au département Mesures Physiques**. Le dispositif génère un courant continu qui est obtenu par oxydation d'hydrogène sur un catalyseur en platine. Ses performances sont étudiées en fonction des conditions de température, de débit et de pression du gaz.

un cadre aux échanges université-industrie et prépare, de manière on ne peut plus efficace, les étudiants à leur avenir professionnel. Comme le montre la collaboration entre l'IUT de Metz, l'Enim et l'UIMM Lorraine autour de la création d'une plateforme commune, ant-Technologie, dédiée à la robotique et son environnement.

La plateforme Mesures Physiques

Par ailleurs, sur le site du Technopôle de Metz, la plateforme technologique du département Mesures Physiques traite des énergies nouvelles pour l'étude, le dimensionnement et le développement des équipements associés (pompe à chaleur, conversion photovoltaïque, isolation thermique...). La plateforme accompagne les entreprises en quête d'un développement plus vertueux en matière de consommation d'énergie. Dans cette perspective elle accueille régulièrement des étudiants de Master et des chercheurs qui appuient leurs études sur des équipements très performants tels que pile à combustible, banc photovoltaïque, centrale hydroélectrique...

Le plein de projets

Un projet de création d'une plateforme centrée sur les capteurs et chaînes de mesures est en cours. Elle sera composée notamment d'un dispositif de création des circuits imprimés, indispensable pour réaliser des chaînes

Julien Veytizou, chef d'atelier, pilote l'imprimante 3D Métal. Entre les mains de **Pierre Pino**, chef adjoint du département GMP, des pièces déjà réalisées. ▼



Photos : © DR

Génie Mécanique et productive La seule imprimante 3D métal de ce type du Grand Est

Soutenu par la Région, le Département et Metz-Métropole, l'IUT de Metz s'est doté d'une imprimante 3D métal, installée dans le département Génie mécanique et productive au Saulcy. « Il s'agit de la seule imprimante de ce type dans la région. Cet équipement apportera une réponse aux besoins d'innovation des industriels dans le domaine des matériaux, de la métallurgie et des procédés tout en répondant à l'économie circulaire par la réduction de l'empreinte environnementale », souligne **Christian Krebs**, directeur de l'IUT. « Cet équipement nous permet de proposer une licence professionnelle Fabrication additive, conception, design et réalisation destinée à former des

spécialistes du traitement de l'ensemble de la chaîne numérique. Ces profils sont employés dans les activités de conception mécanique (CAO), d'industrialisation de produits (FAO), de prototypage. Ils ont des compétences en design de produits et sur le cycle de vie des matériaux utilisés », précise **Yannick Groutsch**, directeur adjoint de l'IUT.

Avec cet investissement de 460 000 euros, l'IUT vise à s'adapter à l'évolution du marché de la fabrication additive métallique, estimé à près de 61 millions d'euros de chiffre d'affaires en France en 2018. Chiffre qui devrait doubler d'ici à 2025.

« Toujours dans l'esprit de nous ouvrir sur le monde économique, nous avons créé un tiers-lieu à destination des futures entreprises innovantes. »

Christian Krebs, directeur de l'IUT de Metz

de mesure embarquées. Elle sera ouverte aux étudiants, aux entreprises comme aux chercheurs.

Cette volonté d'adaptation ouvre également sur la poursuite d'études vers des Masters ou l'entrée en grandes écoles (ingénieurs ou commerce). Et, dès la rentrée

de septembre, le bachelor universitaire de technologie (BUT) devient le diplôme de référence de l'IUT. Les étudiants suivent un parcours de trois ans pour obtenir le grade de licence, tout en conservant la délivrance du DUT à l'issue des deux premières années.

LGIPM

LABORATOIRE DE GÉNIE INFORMATIQUE,
DE PRODUCTION ET DE MAINTENANCE
DE L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Nidhal Rezg, directeur du LGIPM

« Apportons des **solutions pluridisciplinaires** à l'industrie »

Le Laboratoire de Génie Informatique, de Production et de Maintenance de l'Université de Lorraine (**LGIPM**) est basé sur le site de Metz. Il vise à apporter des solutions à des problèmes pluridisciplinaires posés par l'industrie dans le domaine de la **maintenance et la fiabilité des systèmes, de la logistique, de la production et des services**. Les recherches développées s'appuient sur des modèles et des outils communs issus des mathématiques, de l'informatique et de l'automatique et plus particulièrement l'utilisation des outils de la recherche opérationnelle dans la gestion des systèmes de production des biens et des services. Rencontre avec **Nidhal Rezg**, directeur du laboratoire messin.



Quelle est la finalité de la recherche au sein du laboratoire que vous dirigez ?

Elle est résolument double : privilégier la recherche fondamentale bien sûr ; tout en travaillant sur des applications industrielles. Le Laboratoire de Génie Informatique, de Production et de Maintenance de l'Université de Lorraine (LGIPM) œuvre dans les domaines de la modélisation et de l'optimisation autour de thématiques phares : logistique, maintenance, trafic aérien, fonctionnement sûr,

apprentissage et fouille de données, optimisation non convexe et programmation DC (Difference of Convex functions), graphes et logique.

Quelle spécificité apporte le LGIPM au site de Metz ?

Son savoir-faire dans l'utilisation de l'intelligence artificielle à travers le Big Data dans l'optimisation des chaînes logistiques et la mise en place de solutions innovantes dans la gestion des services logistiques à travers la Smart Logistic. Nous

utilisons le Big Data par exemple pour la logistique de l'électricité.

En intégrant le Big Data dans leur chaîne logistique, nous offrons aux entreprises une expérience client performante en matière de livraison et nous anticipons les ruptures de stock. L'entreprise de référence en la matière est bien sûr Amazon. Mais le Big Data n'est pas réservé aux grandes entreprises. Les PME, voire les TPE de notre région, doivent s'engager dans le déploiement d'une stratégie Big Data de leur chaîne logistique. Dans ce domaine le laboratoire est bien ancré dans notre territoire et nous venons de décrocher un contrat avec la métropole messine pour la logistique urbaine.

Quelle est la ligne forte de votre politique ?

En tant que directeur, j'entends consolider à Metz un laboratoire

« Les PME doivent s'engager dans le déploiement d'une stratégie Big Data de leur chaîne logistique.

Nidhal Rezg, directeur du LGIPM

© DR



© DR

Hoai An Le Thi,

chercheuse au LGIPM de l'Université de Lorraine

« Créer des outils puissants d'intelligence artificielle afin d'optimiser des systèmes complexes »

Professeur de classe exceptionnelle, chercheuse au LGIPM de l'Université de Lorraine, Hoai An Le Thi vient d'être nommée comme membre senior à l'Institut Universitaire de France. En parallèle elle vient de se voir décerner le prix Constantine Caratheodory par la Société internationale d'optimisation globale qui récompense l'excellence scientifique et l'impact des contributions fondamentales ayant résisté à l'épreuve du temps. Elle est le premier lauréat français distingué par ce prix prestigieux créé en 2011.

de recherche de référence mondiale, basé sur des enseignants chercheurs à fort impact-factor pour la qualité et la résonance des recherches. L'ensemble de mes collègues et moi-même, avons mené des travaux qui nous ont permis d'être distingués par des différents organismes de la société savante comme la nomination de notre collègue Hoai An Lethi à l'Institut Universitaire de France comme membre senior (lire ci-contre). Une distinction qui rejaillit sur le LGIPM, ainsi reconnu comme laboratoire d'excellence.

**En savoir plus
sur le laboratoire
LGIPM**

www.lgipm.univ-lorraine.fr

Quels sont les domaines concernés par votre travail de recherche et d'enseignement ?

Je travaille dans deux domaines qui sont au cœur de l'intelligence artificielle : l'optimisation mathématique et la science de données, en particulier l'apprentissage automatique.

Le prix Constantine Caratheodory vous a été décerné pour vos travaux relatifs à l'Optimisation DC et DCA, une approche de l'Optimisation globale dont vous êtes la cofondatrice. En quoi consiste-t-elle ?

L'optimisation est une branche de mathématiques appliquées qui part du principe que toutes les activités de la vie visant un objectif peuvent être formulées mathématiquement et « traitées » via des fonctions mathématiques. Mon travail consiste à modéliser mathématiquement les problèmes et développer des algorithmes pour leur résolution. L'Optimisation DC est l'épine dorsale

de l'Optimisation globale, un domaine extrêmement difficile de l'optimisation, le graal pour les optimiseurs ! DCA est une approche puissante, une famille des algorithmes de l'Optimisation DC avec 35 ans de développement. Mes contributions ont permis des avancées originales et révolutionnaires dans diverses branches des sciences appliquées dont la data science, l'IA, le Big data...

Vous travaillez également sur la science des données ?

Que recouvre ce domaine ?

On est dans l'ère de Big data où toute entreprise, toute administration... ont une quantité énorme de données à gérer et à exploiter. Il s'agit de pouvoir en extraire certaines à même de constituer un savoir ou une connaissance pour un besoin particulier. Dans ce cas, mon travail consiste à développer des méthodes de traitement automatique de ces données, des algorithmes de fouille de données.

IDMC DE NANCY

INSTITUT DES SCIENCES DU DIGITAL
MANAGEMENT ET COGNITION

Antoine Tabbone, directeur de l'IDMC

« Nos formations aident l'industrie à **vivre la révolution numérique** »

La révolution numérique est en cours dans le monde de l'industrie et va modifier non seulement les systèmes de production mais aussi les processus de conception et de gestion. Le niveau de compétences des personnels, leur maîtrise des nouvelles technologies est un des éléments clés de la réussite de l'adaptation des entreprises à cette évolution, gage de leur productivité et de leur compétitivité. **L'Institut des Sciences du Digital Management et Cognition (IDMC)** de Nancy rattaché à l'Université de Lorraine est un acteur majeur de la formation dans le domaine des technologies avancées du numérique.

L'innovation est au cœur de la formation et de la recherche développées au sein de l'IDMC qui s'attache à répondre aux perpétuelles mutations numériques qui marquent les entreprises et qui conditionnent leur compétitivité. Les formations visent à développer un caractère pluridisciplinaire tout en prenant en compte le paramètre humain qui conditionne la vie au sein d'une entreprise.

La recherche se fait en lien direct avec les besoins des entreprises. Une proximité de terrain qui se lit dans l'organisation même de l'établissement. « *Le Conseil d'institut est composé à 40 % de membres issus du milieu socio-économique régional. Il connaît de manière précise les attentes des entreprises en matière de profils recherchés. 30 % des personnels qui interviennent auprès de nos étudiants sont des professionnels* »



« 30 % des personnels
qui interviennent auprès
de nos étudiants
sont des professionnels. »

Antoine Tabbone, directeur de IDMC



© DR

Éric Poirot

Responsable des systèmes d'information de l'usine de Golbey

« Les étudiants issus de l'IDMC sont appréciés car rapidement autonomes »

explique **Antoine Tabbone**, directeur de l'IDMC.

La centration des formations sur les technologies avancées du numérique et accompagnant leur évolution est aussi la ligne directrice des actions de formation continue menées au sein de l'IDMC comme c'est le cas de la formation débouchant sur la certification Data Scientist destinée aux demandeurs d'emploi en orientation ou reconversion professionnelle.

En savoir plus sur l'Institut des Sciences du Digital Management et Cognition (IDMC)

Pôle Herbert Simon,
13 rue Michel-Nay à Nancy
03 54 50 35 35
www.idmc.univ-lorraine.fr

Le numérique a une place importante dans la production et la gestion du groupe norvégien Norke Skog dont la principale activité est la fabrication du papier journal et bientôt de carton d'emballage. Le site autonome du Golbey est le plus important d'Europe avec une capacité de production de 600 000 tonnes. Questions à Éric Poirot, Responsable des systèmes d'information de l'usine de Golbey.

Quelle place tient le numérique au sein du site de Golbey ?

Compte tenu de l'automatisation de la production, des compétences en la matière sont déjà requises pour les opérateurs de productions dont les qualifications vont du bac au diplôme d'ingénieur. Mais c'est surtout dans les services supports qu'elles sont centrales car nous avons mis en place des outils de pilotage en temps réel, de résolution de problèmes, d'exploitation de données, de gestion de tableau de bord... Nous avons été des précurseurs dans le recours au numérique dans la gestion d'entreprise. Le service que je dirige intervient au niveau des infrastructures

(PC, serveurs, réseaux...) avec des missions d'entretien et de dépannage mais aussi en tant que porteur de ressources pour les utilisateurs. Nous sommes aussi directement concernés par la gestion des applications en matière tant de production que de logistique où, dans ce dernier domaine, nous avons à gérer le flux quotidien de quelque 300 camions.

Quels sont vos liens avec l'IDMC ?

Je suis moi-même issu de cet institut. Nous accueillons des stagiaires de l'IDMC et puisons dans ce vivier en matière d'embauches. Les étudiants issus de l'IDMC sont appréciés car rapidement autonomes tant sur le plan technique que sur celui de l'adaptation à notre environnement. Ce qui est un atout dans l'industrie papetière où il y a la course au coût avec des effectifs restreints. Ce sont aussi des étudiants qui ont des capacités relationnelles affirmées, qui savent communiquer et ont une bonne approche humaine qui les rend capables de comprendre les idées des clients, de répondre à leurs besoins.

Pascal Vautrin, président de l'ITII Lorraine

« L'ITII Lorraine est là pour vous aider à **investir** sur vos ingénieurs » »

L'ITII Lorraine (**Institut des Techniques d'Ingénieur de l'Industrie**) propose des formations à partir de bac+2 dans les domaines industriels techniques.

Créé il y a une trentaine d'années à l'initiative de l'UIMM Lorraine (Union des industries et métiers de la métallurgie de Lorraine), l'ITII Lorraine forme des ingénieurs avec des compétences techniques solides leur permettant d'appréhender les évolutions technologiques actuelles. Les ingénieurs ainsi formés travaillent principalement pour l'industrie où ils assurent des fonctions liées à la production : bureaux d'études et des méthodes, qualité, maintenance, numérique, innovation...

Adaptation permanente aux besoins des entreprises

Chaque année l'ITII Lorraine propose de nouvelles formations pour répondre aux attentes des entreprises. « *Nous sommes en relation avec près de 3 000 industriels qui nous renseignent sur les métiers en tension, sur leurs besoins, actuels et futurs de compétences. Nous partageons ces informations avec les écoles partenaires qui nourrissent ainsi leurs réflexions lors de l'élaboration de leurs programmes pédagogiques* », explique **Pascal Vautrin**, président de l'ITII Lorraine, administrée par l'UIMM Lorraine et les écoles partenaires. « *Notre rôle est de promouvoir ces différentes filières auprès des publics concernés, tout d'abord les entreprises*



« Nous sommes en relation avec près de 3 000 industriels qui nous renseignent sur les métiers en tension et leurs besoins. »

Pascal Vautrin, président de l'ITII Lorraine



« Notre rôle est de proposer l'offre de formation la mieux adaptée aux besoins des entreprises. »

Laurent Traut, responsable Relation enseignement supérieur au sein du Pôle formation UIMM Lorraine.

auxquelles nous proposons l'offre de formation la mieux adaptée à leurs besoins et, ensuite, les candidats que nous orientons vers les écoles qui restent libres de leur décision d'admission », précise Laurent Traut, responsable Relation enseignement supérieur au sein du Pôle formation UIMM Lorraine.

L'ITII Lorraine, c'est...

Ses missions

L'ITII Lorraine pour Institut des Techniques d'Ingénieur de l'Industrie. C'est une **organisation mixte** entre l'UIMM Lorraine et les écoles d'ingénieurs. Ses programmes de formation sont construits en concertation avec les besoins des industriels et les expertises théoriques des écoles.

5 écoles lorraines partenaires

CESI École d'Ingénieurs, Ingénieur Généraliste, Villers-lès-Nancy,
ENIM¹, Ingénieur Mécanique et Production, Metz,
ENSEM¹, Ingénieur Energie, Vandœuvre-lès-Nancy
InSIC¹, Ingénierie de la Conception, Saint-Dié-des-Vosges
TELECOM Nancy¹, Ingénieur du Numérique, Nancy.

Quelques chiffres

500 apprenants en formation par an.
84 à 100 % de réussite à l'examen.
95 % en activité dans les trois mois qui suivent l'obtention du diplôme.

Au niveau national

22 ITII régionaux (dont l'ITII Lorraine) regroupés au sein d'un réseau, la conférence des ITII.
+ de 100 filières de formation proposées.
+ de 3 000 diplômés par an.
+ de 40 000 ingénieurs en activité.

(1) En partenariat avec l'Université de Lorraine.

Les rejoindre

www.itii-lorraine.fr
l.traut@formation-industries-lorraine.com
03 83 95 35 10

Éric Smykowski, directeur général d'Aforest

« Aforest ne fait que de la **formation** **sur-mesure** »

La proximité avec les entreprises est inscrite dans les gènes de l'organisme de formation. Centenaire, **Aforest Formation** continue d'investir pour encore plus de performances et d'innovations.

Aforest puise son savoir-faire dans son histoire qui remonte à 1924, la création de l'École des Mines de Thionville, avant de devenir l'École de la Sidérurgie lorraine. Au fil des années se sont greffées différentes entités pour former la structure actuelle.

« Même si nous restons aujourd'hui la seule école en France en capacité de proposer des formations dans tous les métiers de la sidérurgie, Aforest a fait évoluer ses compétences pour les mettre au service de l'ensemble des industries technologiques » déclare

Éric Smykowski, DG d'Aforest. La structure intervient désormais dans les secteurs de l'industrie aussi variés que l'automobile, l'énergie, la métallurgie, l'agroalimentaire ou la plasturgie en s'appuyant sur les liens forts de proximité tissés avec les entreprises régionales. « Nous ne faisons pas de prêt à porter, mais uniquement du sur-mesure. Cette méthode passe par une phase d'écoute active du besoin de l'entreprise, de la mesure de l'écart entre les compétences présentes et les compétences attendues et de la construction d'un parcours de formation adaptée. Les seules exceptions étant les formations à la sécurité et à la prévention (Caces®, Travaux en hauteur...) qui sont encadrées réglementairement », assure le directeur général.

Outre des programmes techniques dans les domaines de la maintenance, la productique, la robotique et du management des équipes de



Chantier de l'école nucléaire

production, Aforest détient une solide expertise dans les métiers du nucléaire. « Nous avons toutes les certifications nécessaires délivrées par EDF et le Cefri pour former les salariés des entreprises sous-traitantes de l'énergéticien et, dans ce cadre, nous allons au-delà des limites du Grand-Est », souligne Éric Smykowski. Pour satisfaire aux attentes de ses clients, Aforest qui emploie une soixantaine de collaborateurs permanents auxquels s'ajoutent plus de 150 intervenants extérieurs, conçoit ses propres référentiels de formation. « Nous disposons d'une équipe de développeurs dédiés, notamment dans l'e-learning et le développement des nouvelles technologies telles que la réalité aug-

mentée ou l'immersive learning. De nombreuses entreprises utilisent également dans le cadre de leur GPEC notre plateforme numérique de gestion de compétences. Parallèlement à cela, nous accompagnons également nos partenaires en concevant des maquettes pédagogiques et en vulgarisant des documents techniques souvent trop complexe », poursuit le dirigeant.

L'organisme, sous statut d'association de droit local, est implanté sur quatre sites en Lorraine (Florange, Henriville, Metz et Villers-la-Montagne) et un en Alsace à Illkirch. Il est également présent au Luxembourg à Bascharage et Bettembourg ainsi qu'en Belgique à Fernelmont



« Nous disposons d'une équipe de développeurs dédiés notamment dans l'e-learning et les nouvelles technologies. »

Éric Smykowski, DG d'Aforest



© DR

Investissements Soutenu par le programme Territoires d'industrie

Aforest est engagé dans deux programmes d'investissements portant notamment sur l'extension de deux des sites lorrains d'ici fin 2022. A **Henriville** ce sont 300 m² de nouveaux locaux qui vont être construits plus une zone extérieure de 500 m² dédiée au développement de la manutention et de la logistique. A **Florange**, il s'agit de construire un nouveau bâtiment de 1 000 m². Grâce à cet investissement, Aforest sera le seul centre de formation du Grand Est à dispenser sur un même site l'intégralité des formations permettant d'accompagner les montées en compétences, les reconversions et transitions professionnelles de tous ses partenaires : Région Grand Est, Pôle emploi et toutes les entreprises industrielles ou non du territoire.

« L'objectif est de satisfaire aux modifications des conditions réglementaires et d'améliorer l'accueil des apprenants pour répondre à l'accroissement de la demande » souligne Éric Smykowski qui ajoute : « Dans le même temps, nous investissons dans le développement de nouveaux outils de formation pour toujours innover et rester performant ». Ces opérations sont soutenues financièrement par l'État dans le cadre du dispositif Territoires d'industrie.

Aforest Formation

Chiffres clés 2020

5 centres dans le Grand Est,
2 au Luxembourg
et **1** en Belgique
1 250 clients différents
8 400 stagiaires formés
145 000 heures de
formation dispensée
98 % de taux de satisfaction
clients
60 salariés permanents
150 intervenants vacataires

Ses missions

Une association dirigée
par des industriels au
service de l'industrie :
Président : Jean Arnould,
ThyssenKrupp
Vice-président : Pierre
Henquet, Arcelor Mittal
Vice-président : Vincent
Chatouillot, Usines Claas
France

Les joindre

www.groupe-aforest.com

CFAI LORRAINE
PÔLE FORMATION UIMM LORRAINE

Marc Vigneron, président du CFAI Lorraine

« L'apprentissage est de plus en plus **attractif** »

Apprécié par les entreprises en quête de compétences, l'apprentissage n'est plus délaissé par les jeunes sensibles aux opportunités d'emplois qu'ils y trouvent.

« **D**ans les années à venir, les entreprises industrielles vont devoir poursuivre leur montée en gamme pour produire des articles à haute valeur ajoutée afin de développer. Dans ce contexte, avec la reprise qui s'amorce après la période récession causée par la crise sanitaire, elles manquent de personnel qualifié. L'apprentissage représente une des solutions pour pallier ce déficit déjà constaté en 2018 et 2019 », assure **Marc Vigneron**, président du CFAI Lorraine (Centre de formation des apprentis de l'industrie). Il note avec optimisme l'intérêt porté par les jeunes sur cette filière d'acquisition des compétences qui offre de nombreux débouchés et conduit à des diplômes allant du CAP au titre d'ingénieur. « Nous préparons aussi aux titres professionnels, délivrés par le ministère du Travail, qui valident des compétences professionnelles sur avis de jurys composés de professionnels en activité », souligne Marc Vigneron qui insiste également sur le fait que l'apprentissage est désormais ouvert jusqu'à 30 ans et qu'ainsi « des jeunes ayant déjà une formation universitaire peuvent changer d'orientation et s'inscrire dans un cursus en alternance ». Le président est donc confiant dans le développement de ces formations qui s'adaptent régulièrement aux évolutions du monde économique. Aux filières traditionnelles (transformation du métal, électricité par exemple) s'ajoutent des formations à la conception, au numérique...



© DR

© DR



CFAI Lorraine

Les chiffres

7 sites en Lorraine et **200** collaborateurs
1 700 apprentis du CAP au titre d'ingénieur
90 % de réussite aux examens
80 % d'insertion à six mois

Les joindre

recrutement@formation-industries-lorraine.com
03 83 95 35 01

« On voit des jeunes ayant déjà une formation universitaire changer d'orientation et s'inscrire dans un cursus en alternance. »

Marc Vigneron, président du CFAI Lorraine

« Notre image change »

Pour poursuivre la valorisation de l'image de l'apprentissage auprès du public enregistrée depuis plusieurs années, et pour proposer les meilleures réponses aux attentes des entreprises, des investissements importants sont engagés régulièrement.

« Il s'agit de nous doter des outils les plus performants, pour rester en phase avec ce qui existe en milieu professionnel, de rompre avec les salles de classe à l'ancienne en proposant une approche plus collaborative, incitative à l'innovation, la création », relève Marc Vigneron. Dans le même temps

des efforts sont faits dans la rénovation et l'extension des locaux pour offrir de bonnes conditions d'accueil, d'hébergement et de restauration aux stagiaires.

C'est notamment le cas sur le campus de Maxéville dont les travaux s'achèvent, tandis que d'autres sont programmés sur les sites de Thaon-les-Vosges (Vosges) et Yutz (Moselle). « D'ici à 2022, nous allons ouvrir un nouveau site, d'une capacité d'une centaine de stagiaires, à Saint-Dié-des-Vosges, suivi, un peu plus tard par une autre ouverture à Bar-le-Duc », indique Marc Vigneron.

Nouveau regard sur l'industrie

La Lorraine pionnière !

La Lorraine a été la première région à organiser la **Semaine de l'apprentissage dans l'industrie**, reprise ensuite au niveau national. Pendant cette Semaine, qui offre un nouveau regard sur l'industrie, des visites des sites de formation, des stages d'immersion et des démonstrations des métiers sont organisés. La Lorraine est également « pionnière » dans le cadre de la **PAI** (Prépa Apprentissage Industrie) initiée en 2019 par le ministère du Travail, et destinée à des jeunes pas en mesure d'entrer en emploi ou en formation. Des journées d'immersion sont proposées à des jeunes de 16 à 29 ans qui peuvent découvrir différents métiers et leurs formations en participant à des ateliers, en rencontrant les formateurs et en échangeant avec des apprentis.

Laurence Montaigu,

référente industrie à l'agence **Pôle emploi d'Hagondange**

« Nous apportons à l'industrie les talents et expertises de demain »

Avec les nouvelles technologies, l'industrie se modernise, offre un nouveau visage. Avec 92 % de ses salariés en CDI, elle offre de belles perspectives de carrières. De nouveaux métiers apparaissent appelant de nouvelles compétences. A elle seule, la métallurgie prévoit 100 000 recrutements par an jusqu'en 2025. Dans ce contexte, **Pôle emploi** joue un rôle important pour apporter au secteur industriel les talents et les expertises dont il a besoin pour son développement. Échanges avec **Laurence Montaigu**, référente industrie à l'agence **Pôle emploi** de Hagondange.

Vous êtes identifiée comme référente industrie. En quoi consiste cette fonction ? Quel est son champ d'action ?

Laurence Montaigu : le référent industrie est indispensable pour mener à bien les actions de recrutement et proposer des solutions en termes de formation le cas échéant. Pour mieux appréhender les besoins des en-

treprises, il a la possibilité de mener des observations au poste de travail, afin de pouvoir mobiliser au mieux l'offre de service de Pôle emploi et répondre aux exigences du secteur. Le référent joue également un rôle important auprès de ses collègues en leur permettant d'acquérir des connaissances « métiers » (techniques, conditions de travail, environ-

nement...). Il fait le lien avec les partenaires tels que : UIMM Lorraine, le Conseil régional, l'OPCO2I ainsi que les organismes de formation.

L'industrie présente-t-elle des particularités en matière d'emplois ?

C'est un domaine en tension. Il y a toujours des difficultés à trouver des fraiseurs, des techniciens de maintenance, des mécaniciens d'industrie, des métalliers, des assembleurs au plan et bien d'autres. Peu de jeunes vont vers ces filières car elles ont une mauvaise image. On pense – surtout dans notre région sidérurgique – que l'industrie a cassé les emplois. Mais c'est bien le contraire, elle en crée. Et puis il y a une méconnaissance des métiers. Nous sommes à l'ère de l'industrie 4.0 qui fait passer de plus en plus dans l'industrie du bleu de travail à la blouse blanche.



« Notre objectif est d'amener les chercheurs d'emploi qui sont sur des métiers pléthoriques vers les métiers en tension comme ceux de l'industrie. »

Laurence Montaigu, référente industrie à Pôle emploi





© DR

© DR

David Brenna,

responsable du département Emploi et compétences

Pôle emploi & UIMM Lorraine signent une convention pour promouvoir les métiers de l'industrie

Que met Pôle emploi en place pour répondre aux besoins de l'industrie en main-d'œuvre qualifiée ?

Le conseiller industrie fait remonter les besoins des entreprises pour l'achat de formations. Celles-ci sont ou qualifiantes et diplômantes ou plus courtes, d'adaptation au poste de travail. Pour les financer, nous pouvons mobiliser des fonds de Pôle emploi, Conseil régional et OPCO2l. L'objectif est d'amener les personnes qui sont sur des métiers pléthoriques vers les métiers en tension. Pôle emploi joue également un rôle important de promotion des métiers de l'industrie dans le cadre d'actions publiques.

Dans le cadre de la convention qui lie Pôle emploi et l'UIMM Lorraine, des conseillers qui ont un portefeuille de demandeurs d'emploi, conseillers entreprises et référents industrie ont été accueillis au Pôle formation de Yutz pour approfondir leurs connaissances des métiers de la métallurgie, bien identifier les besoins des entreprises et disposer d'outils pour la promotion des métiers auprès des demandeurs d'emploi. Questions à **David Brenna**, responsable du département Emploi et compétences de l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie Lorraine.

Quelle est la mission du département Emploi et compétences de l'UIMM ?

Elles sont multiples. C'est d'abord le développement des certifications professionnelles. Nous œuvrons par ailleurs à développer les compétences des salariés et des demandeurs d'emploi pour amener les entreprises de l'industrie à disposer des ressources humaines dont elles ont besoin. Pour ce nous œuvrons également à la promotion des métiers de l'industrie

en intervenant en particulier notamment dans les établissements scolaires. Enfin en tant qu'acteur de formation nous travaillons avec les prescripteurs de l'emploi dont Pôle emploi, les Missions locales... pour les aider à appréhender nos métiers et mettre en place des formations en particulier dans nos pôles Formation de Metz, Bar-le-Duc, Henriville, Saint-Dié-des-Vosges, Thaon-les-Vosges, Yutz et Maxéville. Nous participons sur ce plan à la mission de Pôle emploi qui est de développer l'alternance par le biais des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation. Enfin, nous assurons la formation continue des salariés.

Une convention a été signée le 28 mai dernier entre Pôle emploi Grand Est et l'UIMM Lorraine. Quelle en est la teneur ?

Elle définit des objectifs à partager : Identifier les interlocuteurs locaux au sein de l'UIMM et Pôle emploi, créer des liens directs, valoriser les métiers de l'industrie, préparer les demandeurs d'emploi à nos métiers et répondre aux besoins de recruteurs.

100%
de sortie positive

- Insertion professionnelle
- Poursuite d'études



**FILIÈRE
INNOVANTE ET
PROPRE**



CHOISISSEZ L'ALTERNANCE!

Bac Pro PCEPC
Procédés de la Chimie de l'Eau
et des Papiers Cartons

BTS PP
Pilotage de Procédés

Bac Pro PLP
Pilote de Ligne de Production

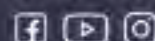
**Certifications
professionnelles**
Maintenance papetière
Production & transformation du papier

 **CFA PAPETIER GÉRARDMER**
20 rue Gérard d'Alsace
88400 Gérardmer

 cfa-papetier.com
 03 29 63 22 03
 03 29 63 66 23

 cfa@cfa-papetier.com

SUIVEZ-NOUS SUR :



L'industrie, ils y croient !

L'industrie pèse en Lorraine, c'est peu de le dire. Ce sont plus de 3 500 entreprises, 83 000 emplois. Mais c'est aussi un écosystème plus large, mobilisé pour faire tourner la filière. Formateurs, financeurs, sous-traitants, partenaires, industriels eux-mêmes ont souhaité témoigner dans ce *Hors-Série* pour souligner la force de l'industrie dans notre territoire.

© DR



Pascal Muller, vice-président de France Chimie Grand Est,
directeur Hauts-de-France et Grand Est de SARP Industries-Veolia

« La chimie lorraine est déjà investie dans le **développement durable** »

Secteur essentiel de l'économie régionale, la chimie a maintenu un bon niveau d'activité en 2020 et ne manque pas de projets d'avenir

© DR



France Chimie dans le Grand Est



L'industrie chimique lorraine, à l'instar de la filière au niveau national, s'est globalement montrée résiliente en 2020 malgré la crise sanitaire qui a freiné l'activité de nombreux autres secteurs économiques. « Cette bonne tenue s'explique notamment par le caractère essentiel de certaines activités telles que le traitement de l'eau ou le recyclage des déchets. Certaines entreprises contribuent par ailleurs à la gestion sanitaire de la crise en produisant des composés actifs pour l'industrie pharmaceutique et des produits liés à l'hygiène et la santé, ce qui a motivé les salariés à s'engager au service de tous », analyse **Pascal Muller**, vice-président de France Chimie Grand Est et directeur Hauts-de-

France et Grand Est de SARP Industries-Veolia.

Même si cette dynamique masque des disparités – certains secteurs ayant été impactés par l'arrêt du bâtiment ou le ralentissement de l'automobile par exemple – l'industrie chimique, premier secteur industriel exportateur, a confirmé sa contribution clé à la balance commerciale française. Et, son activité enregistre encore un net rebond cette année (6 à 7 % en volume).

Une dynamique de transformation

Ce contexte positif conduit la filière à s'engager dans un plan de transformation en faveur d'une société durable. Plus de cent projets d'entreprises, dont la plupart portés par des PME, sont déjà retenus dans le cadre du plan gouvernemental France Relance.

Ainsi en Moselle, à Carling, la **plateforme industrielle Chemesis**, qui regroupe 16 entreprises membres employant 1 200 salariés, vient d'accueillir deux nouveaux membres : **Metex Nøovista** qui démarre une première unité de production de chimie biotechnologique fabriquant du propane Di Ol et de l'acide butyrique, et **Afyren Neoxy** qui construit sa première bioraffinerie pour produire des acides organiques biosourcés. Un troisième projet est en cours, porté par l'australien Circa Group qui souhaite implanter une unité de production de cyréne, un solvant biosourcé.

Par ailleurs, **Solvay** et **Veolia** ont annoncé en septembre 2020 leur partenariat dans la création d'un consortium d'économie circulaire pour les batteries de véhicules électriques et hybrides en Europe. Il permet la réutilisation de matières premières cri-



« La SARP Industries, filiale mosellane de Veolia recycle déjà les batteries des véhicules électriques et hybrides d'Europe. »

Pascal Muller, directeur Hauts-de-France et Grand Est de SARP Industries-Veolia

tiques et rares. Dans ses usines de recyclage situées en Moselle, Veolia, à travers sa filiale **SARP Industries**, démantèle déjà les batteries de véhicules électriques depuis 2013 et investit dans de nouvelles technologies de recyclage. L'association de procédés mécaniques et hydro-métallurgiques permet ainsi de traiter les cellules actives et d'extraire les métaux stratégiques comme le nic-

kel et le cobalt. Ces métaux sont ensuite réemployés par l'industrie pour produire des aciers spéciaux, des réactifs chimiques ou de nouvelles batteries. Si aujourd'hui les composants essentiels des batteries sont majoritairement importés, ils seront demain régénérés directement sur nos territoires.

La Chimie Lorraine est...

Solidaire

Dès le début de la pandémie les acteurs de l'industrie chimique se sont mobilisés pour participer à la lutte contre le Covid-19, notamment en fournissant gratuitement des masques respiratoires issus de leurs stocks d'équipements de protection individuels destinés à leurs salariés. Dans le même temps plusieurs industriels ont modifié leurs lignes de production pour fournir du gel hydro alcoolique.

Décarbonée

Depuis 1990 la chimie française a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 60 %. Pour continuer cette réduction des entreprises lorraines telles que la société Seqens et le groupe Solvay ont engagé des investissements importants dans la production de l'énergie à partir de CSR. En effet les combustibles solides de récupération (CSR) pour la production d'énergie offrent le double avantage de réduire à la fois les émissions fossiles de gaz à effet de serre et l'enfouissement des déchets non dangereux.

Digitale

La chimie est une industrie de procédés et plus de 60 % des entreprises du secteur assurent avoir déjà engagé leur transformation digitale. Ce virage technologique touche toutes les fonctions de l'entreprise. Le suivi et le contrôle des processus de production restent le cœur de métier de la chimie. Par ailleurs dans le domaine de la production notons la mise en place d'outils de mobilité pour les équipes de maintenance, de capteurs intelligents pour la maintenance prédictive, l'inspection des équipements et l'optimisation des consommations d'énergie et de matières. Enfin les autres activités de logistique et de vente sont également incluses dans cette transformation.

PRECI 3D emploie du personnel de haut vol

PRECI 3D, PME spécialisée dans l'usinage de précision, permet à ses salariés de progresser en savoir-faire et compétences. Elle favorise également l'insertion des jeunes par l'apprentissage.

« **N**ous sommes sur un domaine d'activité, l'usinage de haute précision, qui offre des postes à haute technicité, avec des responsabilités, une grande autonomie et un bon niveau de rémunération. De quoi séduire des jeunes en quête d'un premier emploi », déclare **Thierry Jean**, PDG de PRECI 3D à Ennery (Moselle) et à Méry-sur-Oise (Val-d'Oise).

De fait l'entreprise fait la part belle à l'apprentissage puisque cinq alternants, soit 12,5 % des effectifs, sont actuellement en formation pour obtenir des diplômes de bac+2 à bac+5. PRECI 3D est présente sur les marchés de l'aéronautique (67 % de son activité), l'automobile (25 %) et les biens d'équipement industriel (bâtiment, agroalimentaire, armées). La qualité

de ses prestations lui vaut notamment d'être référencée pour la fabrication de pièces élémentaires usinées entrant dans la construction des réservoirs pendulaires largables de **l'avion de combat Rafale**. L'entreprise fournit également plusieurs dizaines de pièces pour les systèmes de commande de l'Airbus A320neo.

S'engager pour l'industrie du futur

Pour augmenter sa production et améliorer sa productivité, PRECI 3D va engager, dans les deux ans, un programme d'investissements : dans un centre d'usinage robotisé à grande vitesse et dans la digitalisation de son parc actuel de machines. Ce projet est soutenu par l'État et la Région dans le cadre du programme Industrie du Futur initié par le Gifas (Groupe des industries françaises aéronautiques et spatiales).

PRECI 3D en chiffres

4,8 millions d'euros de CA en 2020

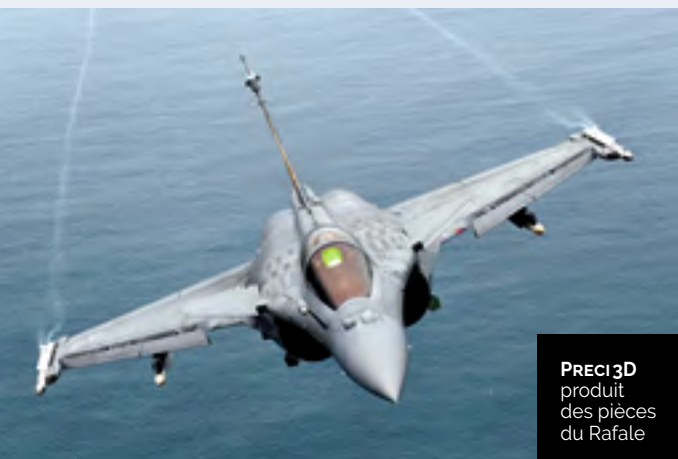
6,7 millions d'euros en 2023 (prévisionnel)

Répartition du CA : **67 %** dans l'aéronautique,

25 % dans l'automobile et **8 %** dans le bâtiment, agroalimentaire et armement

40 CDI et **5** apprentis (2020)

2 sites : Ennery et Méry-sur-Oise



PRECI 3D
produit
des pièces
du Rafale

© DR

Photos © Hervé Cardon





Les perspectives d'activité de PRECI 3D redeviennent rassurantes, même si le retour au niveau de 2019 n'est espéré qu'en 2023 ou 2024.



Stratégie

Résistance au « trou d'air »

La crise sanitaire et son impact direct sur les activités aéronautiques ont particulièrement affecté PRECI 3D et a généré une baisse du chiffre d'affaires supérieure à 30 % entre 2019 et 2020. Les mesures de chômage partiel et la suppression de huit emplois sur les deux sites n'ont pas suffi à absorber les pertes consécutives à cette baisse, d'une brutalité jamais connue dans le passé. Le recours aux Prêts garantis par l'État et l'étalement des charges sociales ont toutefois permis le financement de ces pertes et de « dépasser ce trou d'air ». Passée la zone de turbulences, les perspectives d'activité redeviennent rassurantes, même si le retour au niveau de 2019 n'est espéré qu'en 2023 ou 2024. **D'ici là, l'entreprise doit viser une rentabilité permettant à la fois le financement des investissements et le remboursement des dettes contractées en 2020.** La concrétisation de ce double objectif passe par le renforcement des fonds propres de l'entreprise. **L'émission d'obligations convertibles souscrites par Sodiv**, société de développement soutenue par la Région Grand Est, est une première étape dans cette direction.



Emmanuel Nerkowski,

président de la commission Performance industrielle de l'UIMM Lorraine
et directeur industriel chez thyssenkrupp Presta Group à Florange (57)

« Convergence, des entreprises fortes pour une industrie forte »

Pour pallier les problèmes de coût et d'approche trop théorique de la formation et du conseil, l'UIMM Lorraine lance le **programme Convergence**. Initié en 2019, il résulte d'un constat relativement simple : dans un contexte de réindustrialisation de la France, il est nécessaire d'avoir des entreprises fortes.

« **N**ous disposons en Lorraine d'un écosystème offrant une large palette d'activités complémentaires qui s'appuie, entre autres, sur le réseau de plus de 480 adhérents de l'UIMM Lorraine. L'idée force du programme Convergence est de mutualiser toutes ces ressources. On est plus forts ensemble », explique Emmanuel

Nerkowski, président de la commission Performance industrielle de l'organisation professionnelle et par ailleurs directeur industriel de thyssenkrupp Presta Group.

Dès l'automne prochain

« Le programme Convergence, dont la mise en œuvre a été retardée par la crise sanitaire, permet cette mutualisation en proposant des formations ouvertes à toutes les entreprises, du grand groupe à la PME. Outre la réduction des coûts, aspect

non négligeable du programme, c'est la volonté d'organiser des stages reposant sur des projets industriels réels. La formation perd son aspect souvent trop théorique et devient concrète. Chaque participant peut ainsi projeter ce qu'il découvre dans sa pratique quotidienne au sein de son entreprise », souligne Emmanuel Nerkowski.

Les premières sessions débuteront à l'automne prochain et l'objectif est d'en organiser cinq à six en 2022 réunissant à chaque fois six à huit participants. « Ce dispositif présente un autre intérêt que la mutualisation de la formation, la rencontre entre entreprises souvent voisines mais qui ne se connaissent pas vraiment. Il peut en ressortir des échanges, des partenariats », espère le président de la commission Performance industrielle.

« Ainsi, en s'appuyant sur l'écosystème local, on en développe l'activité et on peut éviter de recourir à des prestataires ou sous-traitants éloignés », assure Emmanuel Nerkowski.

« L'intérêt de ce dispositif de formation réside aussi dans la rencontre entre entreprises souvent voisines mais qui ne se connaissent pas vraiment. Il peut en ressortir des échanges, des partenariats. »

Emmanuel Nerkowski, président de la commission Performance industrielle de l'UIMM Lorraine

« Nos chefs d'équipe ont certes une grande expérience mais ont besoin de s'ouvrir à d'autres process, de découvrir d'autres pratiques. »

Serge Woelflé, directeur opérationnel de France Elévateur



Cédric Lebossé,

responsable du pôle Performance industrielle innovation et technologie à l'UIMM Lorraine.

« Convergence est fait pour agir ensemble »

Indispensables au développement des entreprises, la montée des compétences et les gains de performance des salariés supposent des actions de formation et le recours à des missions de conseil. Ces dernières sont freinées par leur coût perçu comme élevé et leur approche souvent jugée trop théorique, notamment par les dirigeants des PME et TPE. « C'est pour pallier cette situation que nous avons mis en place **Convergence**, un dispositif actif et collaboratif s'appuyant sur un projet industriel concret », explique **Cédric Lebossé**, responsable du pôle Performance industrielle innovation et technologie à l'UIMM Lorraine.

Ce programme, porté par la SSETI (Société de services aux entreprises technologiques et industrielles), repose sur la mutualisation des coûts et le partage d'expériences entre différentes entreprises. Il est ouvert

à tout adhérent de l'UIMM Lorraine ayant un projet en lien avec la performance industrielle validé avec un expert, et disposé à accueillir dans son entreprise d'autres industriels (de quatre à huit) partageant une problématique identique. « *L'entreprise d'accueil s'enrichit ainsi de l'expérience de ses homologues et de l'expertise du consultant missionné sur son projet. Dans le même temps, les autres participants bénéficient d'une formation concrète par mise en situation* », souligne Cédric Lebossé. Interrogés, les adhérents de l'UIMM Lorraine se déclarent à 75 % intéressés à recourir à ce dispositif collaboratif qui rend accessible aux PME des outils utilisés plus fréquemment par les grands groupes.

Pour en savoir plus sur le programme **Convergence** : c.lebosse@uimm-lorraine.fr

Serge Woelflé,

directeur opérationnel de France Elévateur

« Découvrir d'autres process »

Spécialisée dans la conception et la fabrication de nacelles autoportées, l'entreprise **France Elévateur** à Richardménéil (54) qui emploie près de 400 salariés va s'engager dans le programme Convergence d'ici au quatrième trimestre de cette année. « *Nous allons y inscrire cinq ou six de nos chefs d'équipe qui ont certes une grande expérience mais ont besoin de s'ouvrir à d'autres process, de découvrir d'autres pratiques* », explique **Serge Woelflé**, directeur opérationnel de l'entreprise, qui voit dans cette opération une opportunité d'échanges avec d'autres industriels ayant une activité proche, utilisant des techniques similaires, mais non concurrentes.

Jean-Marc Baizé, directeur régional Enedis en Lorraine

« Enedis investit et innove pour la **transition écologique** en Lorraine »

Le monde change, Enedis aussi. L'entreprise investit massivement pour développer le réseau électrique et lui permettre d'accueillir les nouveaux usages liés à la transition écologique. Le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité se réinvente et innove pour accompagner toujours mieux les projets des territoires. Rencontre avec **Jean-Marc Baizé**, directeur régional d'**Enedis en Lorraine**.

« **L**a transition écologique est déjà une réalité. J'en veux pour preuve les 18 000 installations de production d'énergie renouvelable et les 1 100 bornes de recharge publiques pour véhicules électriques que nous avons déjà raccordées au réseau rien qu'en Lorraine. Nous pouvons également citer les projets d'autoconsommation collective qui émergent et pour lesquels nous accompagnons nos clients, majoritairement des collectivités, comme à Lexy, Moussey, Rupt-sur-Moselle ou Dun-sur-Meuse. Ils répondent à un besoin de plus en plus prégnant de produire et de consommer localement, tout en réduisant les consommations », souligne **Jean-Marc Baizé**, directeur régional d'Enedis.

Pour satisfaire ces nouveaux usages, Enedis investit massivement et régulièrement sur les territoires : 4 milliards par an au niveau national. « En Lorraine, nous avons réalisé pour 90 millions d'euros de travaux en 2020, avec 350 prestataires quasiment tous installés sur le territoire, majoritairement des PME/TPE, ce qui représente environ 1 000 emplois induits par notre activité. » Pour réaliser cette transition écologique, Enedis met les femmes et les hommes au cœur de

son développement. « Nous recrutons cette année 2 000 collaborateurs, dont 1 300 alternants, et les invitons à "intégrer le réseau à impact positif", une entreprise qui met au cœur de ses enjeux sa mission de service public de la transition écologique, qui fait évoluer le réseau électrique pour proposer des solutions adaptées aux attentes et aux enjeux de chacun. Et pour aller plus loin avec nos partenaires, nous venons de nous engager avec la Fédération Nationale des Travaux Publics pour renforcer l'attractivité et les compétences de la filière réseau et répondre aux enjeux de développement du système électrique sur l'ensemble du territoire. »

Premier parc d'objets connectés

La transformation digitale que l'entreprise a initiée amène vers plus de flexibilité et des services innovants



© Enedis

« Nous recrutons cette année 2 000 collaborateurs, dont 1 300 alternants, et les invitons à "intégrer le réseau à impact positif". »

Jean-Marc Baizé



Urbanloop Enedis partenaire de Lorraine INP pour promouvoir la sobriété énergétique

Le 28 mai 2021, la capsule **Urbanloop** battait le record du monde de la plus faible consommation énergétique au kilomètre pour un véhicule autonome sur rail. Un succès que l'on doit notamment à l'investissement d'une centaine d'étudiants issus de neuf écoles d'ingénieurs de Lorraine INP. Enedis, acteur clé de la mobilité électrique partout et pour tous, a choisi de soutenir le projet en nouant un partenariat pour trois ans avec Lorraine INP. L'entreprise apportera son appui technique pour les prochaines étapes du développement d'Urbanloop et pourra proposer des stages en lien avec les réseaux intelligents (smart grids).



pour accompagner les nouveaux usages de l'électricité. Enedis propose un service public augmenté avec plus de 32 millions de compteurs communicants Linky installés en France, 35 millions d'ici la fin de l'année 2021, ce qui représente le premier parc d'objets connectés en France. Grâce au compteur communicant, les clients peuvent suivre leurs consommations de manière très précise et profiter de nouveaux services toujours plus adaptés à leurs besoins. « En Lorraine, 46 000 foyers ont déjà choisi de suivre leur consommation d'électricité sur leur compte client pour mieux la maîtriser. Depuis le début de l'année, nous avons réalisé plus de 260 000 interventions à distance et sans devoir nous déplacer chez nos clients. Aujourd'hui, 3 600 foyers lorrains autoconsomment une partie de l'électricité qu'ils produisent. Tous ces services ont été rendus possibles grâce au compteur communi-

cant Linky. »

Création d'activités nouvelles

Résolument tournée vers l'avenir, Enedis anticipe les mutations du secteur de la distribution d'électricité et prévoit de créer de nouvelles activités. « En Lorraine, nous travaillons sur la décarbonation du monde agricole. L'agriculture a en effet un rôle crucial à jouer dans la transition écologique, notamment pour réduire son impact énergétique et favoriser le développement des énergies renouvelables. Nous allons travailler avec toutes nos parties prenantes pour bien identifier les préoccupations et les attentes, le potentiel de développement des usages électriques comme la robotisation. Nous pourrions ainsi apporter notre expertise et notre savoir-faire pour accompagner les projets et les intégrer au mieux au réseau électrique. »

**Vous êtes curieux, exigeant,
innovant ?**

La centrale de Cattenom **recrute**

Le producteur lorrain d'électricité bas carbone recrute dans des domaines variés et sur des emplois hautement qualifiés, en CDI comme en contrat d'apprentissage. De nombreux salariés de la centrale vivent leur métier avec passion et aiment à la partager. Témoignages.

Implantée en Moselle depuis déjà 35 ans, la centrale de Cattenom qui emploie 1 400 salariés, embauche chaque année de nouveaux collaborateurs, du bac Pro à bac+ 5 dans plus de cinquante familles de métier : mécanique, conduite des installations, électricité, automatismes, environnement, qualité, sécurité mais aussi dans le domaine tertiaire.

Filière d'excellence, le nucléaire est un secteur industriel exigeant et qui propose des emplois à forte valeur ajoutée nécessitant des compéten-

ces pointues. Quel que soit son niveau de formation initiale à son arrivée, chaque nouveau salarié entame un cursus de professionnalisation allant de huit semaines à 24 mois de formation. Par ailleurs, le site mosellan s'investit dans l'emploi des jeunes en leur proposant des contrats d'apprentissage. Ainsi, en 2020, ils ont été 70 alternants à intégrer la centrale et la moitié d'entre eux aura l'opportunité d'être embauchée au sein du groupe EDF à l'issue de leur formation.

Toutes les offres d'emploi sur
www.edf.fr/edf-recrute

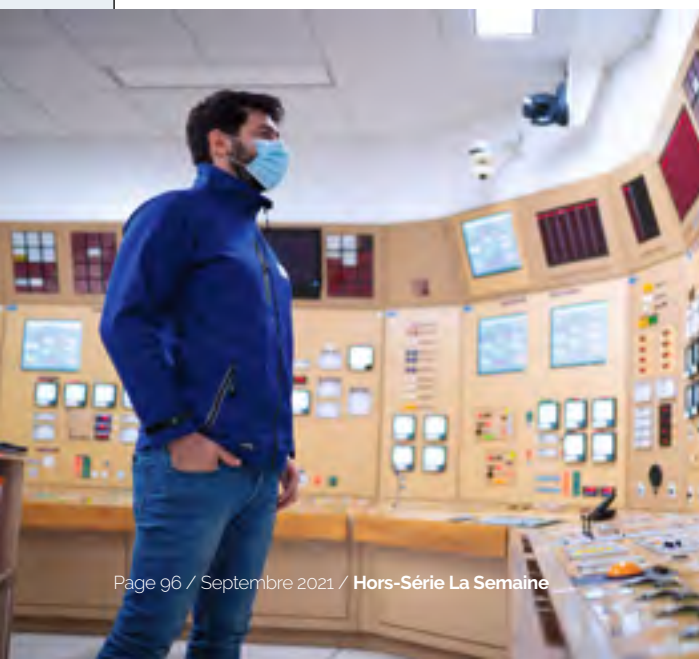
Cattenom en chiffres

1986 : Mise en service
4 unités de production
1 300 MW par unité
1 400 salariés EDF
795 salariés sous-traitants
70 % de la production
d'électricité du Grand Est

© DR

Jean-François Noal, opérateur en salle de commandes sur le site d'EDF Cattenom

« Exigence et concentration »



« J'assure mon poste en 3x8 depuis la salle de commandes, c'est un peu comme dans la cabine de pilotage d'un avion de ligne. Nous sommes deux aux commandes avec chacun des responsabilités bien définies et complémentaires », explique Jean-François Noal, 41 ans, qui « pilote » ainsi un des réacteurs de la centrale depuis plus de quatre ans. Titulaire d'un BTS électrotechnique il a d'abord passé quelques années dans la sidérurgie. Puis il a choisi d'intégrer, il y a 17 ans, le groupe EDF où il a progressivement gravi les échelons grâce aux formations internes et à force de volonté. « Le niveau est très élevé mais c'est une satisfaction de pouvoir produire tous les jours une électricité bas carbone pour le pays », souligne l'opérateur en salle de commandes. « C'est un travail très intéressant, à fortes responsabilités, très exigeant et qui nécessite une grande capacité de concentration », précise Jean-François Noal qui comme ses collègues, suit régulièrement des stages de mise à niveau dans un simulateur de commandes au cours desquels il est soumis à tous types de scénarios car la formation continue fait partie de l'ADN d'exploitant nucléaire.

© DR

« Si vous êtes prêts à vous former, n'hésitez pas, les opportunités d'évolution à EDF sont nombreuses. »

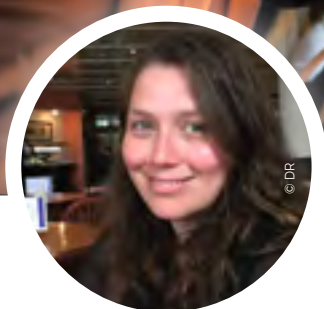
Quentin Zeimeth, technicien
Combustible et déchets
sur le site d'EDF Cattenom



Quentin Zeimeth,
technicien combustible et déchets
sur le site d'EDF Cattenom

« De vraies opportunités d'évolution »

Sa formation initiale en comptabilité-secrétariat ne prédisposait pas Quentin Zeimeth, 28 ans, à devenir technicien combustible et déchets dans une centrale nucléaire. « *Ma mission consiste à gérer le cycle de vie du combustible de la centrale (l'uranium, ndlr), qui va de sa réception quand il est neuf à son évacuation quand il est usé, ainsi que son rechargement dans le cœur du réacteur lors des arrêts pour maintenance* », explique le jeune homme, entré dans le groupe EDF en 2016 après avoir travaillé quelques années pour une entreprise prestataire de la centrale, dans laquelle il découvre les différents métiers du nucléaire. « *J'ai saisi l'occasion d'intégrer le groupe EDF au sein duquel j'ai suivi les formations nécessaires au poste que j'occupe actuellement. Grâce à cette opportunité, j'ai pu me former à mon métier qui est bien loin de ma formation initiale. Je fais un métier où la routine n'existe pas, alors si vous êtes prêts à vous former, n'hésitez pas, les opportunités d'évolution à EDF sont nombreuses* » souligne Quentin Zeimeth qui précise qu'aujourd'hui il existe un bac Pro et un BTS Environnement nucléaire préparant à son emploi, en formation initiale ou en apprentissage.



Sophie Loos,
responsable protection du site d'EDF Cattenom

« Curiosité et rigueur »

A 35 ans, Sophie Loos manage une équipe de 45 personnes en charge de la protection des personnes et des biens sur le site de la centrale. « *Nous veillons à ce que les consignes de prévention des risques soient respectées autour de trois objectifs : surveiller, protéger les installations et sécuriser le site en permanence. Plus que des agents de sécurité, nous sommes gardiens de l'intégrité de la centrale* », explique la jeune femme, entrée dans le

groupe EDF en 2011 après un master en sciences physiques. Après avoir occupé différents postes, **elle a suivi en interne une formation spécifique pour occuper la fonction actuelle** qui nécessite de la rigueur dans le respect des procédures et de la curiosité pour être à l'affût des innovations dans ce secteur particulier de la sécurité nucléaire. Le poste suppose de bien connaître les différentes phases du process et les installations de la centrale.

ASSOCIATION PERSPECTIVES ET COMPÉTENCES (APC)

Marie-Odile Gérardin,

présidente de l'Association Perspectives et Compétences (APC)

« Notre **Engagement 360°** ? Accompagner votre stratégie de recrutement et d'intégration »

Les entreprises lorraines recrutent. **APC** adapte son offre de services à leurs besoins en compétences et en personnel !

Créée en 1999, à l'initiative de l'UIMM Lorraine et des Medef 54 et 88, l'**Association Perspectives et Compétences (APC)** fait partie, avec le CFAI Lorraine et l'AFPI Lorraine, du pôle formation UIMM Lorraine. « *Implantée sur six sites de notre territoire (Maxéville, Bar-le-Duc, Henriville, Saint-Dié-des-Vosges, Thaon-les-Vosges et Yutz), cette répartition géographique rapproche entreprises et bénéficiaires de nos formations* », signale **Marie-Odile Gérardin**, présidente de l'APC.

Accroissement du volume d'affaires, internalisation, diversification, mise en œuvre des mesures d'âge, développement des contrats en alternance, politique d'emploi des personnes en situation de handicap... **Les entreprises industrielles recrutent massivement.** Tuyauteurs, soudeurs, chaudronniers, techniciens de maintenance, pilotes de ligne, électrotechniciens, monteurs-câbleurs sont autant de métiers sensibles pour les



« Avec "Engagement 360°",
de belles réussites sont d'ores
et déjà visibles. »

Marie-Odile Gérardin, présidente de l'APC



Nouveau regard sur l'industrie Les Mardis de l'industrie

L'Association Perspectives et Compétences organise également l'opération **Les Mardis de l'industrie**, réunions d'informations ouvertes à tous sans rendez-vous, chaque mardi dans un site différent. L'occasion pour les demandeurs d'emploi de découvrir les métiers industriels, de visiter les équipements pédagogiques et de rencontrer des formateurs.

Favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap

APC apporte son expertise à l'AGEFIPH (Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées) en matière de ressources humaines. « Nous intervenons dans les entreprises pour conseiller les employeurs dans la mise en œuvre d'une politique d'emploi des travailleurs : recrutement d'apprentis, maintien dans l'emploi », explique Marie-Odile Gérardin.

Les chiffres 2020 de l'APC

55 stages, **•9** parcours individuels
495 stagiaires dont **85 %** d'hommes
75 % de sorties positives (CDI, CDD, intérim ou poursuite de formation)
56,4 % des stages concernaient le secteur mécanique, **32,7 %** la transformation du métal, **10,9 %** la productique

entreprises lorraines, de la PME aux grands groupes.

« Au regard des projets industriels, nous avons construit avec **Engagement 360°** un partenariat vertueux d'accompagnement des entreprises autour du développement de l'emploi et des compétences. De belles réussites sont d'ores et déjà visibles dans la fabrication de machines agricoles, d'engins de levage, d'équipements frigorifiques industriels, l'ingénierie, la construction de véhicules, la construction aéronautique... » précise Marie-Odile Gérardin.

Engagement 360°, fédère autour de l'entreprise l'intervention des principaux acteurs de l'emploi : la Région Grand Est, Pôle emploi, les OPCO (opérateurs de compétence) et les entreprises de travail tem-

poraire. Cinq étapes sont prévues pour mettre en place le projet **Engagement 360°** : 1. identification du contexte de l'entreprise et analyse de ses besoins ; 2. choix des dispositifs de financement pertinents ; 3. promotion des métiers et des offres d'emploi ; 4. sourcing ciblé ; 5. formation des futurs collaborateurs.

Cette démarche d'accompagnement des entreprises dans leur stratégie de recrutement s'auréole déjà de très belles réussites. Les entreprises industrielles sont séduites !

Joindre l'APC :
apc@apc-nancy.com
03 83 95 35 22

Manuel Rodriguez, président directeur-général du groupe Kramer

« Je me sens profondément industriel »

« Ce qui m'anime, c'est de développer des projets et de créer des produits qui impliquent du savoir-faire. Je me sens profondément industriel », explique Manuel Rodriguez, le patron du **Groupe Kramer** qui va prochainement accélérer son développement avec la reprise de l'usine **Jacob Delafon** active dans la céramique sanitaire.

« **L**orsque j'ai appris que le groupe américain Kohler voulait céder l'usine Jacob Delafon de Damparis dans le Jura, j'ai décroché mon téléphone pour en savoir davantage. Il n'était pas imaginable pour moi de laisser disparaître cette entreprise historique et visionnaire dans le domaine de la céramique sanitaire, sans agir », explique **Manuel Rodriguez**, le PDG du groupe Kramer.

Une nouvelle étape pour le groupe Kramer

Moins d'un an après ce premier coup de fil, un accord est en passe d'être trouvé. Le groupe lorrain (son usine est située dans la Meuse), fabricant de robinetteries, leader du marché de la MDD (marques de distribution) en France, devrait reprendre l'outil de production de Jacob Delafon pour un montant total de 5 millions d'euros, avec l'aide de l'État et de la Région et le soutien de la communauté d'agglomération du Grand Dole. Le challenge que va relever Manuel Rodriguez, qui ambitionne de progressivement réintégrer les 150 salariés de l'usine, est ambitieux. Mais le dirigeant à la mentalité de leader, aime les défis et ne manque pas d'atouts pour développer encore ses deux marques de robinetterie, **Kramer et Horus**, et se positionner sur le marché des sanitaires, des lavabos et autres vasques.

Manuel Rodriguez peut capitaliser sur le savoir-faire reconnu et la bonne santé de son groupe qui emploie 112 collaborateurs, compte des clients dans une quarantaine de pays et réalise 30 millions d'euros de chiffre d'affaires



annuel. Un CA que le dirigeant a d'ailleurs réussi à faire progresser en 2020, année noire. « Le CA de Kramer a progressé de 10 %, celui d'Horus de 7 %. Tout a été mis en œuvre pour protéger nos salariés. Alors même que nous ne savions pas grand-chose sur la pandémie, nous avons développé des protocoles sanitaires et procuré des masques à l'ensemble du personnel. Nos clients étant à l'arrêt, nous avons constitué des stocks de sécurité. Cela nous a permis de répondre à toutes les commandes, lors du déconfinement. Depuis, la tendance est positive », explique Manuel Rodriguez.

Un parcours sans faute

Fondée en 1980, c'est dans les années 2000 que la société Kramer se spécialise dans la fabrication de ro-

binetterie MDD. Anticipant la montée en puissance de la digitalisation, Manuel Rodriguez fait le choix de repositionner son entreprise en tant que sous-traitant de grands groupes, comme Saint-Gobain. Cette activité représentait 80 % de son CA, il y a trois ans. C'est à cette époque que pour limiter l'exposition au risque liée à la sous-traitance, il mise sur une croissance externe avec pour priorité de développer sa propre marque. Cela se concrétise, en 2019, avec le rachat d'Horus, une entreprise alsacienne spécialisée dans la fabrication de robinetterie haut de gamme et labellisée Entreprise du Patrimoine Vivant. « Aujourd'hui, nos marques Horus et Kramer représentent 40 % du CA et l'activité MDD, 60 %. Cette acquisition a favorisé des synergies, enrichi

« En 2008,
la société Kramer a négocié
un virage décisif pour devenir
un groupe industriel.
La CEGEE a pris le risque
de me soutenir. »

Manuel Rodriguez,
président-directeur général
du groupe Kramer



notre savoir-faire et ouvert de nouvelles perspectives à l'international », précise Manuel Rodriguez.

S'entourer de solides partenaires

La reprise d'Horus n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle en cours du site Jacob Delafon. Dans les deux cas, le dirigeant, visionnaire, a provoqué les rapprochements et s'est entouré de solides partenaires parmi lesquels, une banque : la Caisse d'Épargne Grand Est Europe (CEGEE).

« En 2008, la société Kramer a négocié un virage décisif pour devenir un groupe industriel. Il me fallait réunir 700 000 euros. J'étais alors un jeune chef d'entreprise sans véritables garanties mais la CEGEE a pris le risque de me prêter 350 000 euros, ce qui représentait alors 10 % de mon chiffre d'affaires, dès lors que je réussissais à réunir l'autre moitié des fonds. Ce que j'ai fait, notamment auprès de l'ILP (Institut lorrain de participation). Je suis superstitieux. Si la banque ne me suit pas sur un projet, je ne tente pas », confie Manuel Rodriguez.

Johanna Poirel,

Caisse d'Épargne Grand Est Europe (CEGEE)

« Nous sommes partenaires de nos clients »

« C'est dans l'ADN de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe que d'accompagner les dirigeants d'entreprise. Nous sommes partenaires de nos clients »,

explique **Johanna Poirel,**

responsable Marché Entreprises au Centre d'affaires Nord Lorraine de la CEGEE. Alors que sévit la crise, la banque a mobilisé ses ressources avec pour priorités d'aider les entreprises à faire face à l'urgence (mobilisation du PGE, Prêts garantis par l'État) mais aussi à se relancer dans les meilleures conditions. « Dès avril 2020, nous avons pris des engagements forts en

faveur de la relance avec des solutions de financement très attractives et la mobilisation de toute notre expertise en matière

d'ingénierie financière. Cette anticipation des besoins des entreprises permet aujourd'hui à la CEGEE, d'assurer à ses clients un accompagnement global et performant, notamment dans le cadre des Prêts Participatifs Relance (PPR) », conclut Johanna Poirel.



© Daniel Denise

Jean-François Rinfray,

directeur général adjoint du Crédit Agricole de Lorraine

« Agir local, penser global pour servir les entreprises lorraines »

La proximité, la compétence de ses collaborateurs spécialisés et l'appui des experts des filiales nationales du Groupe Crédit Agricole, viennent en réponse aux attentes et besoins des chefs d'entreprise, de la TPE au grand groupe.

« **N**otre force repose, pour partie, sur la proximité de nos chargés d'affaires, qui, vivant dans la région, connaissent bien les chefs d'entreprise et les spécificités des territoires », assure **Jean-François Rinfray**, directeur général adjoint du Crédit Agricole de Lorraine, qui ajoute : « Nous employons six collaborateurs titulaires de diplômes de haut niveau en droit, ingénierie patrimoniale ou financière, basés à Metz au sein de notre Banque d'Affaires Entreprises (BAE) ». A la différence de celles existantes dans les autres régions, la BAE, créée en 2013, est comme la caisse régionale 100% Lorraine. « Ce qui représente une indéniable valeur ajoutée dans la mesure où la prise de décision est réalisée au plus près des clients ! », précise Jean-François Rinfray.

Un fonds d'investissement propre à la Lorraine

La BAE a, entre autres objectifs, l'accompagnement haut de bilan : réalisé en fonds propres, il a occasionné la création d'un fonds d'investissement propre au Crédit Agricole de Lorraine : **CAL Invest**. Le conseil à l'acquisition ou à la cession de société, ou les financements structurés ou « en pool » pour des reprises de sociétés, des financements de projets, des refinancements-structuration, figurent également au titre de ses missions.

« L'essentiel des réponses aux questionne-

« La prise de décision est réalisée au plus près des clients, ce qui représente une indéniable valeur ajoutée. »

Jean-François Rinfray, directeur général adjoint du Crédit Agricole de Lorraine

ments des dirigeants d'entreprises, de la TPE au grand groupe, est apporté localement mais les experts des filiales du groupe sont sollicités à l'occasion de besoins particuliers », souligne le directeur général adjoint, qui insiste sur la volonté du Crédit Agricole de Lorraine de maintenir le maillage actuel de son territoire couvrant les départements de Meurthe-et-Moselle, Meuse et Moselle.

Le Crédit Agricole Lorraine en chiffres

Produit net bancaire : 242,1 M€
Résultat net : 50,1 M€
92 % des résultats conservés localement
454 576 clients
dont 185 393 sociétaires



Recrutement

« Un regain d'intérêt pour la recherche de sens »

Chaque année le Crédit Agricole de Lorraine recrute de nouveaux collaborateurs, jeunes diplômés dans différents domaines d'expertises pour être en capacité d'apporter toutes les réponses aux attentes des entreprises. « Nous notons un regain d'intérêt pour les valeurs mutualistes qui sont les nôtres, solidarité, proximité par exemple, et pour la recherche de sens dans le cadre des postes proposés », relève **Jean-François Rinfray**. Le directeur général adjoint souligne que cette politique de recrutement de talents permet à la banque régionale de maintenir et de conforter sa position de leader sur le marché des entreprises.



Startup « Bienvenue au Village by CA Lorraine »

Depuis trois ans, les startups régionales disposent d'un lieu de vie de 1 600 m², connecté à l'Internet haut-débit, au **1 rue de la Vologne à Laxou**, près de Nancy. Initié par le Crédit Agricole Lorraine, le Village by CA Lorraine offre, outre des espaces de coworking, des bureaux de passage ou des espaces de prototypage, un programme d'accompagnement personnalisé pour les entreprises qui y sont accueillies pour une durée de 24 mois. Avec la création

d'un écosystème favorable à l'innovation, réunissant startups et entreprises partenaires, complété par l'organisation de conférences ouvertes à un large public, l'accueil d'événements « business », d'expositions et d'ateliers thématiques (levée de fonds, stratégie de communication, expertise comptable, fiscale ou juridique), le Village se veut un réseau d'accélérateurs de startups en France, Luxembourg et Italie. www.levillagebyca.com



Centre d'Affaires Entreprises et Pôle Gestion Privée à Nancy

Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne

Compétences et complémentarité au **service** des **dirigeants**

Parce que vie professionnelle et vie privée se croisent, la **Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne (BPALC)** propose aux chefs d'entreprise des services spécialisés complémentaires.

« **A**voir la connaissance la plus globale possible de la situation familiale et professionnelle du dirigeant d'entreprise pour lui proposer les meilleures solutions », explique **Serge Klein**, directeur de la Gestion Privée qui résume d'une phrase la philosophie de la Banque Popu-

laire Alsace Lorraine Champagne (BPALC). Banque coopérative créée il y a plus de cent ans par des entrepreneurs, elle porte dans son ADN des valeurs fortes de proximité et d'accompagnement, dans les bons moments comme dans les périodes plus difficiles. La BPALC est fortement enra-

cinée dans son territoire, épousant sensiblement les contours de la région Grand Est et, tout en s'adaptant aux mutations technologiques les plus innovantes, elle maintient un réseau d'agences de proximité pour satisfaire aux besoins des acteurs socio-économiques régionaux.



Siège Charlemagne de la BPALC à Metz

La Banque Populaire, un acteur majeur du développement industriel régional

En 2020, la BPALC a contribué au financement des programmes de relance, de croissance et d'investissements de plus de 13 500 entreprises de son territoire en octroyant 1,6 milliard d'euros de Prêts Garantis par l'État (PGE). Au total, ce sont 3,6 milliards de crédits accordés aux entreprises dont 1,5 milliard pour l'équipement et 505 millions de crédit-bail.

« Malgré la crise sanitaire, nos chargés d'affaires sont restés présents pour leurs clients. La proximité avec les entreprises est un de nos principaux atouts, et nous permet, par un accompagnement ciblé, de répondre au plus près à leurs attentes », explique **Marc Thirion**, directeur du Réseau Entreprises et Financements Spécialisés.

« Nous intervenons à chaque étape »

« Durant cette période

Lire
la suite
>>>



Serge Klein,

directeur de la Gestion Privée de la BPALC

« Notre service Gestion Privée propose des solutions cousues main »

Serge Klein : « Savoir écouter est le secret d'une relation de confiance et un gage de qualité de conseils. Chaque situation est unique. La construction des solutions patrimoniales se fait selon les objectifs du dirigeant. Nous devons être proactifs pour suivre « au long cours » l'évolution des besoins de nos clients et anticiper les changements de situation. Grâce à leur formation très pointue (fiscalité, juridique...), nos conseillers en Gestion de Patrimoine et nos experts en

Gestion Privée apportent des réponses « cousues main » et peuvent solliciter, si nécessaire, différents spécialistes au sein du groupe BPCE. Nous échangeons régulièrement avec les équipes de Marc Thirion, directeur du Réseau entreprises, pour avoir une approche globale de la situation de chaque client et proposer une architecture patrimoniale adaptée.

BPALC

(suite)



« La proximité avec les entreprises est un de nos principaux atouts et nous permet, par un accompagnement ciblé, de répondre au plus près à leurs attentes. »

Marc Thirion, directeur du Réseau Entreprises et Financements Spécialisés de la BPALC

<<< début particulière, la Banque Populaire, dont nous sommes client depuis 1995, nous a suivis dans notre programme d'investissements », assure **Florence Relly**, dirigeante du groupe éponyme spécialisé dans la tôlerie et la chaudronnerie industrielles à Eloyes (88), qui « apprécie particulièrement la réactivité dont font preuve les chargés d'affaires à chaque sollicitation ».

« Nous intervenons à chaque étape de la vie, de la création à la transmission de l'entreprise en proposant différents outils de financement, du haut au bas de bilan. Nos collaborateurs développent de fortes compétences (fiscale, juridique, ingénierie financière, sociale...) et s'appuient également sur l'expertise des filiales spécialisées du groupe BPCE », souligne Marc Thirion.



Caroline Semin,

directrice générale du groupe Semin

« Force de proposition et retour d'expérience »

Caroline Semin : « La BPALC est une des banques historiques du groupe Semin. Mon grand-père et mon grand-oncle, Pierre et Louis Semin travaillaient déjà avec la banque avant les années 80. Aujourd'hui, la BPALC nous accompagne sur les financements de bas et haut de bilan pour nos investissements et la croissance du groupe. En 2020, elle a été une des premières banques à valider la mise en place d'un PGE et sécuriser notre trésorerie. Ce partenaire nous a également accompagnés pour les créances à l'international avec, par exemple, notre filiale de distribution Semin Algérie (pour la quatrième année, la BPALC est la première Banque Populaire régionale en termes

de flux internationaux traités, ndr). Proactive, elle se positionne toujours rapidement sur l'ensemble de nos besoins. D'ailleurs, dès le lendemain des annonces gouvernementales, notre conseillère nous a contactés pour échanger sur la situation. Point important pour nous, les équipes de la BPALC sont aussi force de proposition et nous apportent régulièrement lors d'échanges ouverts, des conseils et un retour d'expérience enrichissants qui nous font gagner en temps et en efficacité. Pour finir, nous avons des ambitions de développement importantes et comptons sur la BPALC pour avancer à nos côtés et continuer d'écrire ensemble l'histoire Semin ».

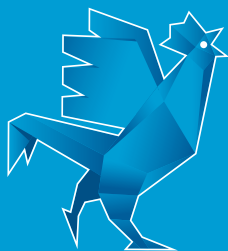
BUSINESS ACT

LE PLAN DE RELANCE DU **GRAND EST**

**NE PERDONS
PAS DE TEMPS !
ENSEMBLE,
RELEVONS
LES DÉFIS
DE DEMAIN.**

économie | écologie | numérique | santé | industrie 5.0

En savoir plus : grandest-ba.fr



FRENCH FAB TOUR

GRATUIT

LE VILLAGE DE

L'INDUSTRIE

ANIMATIONS - EXPÉRIENCES - OFFRES D'EMPLOI



À METZ LE 13/09

Place d'Armes

lafrenchfab.fr
uimmlafabriquedelavenir.fr

Pass sanitaire obligatoire